



HAL
open science

Insertion professionnelle et déclassement des réfugiés en France : entre réalité et perception

Caterina Giacometti

► **To cite this version:**

Caterina Giacometti. Insertion professionnelle et déclassement des réfugiés en France : entre réalité et perception. Géographie. 2015. dumas-01208193

HAL Id: dumas-01208193

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01208193>

Submitted on 2 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Master 1 Migrations Internationales, espaces et sociétés
Années 2014-2015

**« INSERTION PROFESSIONNELLE ET
DÉCLASSEMENT DES RÉFUGIÉS EN
FRANCE.
ENTRE RÉALITÉ ET PERCEPTION »**

Réalisé par Caterina Giacometti

Sous la direction de M. Thomas Lacroix

Le 7 Juillet 2015

Le déclassé professionnel est un phénomène très répandu parmi tout type de migrant. Néanmoins, les réfugiés rencontrent des difficultés spécifiques à leur situation à l'heure de développer en France un projet professionnel en continuité avec les expériences et la formation préalables à la migration. Ce travail de recherche vise non seulement à dévoiler ces obstacles, mais surtout à appréhender les ressentis des réfugiés par rapport au phénomène étudié. L'hypothèse d'une influence de l'expérience de la migration forcée sur la perception que les réfugiés ont de leur emploi est l'idée principale à partir de laquelle ce travail a été conçu.

Mots clés : Réfugié ; Déclassé professionnel ; identité

The phenomenon of skills downgrading is very common among all migrants. Nevertheless, refugees meet specific difficulties when they try to set up a professional project in France linked to their experience and studies prior to migration. This survey aims to describe these obstacles and, above all, to discover and understand refugees' feelings about the phenomenon.

This work has been developed upon the hypothesis that the influence of forced migration on refugees modifies their perception of employment.

Keywords : Refugee ; Skills downgrading ; Identity

La dequalificazione professionale è un fenomeno comune a tutti i migranti. Nonostante questo, i rifugiati si scontrano con delle difficoltà caratteristiche della loro particolare situazione al momento di concepire in Francia un progetto professionale in continuità con le esperienze e la formazione precedenti la migrazione. Questo lavoro di ricerca non ha il solo obiettivo d'identificare tali difficoltà, ma in particolare quello di scoprire e comprendere le sensazioni e il vissuto dei rifugiati in relazione al fenomeno studiato. L'ipotesi di un'influenza dell'esperienza della migrazione forzata sulla percezione che i rifugiati hanno del loro lavoro è l'idea principale sulla quale è stata sviluppata questa ricerca.

Parole chiave : Rifugiato, Dequalificazione professionale, identità

Remerciements

Cette dernière année a été dense en nouvelles pistes de réflexion, rencontres et efforts. Je tiens donc à remercier ceux qui en ont fait partie.

Merci à mon tuteur, M. Thomas Lacroix, pour m'avoir donné la confiance dont j'avais besoin pour apprendre à travailler en autonomie et pour m'avoir offert un premier regard sur le monde de l'analyse statistique.

Merci à M. Olivier Clochard, pour les conseils constructifs et les contacts pour démarrer.

Merci à Mme Laboureau et à M. Redois qui m'ont fait rentrer dans le vif du travail social et qui m'ont permis de rencontrer plusieurs réfugiés. J'ai énormément apprécié votre disponibilité et accueil.

Merci au groupe Demande d'Asile du Toit du Monde, qui m'a accueilli à bras ouverts et m'a rechargé de l'enthousiasme nécessaire pour continuer. Merci, en particulier, à Amélia.

Merci à Jessica, pour son temps et ses précieuses révisions linguistiques.

Merci à Alba et Marlène pour l'amitié sincère.

Merci à ma famille, parce qu'ils sont toujours capables de me rappeler, quand je l'oublie, que ce que je fais est important.

Merci à Davi, parce que, qu'il soit proche ou loin, il soutient et encourage toujours ma passion.

Finalement, merci à tous les réfugiés que j'ai eu l'honneur de connaître. Merci de m'avoir fait rentrer dans vos vies et d'avoir partagé avec moi vos histoires. Vous avez éclairci le sens de mon engagement en lui donnant encore plus de force.

Je souhaite qu'un jour vous puissiez retrouver à nouveau une paix complète et je travaillerai pour que d'autres, comme vous, puissent trouver la protection dont ils ont le droit.

Sommaire

1. INTRODUCTION	4
2. PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES	6
3. LES CONCEPTS	10
3.1. Définition de réfugié	10
3.1.1. Aspects statistiques et administratifs	13
3.2. Le déclassement professionnel	18
3.3. Trajectoires : objectivité contre subjectivité, rôle contre identité	21
4. MÉTHODOLOGIE	25
5. LE DÉCLASSEMENT EN FRANCE	28
5.1. Scénario	28
5.2. Causes du déclassement	35
5.2.1. Causes indépendantes : le racisme institutionnel et la spécificité du marché français	35
5.2.2. Causes spécifiques aux réfugiés	39
6. ÉVALUATION SUBJECTIVE DU DÉCLASSEMENT et RAPPORT AU TRAVAIL	57
6.1. Mise en valeur de l'aspect économique du travail	57
6.2. Le changement de peau	60
6.3. La dette envers la France	62
6.4. Mise en valeur de l'identité de réfugié	64
6.5. Le maintien d'une partie de l'identité précédente	67
6.6. Le regard tourné en arrière	68
7. CONCLUSIONS	71
7.1. Pistes de recherche	73
8. BIBLIOGRAPHIE	74
9. ANNEXES	77

1. INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, l'immigration est devenue une composante structurelle de la société de tous les pays d'accueil de l'Union Européenne. La présence étrangère, dans la majorité des pays européens, France incluse, se manifeste désormais dans différents domaines de la vie quotidienne: culture, langue, marché du travail, affaires, instruction, prestations sociales. Cependant, dans le débat public et dans les discours politiques, l'apport et la fonction que les migrations jouent pour le développement économique et humain des pays de destination est très sous-estimé. La reconnaissance du rôle de ces travailleurs dans la société et de leur apport à la croissance de la richesse se révèle problématique, tout en donnant une vision altérée de la place qu'ils occupent dans le marché de travail du pays d'accueil.

Pendant les deux dernières années, on a travaillé comme éducatrice professionnelle auprès de plusieurs familles étrangères à Milan, Italie. La proximité quotidienne et le partage de moments importants de leur vie nous a permis d'approfondir la connaissance de leur passé individuel qui, parmi d'autres choses, nous a fait prendre conscience de la présence d'un décalage entre l'emploi exercé en Italie et le niveau de formation acquis dans le pays d'origine.

Beaucoup de couples¹ nous racontaient de façon nostalgique leurs projets de carrière et les attentes qu'ils cultivaient par rapport aux possibilités de succès une fois arrivés en Italie.

Parmi les personnes que nous avons eues la possibilité de connaître, il y avait une infirmière, un professeur de lycée et une éducatrice.

À partir de cette expérience professionnelle et de cette découverte, nous avons commencé à nous interroger sur le phénomène de déclassement professionnel, sur ses causes, ses conséquences et les différents types de vécus selon les attentes de départ et les conditions de vie dans le pays d'accueil.

Sans doute, dans l'imaginaire de la plupart de l'opinion publique, l'immigration entraîne-t-elle une concurrence sur le marché du travail, en suscitant sentiments de rage et racisme dans une grande partie de l'opinion publique, effrayée par la crise économique, peu informée sur les données dans leurs détails et soutenue et accueillie par des partis politiques avec des positions manifestement xénophobes, qui ont été capable de surfer sur la frustration populaire avec des slogans comme « *Assez de racisme anti-français. On est chez nous!* »² ou « *Il lavoro prima alla nostra gente. Basta con i concorsi pubblici per gli immigrati* »³.

¹ Je travaillais généralement avec des parents par rapport à leurs enfants

² Slogan de la campagne électorale 2013 du Front National en France

³ (Traduction : "Le travail doit être pour les italiens. Il faut interdire les concours publics aux immigrés")

Slogan de la campagne électorale 2014 de La Lega Nord en Italie

Il est donc important souligner que la main d'œuvre immigrée et celle autochtone ne sont pas homogènes.

La plupart du travail étranger couvre professions et tâches qui intéressent peu la population résidente.

En effet, les immigrés occupent souvent les postes les moins qualifiés et ils sont très concentrés par secteur d'activité : construction, hôtellerie, restauration, services de nettoyage et sécurité, services domestiques à la personne.

Nous sommes très conscientes que le déclassement professionnel n'est pas un phénomène spécifique à la population immigrée. Une partie importante de notre génération en Italie doit faire face aujourd'hui à l'impossibilité d'exploiter les investissements faits en terme d'éducation, souvent universitaire, en acceptant des emplois loin de celui espéré pour éviter le chômage ou en choisissant de migrer à la recherche d'un avenir meilleur.

Pourtant, le parcours d'étude commencé et nos aspirations professionnelles nous conduisent à limiter la réflexion sur l'impact du phénomène parmi les étrangers et, en particulier, parmi les bénéficiaires de la protection internationale. C'est avec cette catégorie de migrants, en effet, que nous voudrions travailler une fois nos études terminées, en envisageant des politiques qui respectent réellement leur parcours, souvent traumatique, et les droits qui leur sont reconnus sur la carte par les conventions internationales.

Ce travail de recherche a été un premier moyen pour entrer en contact avec eux.

Dans la première partie de notre écrit, nous aborderons le raisonnement qui a conduit notre travail en développant notre problématique et les hypothèses que nous en avons retiré.

Nous continuerons avec une réflexion sur les concepts principaux que nous avons mobilisés pour le développement de notre recherche.

Nous passerons donc à l'explication des nos méthodes d'enquêtes en lien avec les questions que nous nous posons et à la description du déroulement de notre terrain.

Enfin, dans les deux derniers chapitres, nous présenterons les résultats obtenus en les mettant en relation avec les principales études scientifiques déjà existantes sur le sujet.

2. PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES

À partir des ouvrages étudiés et des cours suivis pendant le premier semestre universitaire, nous avons commencé à nous interroger de manière plus approfondie sur l'insertion professionnelle et le rapport des réfugiés avec leur travail dans le pays d'accueil : dans le cas de cette recherche, la France.

Dans un premier temps, nous nous sommes simplement interrogés sur les causes du déclassement des réfugiés, en essayant de saisir les éléments de difficulté d'insertion les plus répandus.

Nous nous sommes demandés donc : est-ce que les réfugiés sont généralement des individus déclassés professionnellement et pourquoi ?

En analysant les textes étudiés dans le cadre de notre recherche bibliographique, nous avons construit une première hypothèse qui considère que **les réfugiés vivent souvent des situations de déclassement professionnel dues à plusieurs éléments objectifs** :

- L'absence de maîtrise de la langue française rend compliquée l'insertion professionnelle dans des branches proches de celles occupées par les réfugiés précédemment à la migration.
- La nécessité de prouver la formation acquise au pays d'origine par la présentation d'un diplôme se révèle un obstacle majeur pour les réfugiés en considérant qu'ils partent souvent très rapidement et sans la possibilité d'emporter les documents nécessaires.
- La longueur de la procédure d'asile et l'impossibilité de travailler pendant l'attente d'une réponse à leur demande jettent les demandeurs d'asile dans une immobilité obligée qui se révèle difficile à débloquer une fois obtenu le statut et qui affaiblit les compétences professionnelles préalablement acquises.

Après avoir formulé ces premières hypothèses, notre réflexion s'est tournée vers des aspects plus subjectifs de la question. En effet, nous partions de l'idée un peu naïve du grand et courageux intellectuel échappé de son pays et réduit dans le pays d'accueil à la triste condition de chauffeur de taxi. Pour cela, nous considérons comme allant de soi une perception négative des réfugiés par rapport à leur situation professionnelle. Cette idée du « réfugié type » venait de l'étude de l'histoire des grandes dictatures du XX^e siècle, au Chili, en Argentine, au Cambodge et différentes autres, desquelles plusieurs militants adversaires des régimes arrivaient en Europe pour chercher l'asile.

Un ultérieur pas dans notre réflexion a été donc de découvrir, à travers une recherche bibliographique, une réalité de la figure du réfugié très différente de ce que nous pensions et souvent nuancée sur la base des périodes d'entrée et des nationalités. Karen Akoka nous explique en fait que, jusqu'aux années 1970, avant la fermeture des frontières à la migration de travail, le taux élevé de statuts reconnus en France n'était

pas lié à un grand nombre de dissidents politiques, mais plutôt à l'utilisation libérale par l'État français d'une convention, celle de Genève, assez floue pour en permettre des interprétations très différentes, faites souvent sur la base d'« *intérêts et volontés politiques, considérations diplomatiques, besoin de main-d'œuvre, stratégies électorales, pression de l'opinion publique et préférences ethniques et professionnelles* » (Akoka, 2011 :16). Selon Akoka, les réfugiés « de l'Est » des années 1950 et 1960, sont les « *preuves vivantes de la supériorité du libéralisme et du capitalisme occidental sur l'idéologie et le système communiste* » (Akoka, 2011 :14) mais dont « *la cause politique du départ n'est absolument pas prouvable, voir totalement infondée au regard du texte de la Convention de Genève* » (Dufoix en Akoka, 2011 :14). Et encore, il y a le cas des Espagnols entrés en France entre 1936 et 1939 auxquels le statut était reconnu automatiquement parce que considérés des « *héros politiques, de la résistance au franquisme* » (Akoka, 2011 : 15) bien que pour la plupart ils étaient des « *civils qui fuient les zones de combat* » (Akoka, 2011 : 15). Par contre, aujourd'hui, l'opinion répandue, qui se lie à un taux très faible de statuts reconnus, est celle du « *faux demandeur d'asile* » (Akoka, 2011 :16) accusé de « *fuir au mieux des conflits généralisés, au pire la misère* » (Akoka, 2011 :16) et mis en opposition avec « *l'image du dissident politique personnellement recherché* » (Akoka, 2011 :16), image soutenue et glorifiée, mais plutôt éloignée de la réalité.

Ainsi, au fil des mois, plus nous lisons, plus nous écoutons, plus nous nous rendons compte qu'il existe différents « types » de réfugiés, chacun avec son histoire et ses aspirations, et que « considérer comme allant de soi » une perception négative du déclassement provenait de notre histoire personnelle, de nos expériences professionnelles et du milieu social dans lequel nous avons grandi.

Nous nous sommes rendus compte que nous étions imprégnés du concept contemporain et très occidental du travail comme « *source d'épanouissement personnel* » qui suggère un « *lien entre satisfaction au travail et identité du travailleur* » où « *être satisfait de son travail signifie pouvoir réaliser des traits de son identité, développer ses compétences, s'affirmer, se réaliser* » (Baudelot, Gollac, 2003 : 33).

En fait, si nous partions du présupposé que l'identité personnelle, la position sociale, le prestige « *dépendent du niveau de formation, de la situation d'emploi et de la position dans le monde du travail* » (Dubar, 1998 :80), nous avons ensuite étudié que « *cette trilogie formation/emploi/travail* » (Dubar, 1998 :80), qui apparaît fortement liée à la réussite et à la satisfaction individuelle dans les sociétés occidentales, y compris la France, se révèle secondaire dans d'autres sociétés où les individus donnent plus d'importance à d'autres éléments, par exemple les traits culturels, par lesquels ils déterminent leur position et leur identité sociale.

Ainsi, comme on l'a vu, il est essentiel pour notre recherche de ne pas oublier que « *les individus définissent leur position sociale à l'aune de critères plus variés que la seule profession* » (Duru-Bellat, Kieffer, 2006 : 471).

Marie Duru-Bellat et Annik Kieffer dans leur article « Les deux faces-objective/subjective-de la mobilité sociale », disent que « *le rapport subjectif au travail apparaît doté d'une certaine autonomie et porte la marque de l'histoire personnelle et familiale des individus* ». En effet, elles affirment que l'origine sociale « *influe sur les*

représentations actuelles de la réalité » (Duru-Bellat, Kieffer, 2006 : 467). Selon notre avis, ce n'est pas seulement l'origine sociale à avoir une influence sur les représentations, mais aussi l'expérience individuelle passée.

Pour les réfugiés, cette histoire est marquée par une rupture tellement forte qu'elle se révèle capable, à notre avis, de changer leur rapport au travail et leur perception d'une situation de déclassement.

En nous appuyant sur les réflexions de Duru-Bellat et Kieffer, qui disent que « *les personnes n'évaluent pas leur propre situation en se fondant seulement (...) sur la profession occupée à l'instant* » (Duru-Bellat, Kieffer, 2006 : 470), et que « *la façon de se classer socialement est moins liée à l'appartenance professionnelle précise qu'à l'évaluation syncrétique du mode de vie (...)* » (Duru-Bellat, Kieffer, 2006 : 469), nous nous demandons ainsi : **comment le parcours migratoire des réfugiés, caractérisé par un élément de contrainte, intervient-il sur leur perception du déclassement professionnel et sur leur rapport au travail? Est-ce qu'ils s'identifient comme des déclassés ou, par l'expérience de la migration forcée, leurs cadres d'identification changent ?**

En fait, dans l'évaluation de sa propre situation professionnelle peuvent intervenir des facteurs différents de la simple correspondance entre formation et niveau d'emploi, comme par exemple « *le salaire, la stabilité de l'emploi, la considération qu'on lui prête, l'autonomie dans le travail ou le plaisir qu'on a à l'exercer* » (Duru-Bellat, Kieffer, 2006 : 469). La perception de sa propre situation, donc, ne se fait pas exclusivement par la profession « *stricto sensu* » (Duru-Bellat, Kieffer, 2006 : 468) et « *il n'y a pas de relation mécanique entre les conditions de travail et le degré de satisfaction ou d'insatisfaction ressenti* ». (Baudelot, Gollac, 2003, p.99). Il est possible d'apprécier une trajectoire professionnelle descendante en tant qu'opportunité si on évalue « *l'ensemble du vécu qu'elle emporte* » (Duru-Bellat, Kieffer, 2006 : 465).

Nous pensons que tout ce qu'on vient de dire est particulièrement vrai dans le cas des réfugiés.

En fait, bien que le débat scientifique contemporain se concentre aujourd'hui sur la légitimité de la différenciation entre réfugiés et migrants économiques, il faut de toute façon reconnaître que les réfugiés proviennent pour la plupart d'expériences migratoires traumatiques dans lesquelles leur autonomie de choix (choix de partir, comment et quand, choix du pays d'accueil) est très limitée. Ils migrent pour sauver leur vie, et cette spécificité influence forcément leur installation dans le nouveau pays, leur rapport avec les dispositifs d'accueil et leurs ressentis vis-à-vis d'un nouveau quotidien dont le travail est un élément constitutif et essentiel.

Ainsi, le but final de notre recherche est de comprendre de quelle façon l'expérience migratoire forcée intervient sur la relation des réfugiés avec leur travail, en particulier dans des situations de déclassement professionnel.

Dans ce sens, nous avons donc développé notre recherche à partir de l'hypothèse suivante :

L'expérience de la persécution et de la migration forcée influe sur les cadres d'identification et de représentation des réfugiés. Cela leur permet de vivre de manière relativement positive des trajectoires de déclassement professionnel, en valorisant des éléments autres que la simple correspondance entre niveau de formation et qualification de la profession.

A partir de cette hypothèse, des hypothèses secondaires se sont déclenchées :

- Le fait d'avoir réussi à se sauver face à un danger de mort dans le pays d'origine constitue en soi un élément suffisant pour se sentir satisfait et donner moins de valeur au type d'occupation trouvé.
- Le fait de ne pas avoir choisi le nouveau pays provoque auprès des réfugiés un manque de connaissance du marché du travail et de leurs droits, qui les pousse à accepter le déclassement comme le mieux qu'ils peuvent réaliser dans le nouveau système.
- Des revenus satisfaisants ouvrent l'accès à des symboles matériels qui démontrent un statut social et qui permettent aux réfugiés d'accepter le déclassement. En plus, ils permettent d'investir sur l'avenir des enfants, qui devient, pour les réfugiés déclassés, une nouvelle source d'espoir et d'aspirations.
- Les réfugiés acceptent de manière positive l'emploi que le marché leur propose, même si déclassé, parce qu'ils le vivent comme solde du débit avec le pays qui les a sauvés.
- Des éléments externes de socialisation et d'engagement, comme la participation à des réseaux associatifs, peuvent leur servir à contrebalancer une situation de déclassement professionnel.

Afin de donner à notre travail des bases scientifiques et permettre aux lecteurs de mieux en comprendre le sens, ci-après nous allons analyser les concepts que nous avons mobilisés dans notre enquête à partir des textes scientifiques déjà existants.

3. LES CONCEPTS

3.1. Définition de réfugié

Au niveau international, on peut compter aujourd'hui trois conventions qui définissent le statut de réfugié de manière plus ou moins stricte.

Celles-ci sont la Convention de Genève de 1951, La Convention de l'Union Africaine, signée à Addis-Abeba en 1969 et la Déclaration de Carthagène de 1984.

Les définitions des deux dernières conventions, qui élargissent le statut de réfugié à toute personne qui se trouve en grave danger, de nature individuelle ou collective, dans son pays, répondent de manière plus exhaustive à notre idée de celle qui devrait être la définition de réfugié. Néanmoins, nous allons ici nous intéresser à la définition fournie par la Convention de Genève, dont la France est signataire.

Cette convention, complétée par le Protocole de New York de 1967, et signée actuellement par 145 pays, définit réfugié toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.* » (Convention de Genève, 1951, Art.1 ;2).

La France, étant seulement signataire de la Convention de Genève, applique donc une définition relativement restreinte du statut. Néanmoins, elle prévoit deux autres types de protection :

- La Protection Subsidaire, accordée « *à toute personne qui ne remplit pas les conditions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié (...) et qui établit qu'elle est exposée dans son pays à l'une des menaces graves suivantes : la peine de mort ; la torture ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants ; s'agissant d'un civil, une menace grave, directe et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence généralisée résultant d'une situation de conflit armé interne ou international.* » (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L712_1).
- Le Statut d'Apatride à toute personne que, procédant de la Convention de New York de 1954, « *aucun État ne considère comme son ressortissant par application de sa législation* ».

Pour les objectifs de notre recherche, nous allons nous intéresser ici uniquement aux caractéristiques de la définition du statut de réfugié procédant de la Convention de Genève et, en particulier, à son application sur le territoire français (Annexe 1).

Les facteurs utilisés par les institutions nationales afin de décider de la validité d'une demande d'asile et, donc, de la possibilité d'accorder le statut de réfugié, avec tous les droits qui théoriquement en découlent, sont très flous et laissent beaucoup de place à diverses interprétations.

Il n'y a pas, en effet, d'instruments concrets qui permettent d'assurer la justice et l'égalité des décisions.

En plus, l'évaluation se base sur le récit du demandeur qui, s'il est victime de graves traumatismes, peut parfois se trouver en difficulté à expliquer lucidement les faits vécus devant des inconnus qui ont le rôle de juger sa vérité. Pour être reconnu réfugié, il est souvent demandé de fournir des preuves concrètes (des documents, des témoignages, des photos,...) qui sont très difficiles à récupérer pour des personnes qui ont fui, parfois rapidement, leur pays et qui ne peuvent pas y retourner pour les obtenir.

Cet aspect subjectif et flou des facteurs décisionnels contribue à créer une réalité où la plupart des demandes sont refusées.

Néanmoins, des raisons d'ordre économique concernant les pays d'accueil contribuent aussi à cette réalité. En effet, accorder le statut signifie prendre en charge le bien-être de la personne pour une période et dans des formes qui varient selon le pays, et, donc, dépenser de l'argent pour son accueil et son intégration.

La rigidité des critères utilisés pour reconnaître le statut de réfugié est aujourd'hui au centre d'un vif débat qui questionne la légitimité d'une distinction si nette entre les catégories de réfugié et d'immigré, distinction qui renvoie à une dichotomie entre politique et économique. Dans l'introduction de sa thèse, Karen Akoka décrit très exhaustivement les idées qui nourrissent le débat en montrant comment plusieurs chercheurs contemporains soutiennent la nécessité de repenser à une différenciation si brusque car les difficultés économiques qui produisent la migration de travail sont étroitement liées à des contextes et à des choix politiques gouvernementaux.

Entre d'autres, Akoka cite Amartya Sen selon lequel « *les grandes famines du XX siècle ne seraient pas dues à un manque de nourriture, mais au manque d'accès des populations à la nourriture* » (Akoka, 2012 :45); El Mouhoub Mouhoub qui soutient que « *la mondialisation n'est pas un système économique, social et politique de participation équitable, mais un système politique à part entière fondé sur un principe sélectif d'inclusion qui transforme en profondeur les structures des économies locales et régionales, exacerbe les inégalités et encourage les migrations* » (Akoka, 2012 :45); et Jean Ziegler qui explique que « *la fuite des Africains est liée à la destruction rapide des communautés de pêcheurs et d'agriculteurs, destruction engendrée par les politiques économiques de l'OCDE* » (Akoka, 2012 :45).

Est-il donc vraiment légitime de reconnaître comme réfugié une personne qui se trouve en danger à cause, par exemple, d'opinions politiques contraires à la pensée de son gouvernement et de ne pas reconnaître le statut à quelqu'un qui migre parce que ses conditions économiques, créées par un système politique injuste et voué au profit, risquent de le tuer de faim ?

De plus en plus, cette question prend place dans les études afin de démontrer que la différenciation opérée depuis la définition du terme de réfugié dans la plupart des sociétés contemporaines, répond à un besoin de maintenir le contrôle sur la nouvelle population en l'ordonnant par catégories et, surtout, à des déficits économiques des pays d'accueil qui empêchent d'étendre la protection à tous (Akoka, 2012).

Ce débat est très intéressant pour notre recherche, car nous nous concentrerons sur le phénomène du déclassement professionnel, qui n'est pas spécifique aux réfugiés, mais qui concerne aussi de nombreux autres migrants, bénéficiaire de la protection internationale ou non.

À partir de cela, il sera alors intéressant de découvrir si, et de quelle manière, les deux catégories perçoivent de manière différente une situation qui leur est commune.

En France, les recherches scientifiques sur l'asile se développent avec un délai d'une dizaine d'années par rapport aux études sur l'immigration en général qui, eux, voient le jour vers la fin des années 1970, début années 1980.

C'est au milieu des années 1980 que les premiers travaux sur l'asile apparaissent. Néanmoins, ils ont surtout un but informatif et ils s'inscrivent dans le cadre plus vaste de l'immigration.

Au début des années 90, le sujet s'autonomise en se détachant des discours plus généraux sur l'immigration. Les travaux se concentrent dans un premier temps sur l'asile par rapport à la période de l'entre-deux-guerres et à celle de la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et, même quand le regard s'élargit dans le temps et l'espace, il s'agit plutôt de « *monographies historiques de groupes nationaux des réfugiés* » (Akoka, 2012 :38) ou de travaux de juristes spécialisés comme Frédéric Tiberghien. Les études tentent de saisir les causes de la migration forcée en étudiant les contextes sociopolitiques des pays de départ, et ils s'intéressent aussi aux dynamiques migratoires spécifiques aux réfugiés.

Parmi les autres, les études de Gérard Noiriel et de Luc Legoux se distinguent par une approche plus vaste du sujet (Akoka, 2012).

C'est dans les années 2000 que les travaux passent du focus sur les histoires personnelles ou collectives des réfugiés à la façon dont l'État s'occupe d'eux.

Dans une première phase, les études se concentrent sur les entités périphériques qui entrent en contact avec cette catégorie de migrants, en analysant le rôle des organisations humanitaires, du secteur associatif et des travailleurs sociaux (Akoka, 2012).

Dans une deuxième phase, les chercheurs commencent à s'intéresser aux institutions publiques en charge de l'accueil des demandeurs d'asile, à l'échelle nationales et internationale.

Ils analysent ainsi le fonctionnement et l'efficacité des politiques d'asile, ainsi que des dispositifs d'accueil et de contrôle (Akoka, Clochard, Tcholakova, 2014)⁴.

⁴ Présentation en ligne de la journée d'étude « Être reconnu réfugié, et après ? », <http://migrinter.hypotheses.org/1571>

C'est par exemple le cas de chercheurs comme Stéphane Dufoix, Jean-Pierre Masse et Alexis Spire (Akoka, 2012).

Un autre axe de recherche développé par des professionnelles du domaine de la médecine se concentre sur les aspects psychologiques et psychiques de la condition de réfugié. Un exemple important de cette approche est l'ouvrage des frères Grinberg, « Psychanalyse du migrant et de l'exilé » (Akoka, Clochard, Tcholakova, 2014). Du côté français, ce sont les œuvres d'Elise Pestre dont il faut se souvenir (Akoka, 2012).

Comme on l'a vu, la recherche sur l'asile dans toutes ses phases se concentre sur la période qui précède l'obtention du statut, sur ses difficultés et ses politiques spécifiques. Très peu d'études ont été consacrées à l'analyse de ce qui se passe après. Les droits affirmés dans les grandes conventions internationales signées par la France sont-ils effectivement respectés ? La concession du statut s'accompagne-t-elle d'un soutien institutionnel afin que les réfugiés puissent s'insérer le mieux possible dans la société française ? Quel est le destin de ces individus, une fois obtenu leur statut ? Où sont-ils ? Que font-ils ?

Dans la recherche française sur les réfugiés, ces questions apparaissent très rarement, et les données statistiques par rapport à leur nombre, leurs professions, leurs situations familiales, sont également très difficiles à trouver.

Toutefois, il y a eu quelques études spécifiques, en particulier sur l'accès au logement et au marché du travail. Il s'agit notamment des travaux de Pierre Billion et d'Alexis Spire. Même si limités à une origine : les réfugiés du Sud-est Asiatique pour Billion, ou à une époque : la période entre 1945 et 1975 pour Spire, ils nous offrent un premier regard sur les conditions des réfugiés en France, une fois devenus statutaires (Akoka, Clochard, Tcholakova, 2014).

En nous insérant dans ce nouvel axe de recherche, nous allons développer notre travail de mémoire sur l'accès au marché du travail des réfugiés en France et, en particulier, sur le phénomène du déclassé professionnel parmi ceux-ci, en étudiant également leur perception de ce phénomène.

Nous allons ci-après aborder le thème de la présence des réfugiés en France et des droits qui leur sont, théoriquement, accordés une fois le statut obtenu pour donner une idée plus complète de la population étudiée.

3.1.1. Aspects statistiques et administratifs

3.1.1.1. Les données statistiques des réfugiés en France

En France, en 2013, 66.251 demandes d'asile ont été enregistrées, avec une augmentation de 7,8% par rapport à 2012, pourcentage qui confirme la hausse de la demande depuis 6 ans.

Sur la totalité des demandes, les réponses positives ont été de 11371 (soit 17% de la totalité des demandes), résultat de la somme entre les réponses positives de l'Ofpra et

les annulations de rejets effectués par la Cour Nationale du Droit d'Asile (Annexe 2. Figure 2).

Parmi ces personnes, 9.089 ont obtenu le statut de réfugié statutaire, tandis que les 2.282 autres ont obtenu la protection subsidiaire.

Les deux statuts se distinguent surtout par définition et par titre de séjour accordé.

Si le statut de réfugié est lié aux définitions contenues dans la Convention de Genève de 1951 et le Protocole de New York de 1967, la protection subsidiaire, introduite en France par la loi du 10 décembre 2003, est accordée « à toute personne qui ne remplit pas les conditions d'octroi du statut de réfugié », mais qui « est exposée dans son pays à l'une des menaces graves suivantes :

- la peine de mort.
- la torture ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants.
- s'agissant d'un civil, une menace grave, directe et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence généralisée résultant d'une situation de conflit armé interne ou international. » (Loi 2003-1176 du 10/12/2003, art. 1).

Pour ce qui concerne les documents accordés, les réfugiés obtiennent une « carte de résident » valable 10 ans et renouvelable et, sous demande, un titre de voyage valable 2 ans.

Pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire, par contre, il est prévu une « carte de séjour vie privée et familiale » valable un an et renouvelable, et, sous demande, un titre de voyage valable un an.

En plus, une autre différence importante réside dans la pérennité du permis de séjour : le titre accordé pour la protection subsidiaire, en effet, peut ne pas être renouvelé si l'Ofpra juge que les circonstances dans le pays d'origine ont changé en faveur du bénéficiaire.

En analysant les statistiques de l'OFPPRA, on peut retenir que les principales nationalités des statutaires présents en France au 31 décembre 2013 sont le Sri Lanka (13,1%), la République Démocratique du Congo (7,7%), le Cambodge (7,4%) et la Russie (7%), suivies par la Turquie, le Vietnam, le Laos, la Mauritanie et la Bosnie-Herzégovine.

À la même date, les réfugiés statutaires présents sur le territoire français et sous sa protection comptent 171237 personnes, dont 41% sont des femmes. Le continent le plus représenté est l'Asie, avec 66605 réfugiés, suivie par l'Europe (50059), l'Afrique (49166), l'Amérique (4160) et les apatrides (1247) (Annexe 2, Figure 1).

En ce qui concerne la localisation des statutaires en France, nous n'avons pas de données spécifiques, mais celles sur la totalité des personnes ayant une protection montrent une très forte présence dans la région Île-de-France, notamment autour de Paris, qui concentre près de 40% des bénéficiaires d'une protection internationale. Ensuite, on trouve la région Rhône-Alpes (11%), les départements d'outre-mer (5%) et les régions Alsace et PACA (4,3%). Par contre, les régions qui ont connu la croissance

la plus forte de présence de « protégés » en 2013 sont la France-Comté, le Nord Pas-de-Calais, le Languedoc Roussillon et la Lorraine.

À partir de ces données globales, et en considérant que les réfugiés statutaires représentent environ 92% du total de la population « protégée » (171.237 sur 186.234), on peut supposer que leur répartition suit globalement celles de l'ensemble des requérants.

3.1.1.2. La procédure de demande d'asile en France

En France, la demande d'asile peut être effectuée individuellement à partir de 14 ans. Plusieurs institutions sont impliquées dans le parcours pour obtenir le statut.

La demande d'admission au séjour au titre de l'asile doit être effectuée en premier lieu à la Préfecture de la région où l'on réside (exemple : en région Poitou-Charentes, c'est la Préfecture de la Vienne).

La demande ne doit pas expliciter le type de protection souhaité, statut de réfugié ou protection subsidiaire, et elle peut être effectuée même si on se trouve en situation d'irrégularité sur le territoire français.

La préfecture doit, comme première étape, procéder à la prise des empreintes digitales pour établir l'État responsable de l'examen de la demande⁵.

Si la France est responsable de l'examen de la demande, la préfecture remet au demandeur une Autorisation Provisoire de Séjour (APS) et le dossier complet avec un formulaire de demande de séjour à titre d'asile. Le demandeur a 21 jours pour déposer ou envoyer son dossier et le formulaire à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA).

Le dossier individuel doit être rédigé en français et contenir les informations les plus détaillées possibles sur :

- La situation personnelle et familiale
- Les raisons personnelles pour avoir fui du pays et les raisons pour lesquelles on ne peut pas y retourner
- l'ordre chronologique des faits
- Dates, lieux, noms

En plus, l'Ofpfra recommande que le dossier contienne le plus grand nombre possible de documents afin d'étayer le récit. Ce dernier élément n'est pas obligatoire en absolu, mais il fournit un témoignage concret qui augmente les chances d'une réponse positive.

Des éléments supplémentaires peuvent être ajoutés pendant toute la procédure d'évaluation du dossier.

Si l'Ofpfra rejette la demande, la personne peut déposer un recours à la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA) qui a le pouvoir d'annuler la décision de l'Ofpfra.

⁵ Les empreintes digitales sont contrôlées à travers le système Eurodac, selon le Dispositif Dublin III

Une fois obtenu le statut de réfugié, on a automatiquement accès à tout un ensemble de droits mentionnés dans la Convention de Genève et prévus par le « Code de l'entrée et du séjour des étrangers et de l'asile ».

3.1.1.3. Les droits des réfugiés

Obtenir le statut de réfugié signifie avoir accès à un éventail de droits.

Avant tout, on obtient une carte de résident de 10 ans et, sous demande à la Préfecture, un titre de voyage de 2 ans pour voyager hors de France. Cependant, le statut de réfugié comporte l'interdiction de retourner dans son pays d'origine et de contacter ses institutions diplomatiques (consulat, ambassade, ...) sauf pour des raisons exceptionnelles, par exemple le décès d'un proche, et sous concession d'un laissez-passer de durée limitée.

En plus, l'Ofpra doit assurer la protection administrative et juridique du réfugié et la loi en établit différents droits :

- Droit à l'hébergement (Convention de Genève, art.21)

Le Dispositif National d'Accueil (DNA) comprend des Centres Provisoires d'Hébergement (CPH) dont le but n'est pas seulement l'hébergement, mais aussi un accompagnement à l'emploi et une action d'ouverture des droits au logement, à la santé et à une prise en charge psychologique. Selon Mme Laboureau, responsable du Cph de Massy, « *tous les Cph fonctionnent différemment* »⁶, mais en général ils fonctionnent comme des CHRS. En fait, il s'agit de CHRS spécifiques aux réfugiés.

Les réfugiés peuvent demander à l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) une place dans un CPH. La place devrait leur être concédée pour une période de 6 mois, renouvelable une fois.

Le nombre de CPH existant sur le territoire français est de 30, pour un total de 1083 places disponibles. Le dispositif n'est pas suffisant pour héberger la totalité des réfugiés. En fait, « *80% des réfugiés n'ont pas de logement autonome et beaucoup vivent dans la rue* »⁷. Des solutions temporaires sont mise en place par les institutions publique afin d'éviter que les réfugiés soient sans abri (hébergement en hôtel ou auprès des CADA pour des périodes temporaires après l'obtention du statut), mais elles sont coûteuses et ne ressoudent pas le problème de reconnaissance concrète de ce droit. Le « nomadisme » qui en résulte complique un travail d'accompagnement à l'insertion des réfugiés dans la société française (Notes de l'ORIV, 2012).

- Droit à la santé (Convention de Genève, art. 23-24)

Les réfugiés ont le droit, comme les autochtones, de faire une demande d'affiliation à la CMU (Couverture Maladie Universelle) de base. Le droit de

⁶ D'après une conversation avec la responsable du CPH de Massy le 28/01/2015

⁷ D'après une conversation avec la responsable du CPH de Massy le 28/01/2015

s'affilier est subordonné à la démonstration d'une « *résidence stable et régulière* » (Escoffier, 2008 :49), condition prévue par la loi de 1999 relative à l'assurance maladie. En tout cas, l'accès à ce droit résulte plutôt immédiat pour les réfugiés une fois le statut obtenu car la simple possession de la carte de résident, en permettant le séjour de l'individu pour une période de 10 ans, fonctionne comme preuve de « *résidence stable et régulière* » (Escoffier, 2008 :49).

- Droit aux prestations sociales et familiales (Convention de Genève, art. 24)
Une fois l'obtention du statut, les réfugiés ont droit à toute prestation sociale qui sont aussi accordées aux autochtones (allocations familiales, aide au logement, allocation parent isolé, ...). Comme ces derniers, ils doivent faire face à un système social qui tend à avoir de moins en moins de moyens pour arriver à soutenir la totalité de la population qui en a besoin.

- Droit de naturalisation (Convention de Genève, art.34)
Contrairement aux autres étrangers, les réfugiés peuvent demander la nationalité française à partir du moment de l'obtention du statut sans condition de résidence habituelle prolongée. Cependant, ils doivent démontrer qu'ils ont un travail et des ressources régulières, en justifiant aussi de cette façon une résidence stable en France, et il est nécessaire de démontrer l'acquisition « *avec la France des liens manifestes d'ordre culturel, professionnel, économique ou familial* » (article 21-14 du Code Civil).

- Droit à l'unité familiale (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, L314-11, L313-13)
Concernant le regroupement familial, les réfugiés bénéficient normalement d'un régime plus souple par rapport aux règles normales du regroupement familial. En effet, ils peuvent demander la concession de la carte de résident pour le conjoint, lorsque le mariage est antécédent à l'obtention du statut ou célébré depuis au moins un an, et pour les enfants mineurs. La procédure se révèle néanmoins très longue et, selon Mme Laboureau, responsable su CPH de Massy, la personne n'arrive pas à construire un projet efficace jusqu'à l'arrivée de sa famille parce qu'elle vit une « *difficulté à se projeter* » dans l'avenir en France. L'individu est physiquement en France, mais psychologiquement il « *n'est pas encore complètement là* »⁸, car ses liens affectifs ne sont pas avec lui. Cette difficulté semble engendrer des problèmes par rapport à une insertion professionnelle rapide et appropriée, car, du moment que la famille est lointaine, le regard du réfugié reste concentré vers le pays d'origine et il n'arrive pas à concevoir un projet professionnel durable en France.

- Droit au travail (Convention de Genève, art. 17)
À partir de l'obtention du statut, les réfugiés sont autorisés à travailler sur le territoire français, ils peuvent s'inscrire comme demandeurs d'emploi et

⁸ D'après une conversation avec la responsable du CPH de Massy le 28/01/2015

recevoir les aides relatives au chômage s'ils justifient d'une période d'affiliation préalable à l'assurance chômage. Cette condition est remplie seulement par les réfugiés qui ont eu le droit de travailler en tant que demandeurs d'asile⁹.

La possibilité de travailler se limite à la France métropolitaine si le statut a été obtenu en France métropolitaine. S'il a été délivré dans un département d'outre-mer, l'autorisation au travail se limite au département d'outre-mer compétent.

Les réfugiés rencontrent différents obstacles dans la concrétisation de ce dernier droit. Ces difficultés sont liées soit à des situations psychologiques personnelles, soit à des obstacles structurels posés par la société française, comme les systèmes des métiers réglementés et fermés aux étrangers.

Comme on peut l'observer, les droits réservés aux réfugiés sont nombreux. Cependant, le passage de la théorie à la pratique n'est pas toujours évident et le respect de ces droits n'est pas toujours assuré.

Dans notre recherche, nous allons nous concentrer en particulier sur les obstacles que rencontrent souvent les réfugiés dans la concrétisation de leur droit au travail.

3.2. Le déclassement professionnel

Dans les travaux existants, de manière presque unanime, « *est considéré comme déclassé tout individu dont le niveau de formation initiale dépasse celui normalement requis pour l'emploi occupé* » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :27).

Pourtant cette définition n'inclue pas tout l'éventail d'interprétations et de mesures qui sont utilisées pour comprendre ce processus. Emmanuelle Nauze-Fichet et Megda Tomasini élargissent le concept de déclassement professionnel à « *une sous-utilisation des compétences humaines d'un individu sur le marché du travail* » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :21) soit le résultat d'une forte croissance de l'offre de main-d'œuvre qualifiée par rapport à la demande de travail qualifié.

En France, on assiste depuis une vingtaine d'années à une inflation du nombre de diplômés (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002) liée au développement de la formation professionnelle et technologique, avec la création des baccalauréats professionnels et des BTS et DUT, ce qui a eu pour conséquence l'allongement de la durée des études et, donc, l'élévation du niveau moyen de formation (Hanchane et Verdier, 2002). En même temps, la crise économique s'est déclenchée en réduisant le nombre effectif des emplois disponibles, surtout aux niveaux les plus hauts, et les nouvelles politiques du travail, en relevant l'âge minimum de retraite¹⁰, ne contribuent pas à libérer des postes.

⁹ Les demandeurs d'asile n'ont droit à travailler qu'après un an à partir de l'enregistrement de la demande à l'Ofpra. Après ce délai, ils peuvent demander à la préfecture une autorisation de travail sous présentation d'une promesse d'embauche ou d'un contrat de travail.

¹⁰ La réforme de 2010 a élevé l'âge minimum de la retraite de 60 à 62 ans, si on a déjà cotisé les trimestres nécessaires (43 ans de cotisation au total).

Si on n'a pas encore assez cotisé de trimestres à l'âge de 62 ans, soit on accepte une pension réduite, soit on continue jusqu'à 67 ans. Les règles changent légèrement selon le secteur d'emploi.

Ce décalage entre le rythme de progression du nombre des diplômés et celui des postes de travail qualifiés engendre différentes formes de déclassement professionnel, résultat de facteurs structurels (multiplication et diversification des diplômés) et conjoncturels (vu l'évolution du chômage et des difficultés sur le marché de travail, on accepte plus fréquemment des emplois sous-qualifiés).

Cette explication s'inscrit dans la théorie du « modèle de concurrence pour l'emploi de Thurow » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002) qui décrit un marché du travail où les emplois sont hiérarchisés préalablement à l'embauche, tout comme les rémunérations, et ne sont pas construits spécifiquement selon le niveau de formation du candidat choisi. Pour chaque poste, parmi les candidats, les employeurs privilégient ceux avec les plus faibles coûts de formation, en utilisant le diplôme comme indicateur de l'aptitude à se former, et en considérant qu'une partie essentielle des compétences professionnelles nécessaires sera acquise durant l'exercice du métier.

Cette théorie imagine le développement d' « une file d'attente » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :29) : en fonction de sa longueur, les individus doivent choisir entre prolonger l'attente en restant au chômage ou « changer de file d'attente » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :29) en postulant pour des emplois moins qualifiés.

Le déclassement s'amplifie lorsque les individus prolongent leurs études pour avoir un diplôme qui leur permette d'avoir une meilleure place dans « la file d'attente » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :29). Le décalage entre rythme de croissance des compétences offertes et requises ne cesse ainsi d'augmenter. En effet, le nombre de personnes qualifiées ne cesse de croître et le marché du travail n'arrive pas à répondre à un tel essor.

Au delà du modèle de concurrence pour l'emploi, deux autres théories par rapport au lien entre formation et emploi ont été conçues dans les années 70.

L'une, la « théorie du capitale humain » de Mincer (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002), explique que « les capacités productives d'un individu déterminent entièrement la qualification et la rémunération de l'emploi occupé » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :27). Elle décrit ces capacités productives comme le résultat du niveau d'éducation mais aussi du capital humain, de l'expérience et du « savoir faire » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :27).

La deuxième, la « théorie de l'appariement » de Jovanovic (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002), identifie le déclassement comme un simple « erreur de parcours » (Nauze-Fichet et Tomasini, 2002 :28) dans la recherche d'un emploi adéquat au niveau de formation obtenu, et elle le considère comme un phénomène temporaire.

Abstraction faite des différentes théories décrivant la nature du déclassement, le problème se pose au moment de sa mesure. Ici aussi, la littérature donne trois différentes approches : l'approche normative, l'approche statistique et l'approche subjective.

<http://www.social-sante.gouv.fr/reforme-des-retraites,2780/le-journal-de-la-reforme,2793/decryptage-de-la-reforme-des,2850>

La première, celle normative, repose sur la correspondance directe entre niveau de formation et qualification de l'emploi occupé. Pour ce faire, on utilise des tableaux internationaux : la nomenclature ISCO, définie par le Bureau International du Travail, pour les professions et la nomenclature ISCED, définie par l'Unesco, pour le niveau de formation.

Les niveaux de formation et de qualification d'emploi sont regroupés chacun en trois grandes catégories : faible, intermédiaire, élevé pour la formation ; faiblement qualifié, intermédiaire et très qualifié pour les emplois.

Selon l'approche normative, en croisant les deux tableaux est déclassé la personne qui occupe un niveau de qualification inférieur à son niveau de formation (Annexe 3. Figures 4, 5 et 6) (Dumont et Monso, 2007).

Cette approche est souvent considérée un peu arbitraire parce qu'elle ne prend pas en considération les spécificités liées aux différents pays ou aux différentes époques et non plus les possibles compétences acquises hors du parcours de formation. Pourtant, il s'agit d'une méthode rapide et simple d'exploitation.

D'autre part, l'approche statistique essaye d'établir une correspondance « normale » entre formation et emploi à partir des situations les plus fréquentes. Par exemple, à partir de l'approche statistique, sont déclassés « *tous les individus dont le nombre d'années d'étude est supérieur de plus d'un écart type à la moyenne nationale pour l'emploi considéré* » (Dumont et Monso, 2007 :146).

Dans cette approche s'inscrit le déclassement salarial.

L'approche salariale du déclassement établit une correspondance entre diplôme et rémunération. En effet, cette approche se base sur l'idée que la formation scolaire suppose un investissement de capital et que le salaire perçu après avoir commencé à travailler peut représenter une forme de retour économique sur l'investissement précédent. En plus, si on inclut l'approche salariale dans le modèle de concurrence pour l'emploi de Thurow décrit auparavant, on suppose que le salaire est le reflet de la hiérarchie des postes préalablement fixée par l'entreprise. Si à chaque poste correspond un salaire déterminé, ce-dernier pourrait donc être utilisé comme instrument pour vérifier la présence de déclassement (Nauze-Fichet, Tomasini, 2002). Ainsi, selon cette approche, une personne ayant étudié jusqu'au Master qui gagne le salaire prévu pour un employé, même si qualifié, est considérée déclassée.

Enfin, on a l'approche par auto-déclaration (Dumont et Monso, 2007 :46), ou subjective (Nauze-Fichet, Tomasini, 2007) qui essaye *de mesurer le déclassement à partir du sentiment propre des personnes à propos de leur travail* (Nauze-Fichet, Tomasini, 2007 :p.30). Du point de vue statistique et de la mesure effective du phénomène, cette approche se révèle très faible. Néanmoins, elle est très précieuse parce que la perception et le vécu personnel par rapport au déclassement peut avoir des conséquences importantes non seulement sur le travail, où une forte ou faible motivation peut faire la différence en terme de qualité de réalisation de la tâche requise, mais, et surtout, du point de vue social, si on prend en compte le fait que l'emploi

occupé peut servir de puissant facteur d'identification sociale à travers lequel on trouve sa place dans la société. (Hanchane et Verdier, 2002)

Différentes études sur le sujet ont souligné les facteurs favorisant le déclassement :

- **Facteurs individuels sociodémographiques** (âge, sexe, nationalité,...) : être femme et être étranger augmente le risque de déclassement. En plus, on constate l'importance des réseaux relationnels dans la recherche d'un travail correspondant au niveau de formation initiale : par exemple, être issu d'une famille dans laquelle un individu occupe une position professionnelle de cadre diminue les risques de déclassement.
- **Facteurs individuels par rapport au marché de travail** (situation un an avant l'enquête, type de contrat...) : être au chômage un an auparavant l'embauche augmente le risque de déclassement.
- **Facteurs environnementaux** (secteur d'activité, taille de l'entreprise,...) : dans le cadre des petites entreprises et en milieu rural, la possibilité de déclassement est accrue.

Dans le développement de ma recherche, nous allons mobiliser surtout l'aspect subjectif du déclassement, en cherchant les différentes raisons personnelles selon lesquelles les réfugiés se sentent plus ou moins déclassés.

En tout cas, nous ne négligerons pas l'aspect objectif, et pour cela nous allons nous orienter plutôt sur l'approche normative du déclassement.

En effet, bien qu'il soit souvent considéré comme arbitraire, il est le moyen le plus rapide de mesurer objectivement le phénomène, et il nous permettra de ne pas aborder la question des revenus, qui peut se révéler épineuse.

L'étude de la notion du déclassement nous a emmené à réfléchir sur d'autres concepts d'ordre sociologique tels que les rôles, les trajectoires et l'identité. Ci-après, nous allons expliquer notre réflexion en nous appuyant sur les apports scientifiques de différents auteurs.

3.3. Trajectoires : objectivité contre subjectivité, rôle contre identité

En s'intéressant aux trajectoires des individus, les sociologues distinguent deux façons de les analyser.

D'une part nous trouvons une vision objective des trajectoires qui met en avant les « *catégories utilisées pour identifier un individu dans un espace social donné* » (Dubar, 1998 :74) et qui les définit comme « *une suite de positions dans un ou plusieurs champs de la*

pratique sociale » (Dubar, 1998 :73), d'autre part, et toujours plus fréquemment, les chercheurs s'intéressent aux trajectoires subjectives comprises comme « *la manière dont les individus rendent compte de leur parcours* » (Dubar, 1998 :74) et le racontent.

Dans plusieurs travaux sur la socialisation et les identités professionnelles, Claude Dubar décrit les façons de concevoir les trajectoires individuelles en insistant sur la nécessité de ne pas négliger ni l'une ni l'autre afin de « *saisir les identités sociales comme des processus à la fois biographiques et institutionnels* » (Dubar, 1998 :73).

En ce qui concerne l'étude des trajectoires objectives, Dubar travaille sur la distinction entre « *trajectoires ascendantes* », « *trajectoires descendantes* » et « *trajectoire stagnantes* » (Dubar, 1998 :77) en définissant des moments précis dans la vie des individus et en analysant leur position sociale à ces trois moments. A partir du modèle de Dubar, nous allons analyser les trajectoires professionnelles des réfugiés en observant leur emploi avant la migration, pendant le voyage vers la France ; dans le cas d'un séjour prolongé dans d'autres pays ; et/ou pendant la première période en France, et au moment de l'entretien. Cela nous permettra de saisir s'il y a ou non des situations de déclassement.

D'autre part, Dubar pointe aussi la possibilité d'étudier les trajectoires en tenant compte du « *sens que les individus attribuent à leur parcours* » (Dubar, 1998 :78) afin de connaître et essayer de comprendre la logique avec laquelle les personnes en rendent compte et les raisons subjectives pour lesquelles elles se trouvent dans « *une situation qu'elles définissent elles-mêmes, à partir des événements passés* » (Dubar, 1998 :78). L'analyse des trajectoires subjectives permet donc d'évaluer « *la position sociale non seulement par rapport à la hiérarchie dans la structure sociale, mais aussi en référence aux désirs, aux jugements et aux conditions réelles de vie* » (Attias-Donfut, Wolff, 2001 :933). Aussi bien Dubar que d'autres auteurs comme Attias-Donfut et Wolff, jugent important l'étude subjective des trajectoires afin de ne pas résumer « *l'appartenance d'un individu à un moment donné à une position sociale unique sur « l'échelle sociale »* » (Dubar, 1998 :82). En fait, plusieurs recherches sociologiques théorisent une « *pluralité de statuts correspondants à la pluralité des systèmes hiérarchisés dans la société (la profession, le diplôme, le style de vie, le groupe ethnique par exemple)* » (Attias-Donfut, Wolff, 2001 :921).

Ce type de réflexion nous mène à nous intéresser à un autre concept, celui de l'identité, parce que, une fois comprise et affirmée la pluralité de statuts dont on vient de parler, c'est la façon individuelle de hiérarchiser et d'articuler ces statuts qui détermine de façon importante certains aspects de l'identité sociale (Attias-Donfut, Wolff, 2001) .

Comme pour les trajectoires, la notion d'identité aussi est utilisée par les chercheurs de deux façons différentes. D'une part, nous retrouvons une approche structuraliste qui tend à réduire l'individu à une « *pluralité de rôles sociaux* » (Dubar, 1998 :74). Dans ce sens, l'identité est comprise comme le rôle social que l'individu recouvre dans un contexte social déterminé. L'identité correspond ainsi à une étiquette que la société lui assigne (Kaufmann, 1994 : 303). Cette approche reconnaît quand-même l'existence de plusieurs rôles au sein de chacun et, donc, de plusieurs identités selon les différents contextes. Dans ce sens, on est une femme si on se retrouve parmi un groupe

uniquement masculin, on est étudiante quand on est à la faculté, on est fille quand on est en famille.

D'autre part, il y a une approche « *essentialiste* » (Dubar, 1998 :74) de l'identité qui tend à intégrer dans le concept « *la réalité microsociale, individuelle et subjective* » (Kaufmann, 1994 : 303) de l'individu. Cette approche conçoit l'identité comme un processus en évolution, plutôt que comme une position sociale figée, et elle repose sur la conviction de l'existence d'un Soi subjectif « *autonome et construisant son unité* » (Dubar, 1998 :74) qui n'est pas déterminé par les positions qu'il occupe dans le contexte social.

Jean-Claude Kaufmann propose de résoudre cette dichotomie du terme identité en utilisant, pour la vision structuraliste, la notion de « rôle ». Il utilise cette notion de façon très large, parfois comme position, ou comme statut, voire comme attitude. Dans le cadre de notre recherche, nous nous intéressons au rôle compris comme les positions sociales et les catégories occupées par un individu tout au long de sa trajectoire sociale, particulièrement au rôle de réfugié et aux catégories du déclin professionnel.

Après avoir introduit ce concept pour rendre compte de la vision plus structuraliste des trajectoires et des identités, Kaufmann affirme l'importance de s'intéresser à « *l'articulation entre le processus identitaire individuel et subjectif et les rôles* » (Kaufmann, 1994 : 303) pour essayer de faire dialoguer deux aspects qui en apparence sont beaucoup plus éloignés que dans la pratique.

Kaufmann pense, en effet, que ces deux volets sont, de quelque façon, interdépendants.

Ainsi, Kaufmann nous explique aussi que, même si l'individu « *est socialement défini par les rôles qu'il occupe* » (Kaufmann, 1994 : 314), il est quand-même capable de « *prendre de la distance* » (Kaufmann, 1994 : 314) en réussissant à « *se vivre à la fois au-dedans et en dehors du rôle* » (Kaufmann, 1994 : 314) et à « *construire une identité plus personnelle et plus humaine contre ces mêmes rôles* » (Kaufmann, 1994 : 314). Dans ce sens, Kaufmann parle de l'expérience d'un « *processus d'identification actif* » (Kaufmann, 1994 : 315) de ces individus qui, en s'appuyant sur une « *dimension plus spécifiquement individuelle* » (Kaufmann, 1994 : 316), sont capables de rendre compte de la totalité de leur condition et de leur parcours en arrivant à se raconter comme la somme de ce qu'ils ont vécu et non pas à travers un rôle endossé à un moment déterminé. Au contraire, ceux qui, sans réussir à prendre de la distance des étiquettes que le contexte social leur donne, se représentent par « *la simple occupation des rôles* » (Kaufmann, 1994 : 315) vivent, selon Kaufmann, un « *processus d'identification passif* » (Kaufmann, 1994 : 315).

Dans notre travail, nous nous intéressons en effet au processus d'identification des réfugiés, processus qui, à notre avis, change et se modèle par le biais de la migration forcée. En particulier, par rapport au travail, nous pensons que, même en expérimentant des situations de déclin, ils sont capables de « *prendre de la distance* » par rapport à leur position professionnelle en mettant en valeur et en s'identifiant à d'autres éléments de leur quotidien en lien avec leur expérience personnelle de contrainte. A notre avis, c'est par la totalité de leur vécu qu'ils se

racontent, en expérimentant ainsi ce processus d'identification actif dont Kaufmann parle. En s'appuyant sur leur expérience de réfugiés, caractérisée par le danger et la peur, ils arrivent, selon nous, à ne pas se représenter comme des personnes déclassées, malgré une situation de déclassé objectif, car ils mettent en avant des éléments qui font partie de la totalité de leur parcours. Ils ne se reflètent pas simplement dans le rôle professionnel qu'ils recouvrent.

Ainsi, ce que nous allons essayer de démontrer est que les valeurs, les systèmes de jugements des réfugiés et leur hiérarchisation des différents statuts se transforment pendant et à cause de la migration forcée en donnant au statut professionnel une importance mineure dans les sentiments de bonheur et de réussite. Leur processus d'identification passe par d'autres éléments que l'emploi, éléments spécifiques de leur expérience de réfugiés.

Cette idée est appuyée encore par les écrits de Kaufmann qui affirme que « *l'identité passée est recomposée par l'interaction et le cadre de socialisation du moment, particulièrement dans des contextes de rupture forte* » (J.C. Kaufmann, 1994 : 305).

En restant consciente de devoir encore approfondir l'étude de notions aussi compliquées, nous nous proposons ainsi d'utiliser dans le développement de notre recherche les différentes nuances des concepts de rôle, d'identité et de trajectoire en les appliquant aux réfugiés et à leur insertion professionnelle.

4. MÉTHODOLOGIE

Le développement de notre enquête a prévu l'utilisation de trois différentes méthodes de recherche : la recherche bibliographique, l'exploitation de données statistiques et l'entretien semi-directif.

La première partie du travail s'est donc constituée à partir de l'étude de plusieurs ouvrages scientifiques, pour la plupart sous la forme d'articles, sur l'insertion professionnelle des réfugiés et sur le phénomène de déclassement. Etant confrontés à une pénurie de littérature française sur le sujet, nous avons analysé aussi des recherches étrangères, en particulier provenant de l'Australie et du Canada. Cette méthode bibliographique, nous a permis de créer une base scientifique sur laquelle construire notre raisonnement et notre grille d'entretien. Les données obtenues seront exposées par la suite ensemble et en comparaison avec les résultats des autres méthodes.

Concernant la deuxième méthode utilisée, le choix d'insérer dans notre recherche l'analyse de données quantitatives procède de la nécessité d'avoir un regard plus ample sur la situation professionnelle et le niveau de formation des réfugiés dans l'essai de répondre à notre première hypothèse.

Pour cela, nous avons travaillé en exploitant les données relatives aux réfugiés contenues dans l'enquête « Trajectoires et Origines » de l'Ined. Il s'agit d'une enquête réalisée par l'Ined en collaboration avec l'Insee dans le but d' « *examiner quel est l'accès aux ressources des immigrés et de leurs enfants nés en France* » (TeO, 2010 :5). Pour faire cela, les deux institutions ont enquêté « *21000 personnes : immigrées, natives d'un DOM, descendantes d'immigrés, descendantes d'originaires d'un DOM, natives de France métropolitaine dont aucun parent n'est immigré ou originaire d'un DOM* » (Teo, 2010 : 5) entre Septembre 2008 et Février 2009.

Comme on le voit, l'enquête ne porte pas exclusivement sur les réfugiés, ni d'ailleurs sur le phénomène de déclassement. Néanmoins, dans le but d'observer « *dans quelle mesure les origines migratoires (géographiques ou nationales) sont susceptibles de modifier les conditions et chances d'accès aux biens, services et droits qui fixent la place de chacun dans la société : logement, éducation, emploi et promotion, services publics et prestations sociales, santé, relations sociales, nationalité et citoyenneté* » (Teo, 2010 :5), l'enquête fournit un ensemble très riche de données sur les niveaux de formation, les professions et les titres de séjour des étrangers en France.

À partir de ces données, nous avons donc pu « photographier » par le haut la situation éducative et professionnelle des réfugiés en France selon une méthode quantitative.

La troisième partie de notre recherche s'est appuyé sur des entretiens semi-directifs (Annexe 4) dans le but de répondre à notre deuxième hypothèse d'une part, et, d'autre part, d'essayer de vérifier et de comprendre l'écart des résultats donnés par deux méthodes différentes. C'est à travers les entretiens que nous avons essayé de remettre en question des catégories créées par les données quantitatives.

Le choix de mener des entretiens semi-directifs avec les réfugiés procède directement de l'objectif primaire de notre recherche, celui de comprendre les expériences, les logiques et les ressentis subjectifs de ces derniers par rapport au travail à travers leurs récits. Il était important pour nous d'appréhender la lecture et l'interprétation qu'ils donnent de leur expérience migratoire et de leur situation professionnelle actuelle et le système de valeurs qu'ils mobilisent dans leur perception, que soit-elle négative ou positive, du déclassement.

Ce qui nous a intéressé est, en effet, de voir si leur système de valeurs et leur mode de penser ont changé par le biais de la migration forcée qui, selon notre hypothèse, intervient dans la façon des réfugiés de s'orienter et de se déterminer. Ainsi, nous avons recherché les éléments par lesquels les réfugiés s'identifient et qu'ils considèrent importants pour rejoindre une position sociale qu'ils jugent satisfaisante, en restant particulièrement attentif à la place qui est donnée au travail dans leurs récits et aux changements des pratiques et des représentations avant et après la migration.

Pour faire cela, nous avons effectué des entretiens qui interrogent « l'avant et l'après » sans un ordre chronologique précis et qui abordent le travail seulement de façon secondaire pour observer quelle place ils lui donnent de façon spontanée.

La grille d'entretien que nous présenterons en annexe (Annexe 4) nous a servi donc de guide et elle a été encadrée par thèmes, mais les questions n'ont pas été forcément posées dans l'ordre écrit et elles ont changé légèrement selon les situations et les réactions des personnes auxquelles elles ont été posées.

Nous avons, en effet, envisagé une démarche flexible « *qui soumet le questionnement à la rencontre* » (Blanchet, Gotman, 2007:18). Dans ce sens, nous avons considéré l'entretien comme un outil variable en tant que rapport interpersonnel, car « *il s'agit d'un processus interlocutoire et non pas simplement d'un prélèvement d'information* » (Blanchet, Gotman, 2007 :19).

Nous avons choisi de ne pas insérer des questions sur les motivations du départ de façon intentionnelle. En effet, nous ne voyions pas l'intérêt pour les objectifs de notre recherche d'interroger les enquêtés sur un élément aussi délicat que la persécution subie. Nous sommes partis du présupposé que, en tant que réfugiés statutaires, la contrainte à migrer est déjà un élément de rupture fort présent dans la vie de nos enquêtés. Cette rupture obligée produit, selon notre hypothèse, un changement dans les priorités et les représentations individuelles, « un avant et un après » de la migration qui diffèrent en imaginaires, sentiments et identifications, quel que soit le type de persécution vécue. C'est pour cette raison que nous n'avons pas posé de questions directes sur les motivations du départ. Nous avons laissé les enquêtés libres d'en parler ou non s'ils en ressentaient le besoin.

Le lieu choisi pour notre terrain a changé au cours des mois. Si dans un premier moment nous envisagions de construire notre enquête dans la ville de Poitiers, la localisation de la population enquêtée s'est révélée une limite non négligeable .

En effet, comme une fois obtenu le statut, les réfugiés sortent des cadres associatifs spécifiques, repérer leur présence sur le territoire choisi s'est relevé une tâche compliquée.

Plusieurs associations ont été contactées sur Poitiers dans la tentative de recueillir des contacts pour nos entretiens. Il s'agissait d'associations qui travaillent dans le social, comme le Toit du Monde et le Centre Socioculturel des Trois Cités, d'associations communautaires comme l'Association des guinéens du Poitou, l'association géorgienne et celle arménienne, ou des institutions officielles telle que l'OFII et le Cada de Poitiers.

Néanmoins, les contacts obtenus à Poitiers n'étaient pas suffisants pour en faire ressortir des résultats satisfaisants.

Nous avons donc décidé d'élargir le terrain en contactant des institutions d'autres villes françaises et nous nous sommes rendus au Cada de Niort, au Cph de Tours et à celui de Massy.

Finalement, nous avons effectué 11 entretiens sur une période de deux mois.

Les enquêtés ont entre 25 et 55 ans et ils proviennent de pays différents : 2 mauritaniens, 2 syriens, une tchadienne, un arménien, un biélorusse, une malgache, une russe, un soudanais, une pakistanaise. Les motifs personnels de persécution aussi se sont révélés être très différents selon les individus.

Nous avons pu rencontrer 4 femmes et 7 hommes.

Les temps et les lieux précis des entretiens ont été choisis en accord avec les enquêtés pour qu'ils se sentent à l'aise et libres de parler. Malgré la conscience de l'« *influence du moment d'insertion temporelle de l'entretien dans la quotidienneté* » (Blanchet, Gotman, 2007 :68) et, en sachant que « *le discours est contaminé par les représentations et actions précédentes* » (Blanchet, Gotman, 2007 :68), nous n'avons pas pu imposer aux enquêtés un moment particulier pour nous rencontrer à cause d'une difficulté de coordination due aux déplacements dans d'autres villes.

Cette phase de terrain a été intégrée par des conversations informelles avec les responsables des deux Cph fréquentés.

Finalement, la dernière phase d'enquête se concrétisera dans l'analyse des résultats obtenus et dans la rédaction des conclusions que nous en allons retenir.

5. LE DÉCLASSEMENT EN FRANCE

Études scientifiques et données de terrain

5.1. Scénario

Différents auteurs français, comme Marie Duru-Bellat, François Hainard, Olivier Crevoisier, Alain Berset et Juliette Robin, ont travaillé sur le déclassement, mais dans la majorité des cas ils se sont intéressés au phénomène général ou celui relatif à l'ensemble des étrangers.

Les statistiques disponibles montrent que le déclassement des étrangers n'est certes pas très fort en France, mais qu'il est quand même présent (Annexe 5. Figures 3 et 4).

La plupart des études s'accordent sur le fait que le déclassement semble diminuer avec l'allongement de la durée du séjour, à cause probablement du fait que les immigrants nouvellement arrivés acceptent plus facilement des emplois peu qualifiés pour commencer à avoir des revenus pendant qu'ils acquièrent du capital social propre au pays d'accueil (Robin, 2012).

En général, malgré une amélioration de la position professionnelle tout au long du séjour, les immigrants conservent toujours un taux de déclassement plus haut que les autochtones.

Souvent, ils occupent les postes les moins qualifiés et ils sont très concentrés par secteur d'activité.

Les métiers sont segmentés aussi selon le genre : on trouve un grand nombre de femmes dans les services à la personne, tandis que les hommes sont majoritaires dans le secteur du bâtiment (Jolly, Lainé, Breem, 2012).

Les étrangers sont surreprésentés dans le travail indépendant, surtout dans les secteurs du bâtiment, du transport, du commerce de détail alimentaire, de la restauration et de l'hôtellerie, probablement utilisé comme moyen de surmonter les difficultés à l'entrée dans le marché du travail du pays d'accueil.

Les principaux métiers et secteurs occupés par les immigrants sont le bâtiment et les travaux publics, les fonctions d'ouvrier industriel qualifié ou pas, de conducteur de véhicule, d'ouvrier de la manutention, d'employé de services à la personne, de cuisinier, agent d'entretien, employé d'hôtellerie et de restauration (Jolly, Lainé, Breem, 2012).

En absence de statistiques spécifiques à la population étudiée, nous avons analysé les données de l'enquête Ined relatives aux réfugiés pour avoir un regard d'ensemble sur le sujet.

Les premières données obtenues nous ont révélé une situation professionnelle plutôt positive, avec 70,44% des réfugiés enquêtés occupant un emploi (Tableau 1, Annexe

6). Par contre, concernant le niveau de formation, presque 31% des réfugiés est sans aucun diplôme (Tableau 2, Annexe 6). Néanmoins, on peut observer aussi que 42,42 % des réfugiés enquêtés ont un niveau de diplôme compris entre BAC et le BAC +2 ou plus.

Selon le tableau 3 de l'annexe 6, obtenu en croisant les données sur le niveau de formation des réfugiés et les variables de formation utilisées pour mesurer le déclassement normatif contenues dans le tableaux ISCED (Annexe 3), la plupart des réfugiés présents en France en 2008 occupait soit la catégorie des « faiblement qualifiés » ou des « intermédiaires », quelle que soit l'année d'arrivée. Un pourcentage relativement faible des enquêtés faisaient partie de la catégorie des « qualifiés ou hautement qualifiés », pourcentage qui semble en plus avoir diminué dans le temps par rapport à l'année d'arrivée.

Bien que ces résultats fragilisent notre première hypothèse, nous nous demandons si les variables proposées dans le tableau Isced ne donnent qu'un regard partiel des possibles formes de qualification. En fait, seules les qualifications procédant d'un parcours universitaire classique sont prises en compte, bien qu'il existe plusieurs emplois pour lesquels il ne faut pas un parcours universitaire mais qui nécessitent un niveau de formation professionnel et de compétences techniques très haut. Ainsi, le tableau Isced considère comme seulement intermédiaires toutes les formations privées ou professionnelles de haut niveau et nous nous demandons donc si cela ne pourrait pas représenter un obstacle à une lecture efficace et complète du déclassement.

De la même manière, les variables du tableau Isced reflètent fidèlement le système français, construit et conçu sur la nécessité d'avoir un diplôme pour chaque type de travail comme le démontrent les nombreux parcours formatifs existants. Néanmoins, ce système n'est pas pareil dans d'autres régions du monde où il ne faut pas forcément un diplôme de haut niveau pour expérimenter des parcours professionnels importants.

Un bon exemple de cela nous a été donné par Monsieur G., réfugié biélorusse de 50 ans en France depuis trois ans :

« En Biélorussie j'avais que le Bac et j'ai travaillé dans l'import-export sans diplôme. Là-bas c'est différent, je connaissais déjà ce métier et alors j'ai travaillé sans diplôme. (...)

J'ai fait d'abord une formation, mais sans diplôme, c'était dans l'entreprise, et j'ai travaillé comme expéditeur, après mon patron observait que je comprends très bien, très vite et il m'a dit « tu peux travailler dans le secteur commercial, secteur achat-vente » et après j'étais responsable de ça.(...)

J'ai travaillé 13 ans comme responsable dans différentes entreprises, jusqu'à 2007 quand j'ai fait mon entreprise à moi, je fabriquais les vêtements pour les ouvriers.

J'avais 25 personnes, une moyenne entreprise. (...)

J'avais pas de diplôme mais en Biélorussie c'est possible, ici c'est plus difficile, il faut beaucoup de choses. »

Monsieur G., qui, comme nous l'avons vu, était un petit entrepreneur en Biélorussie, vient de terminer une formation pour travailler comme cariste dans un entrepôt. Comme il a obtenu seulement le Bac, son profil ne correspond pas à celui d'un individu déclassé selon les variables Isced, pourtant il nous semble évident que le passage de chef d'entreprise à ouvrier, bien qu'il s'agisse d'un ouvrier qualifié, est le symptôme d'une trajectoire professionnelle descendante.

Et encore, Mme R., réfugiée malgache de 44 ans en France depuis 4 ans, nous raconte son parcours formatif et professionnel qui est témoignage de trajectoires très positives bien qu'alternatives par rapport à celles décrites par les tableaux Isced.

« J'étais à l'université, j'ai étudié après le bac, j'ai été à l'université pendant 4 ans mais ce que j'ai appris à l'université c'est des filières scientifiques, le journalisme c'est moi-même, j'avais un fort intérêt, je sentais que ce métier me plaisait beaucoup, donc j'ai dit « je vais me former sur le champ », donc à partir de première année d'université j'étais formée à la radio mais en même temps je continuais à aller à l'université pour l'autre filière, comme ça durant 4 ans, puis ils m'ont embauché à la radio et j'ai laissé l'université.

(...)

(...)A Madagascar il y a pas d'école de journalisme, les gens partent à l'étranger, et moi je me suis formée sur le champ, j'étudiais mais en même temps je faisais la formation à la radio avec les gens de la radio.

Pendant 4 ans et après je suis embauchée, et j'ai continué à me former, j'ai voyagé beaucoup et après j'ai eu une promotion je suis devenue rédacteur chef de la radio et 6 mois avant mon départ j'ai été nommée chef des services d'information à la télévision (...).

J'ai travaillé à la radio depuis 1994 jusqu'à mon départ.»

Mme R. n'a pas terminé l'université par choix, elle sentait que le travail qu'elle voulait faire était le journalisme et elle a donc choisi un parcours alternatif.

« J'ai eu un bac scientifique mais dans ma tête c'était déjà le journalisme, oui parce que à 10 ans mon père m'avait offert une petite radio, je l'avais dans le sang, j'ai dit : « non, je vais faire ce travail là parce que ça me plaît beaucoup. » »

Mme R. a travaillé pendant 17 ans dans une radio nationale sur l'éducation en occupant des postes de très grande responsabilité jusqu'à son départ forcé en 2011. En plus, elle a fait partie d'une équipe internationale non gouvernementale qui organisait des formations sur « *communication en éducation, comment mieux communiquer si on veut faire la formation de l'éducation* » avec laquelle elle a voyagé dans toute l'Afrique en tant qu'experte en communication et éducation.

Aujourd'hui en France elle ne travaille pas, elle suit une formation pour travailler dans le social. Elle dit bien aimer sa formation, mais elle a tout de même dû tout recommencer.

Néanmoins, comme elle n'a pas terminé son parcours universitaire, si nous étudions sa trajectoire à partir des variables Isced, Mme R. ne résulte pas comme un individu déclassé.

Nos doutes sur l'universalité des variables de l'approche normative au déclassement nous semblent justifiés à la lumière des données qualitatives recueillies.

En continuant sur les données de l'enquête Ined, le tableau 5 de l'annexe 6 montre les changements de profession avant et après la migration en mettant en évidence des résultats ambigus quant aux questions relatives au déclassement.

En fait, d'un côté on peut observer des variations de pourcentage qui pourraient indiquer la présence du déclassement. C'est le cas, par exemple, de la catégorie des « professeurs, professions scientifiques » qui passe d'un 2,98% avant la migration au 0,87% actuellement ; des « employés administratifs d'entreprise » passant de 6,19% à 3,93% ou de la forte augmentation des « personnels des services directs aux particuliers », de 4,13% à 12,05%, ce qui concorde avec des recherches qui décrivent une segmentation du marché du travail français qui voit les étrangers, les femmes notamment, fortement impliqués dans le secteur du « care ».

Il est aussi intéressant de souligner la variation des pourcentages relatifs à la fonction publique qui diminuent pour les cadres (de 1,38% à 0,44%), mais augmentent pour les employés civils et les agents de service (de 2,98 à 3,77). Ces données peuvent être interprétées comme le résultat du système français des métiers fermés aux étrangers dont la fonction publique est le secteur le plus impliqué (Tableau 1, p.39). En fait, les étrangers sont souvent employés dans la fonction publique pour des postes de non titulaires.

D'autre côté, les données exploitées révèlent aussi une augmentation importante des pourcentages des « cadres administratifs et commerciaux d'entreprises » et des « ingénieurs et cadres techniques d'entreprise » qui pourrait témoigner d'une relative amélioration de la situation professionnelle. D'autre part, ces derniers chiffres pourraient aussi être interprétés comme un recours important des réfugiés à la création d'entreprises familiales, ou privées, face à un marché du travail qui tend à les discriminer. Néanmoins, les données sur les « commerçants et assimilés » diminuent fortement entre la période avant la migration et la situation au moment de l'enquête en remettant en question l'hypothèse d'un recours important à la création d'entreprises de restauration ou de commerce ethnique.

Finalement, il nous semble important de mettre en évidence les données relatives aux agriculteurs qui baissent de 5,05% à 0,15% et semblent témoigner d'une adaptation des réfugiés à un marché du travail plus urbain que dans les pays d'origine.

A ce propos, nous considérons pertinent le témoignage de Monsieur A., réfugié arménien de 55 ans en France depuis 10 ans.

« En Arménie, nous travaillions la terre pour nous, il y a un grand grand jardin pour le blé et beaucoup d'animaux. Ça c'était notre vie mais on l'a pas choisie, ici il y a beaucoup de travail, bâtiment, bureau, mais là-bas pas de choix »

Après une vie passée à travailler la terre et à vivre de ses produits, Monsieur A. vit en France en travaillant dans le secteur du bâtiment avec des contrats à Interim. Sa femme, elle aussi fille d'agriculteurs et agricultrice elle-même en Arménie, travaille depuis quelques années comme cuisinière dans la cantine d'une école supérieure de Poitiers.

À la lumière de ce qu'on vient de montrer, nous nous trouvons face à une description confuse de la situation professionnelle des réfugiés en relation au déclassement.

Il est de toute façon important de noter que les données quantitatives nous présentent les réfugiés comme une catégorie de migrants faiblement qualifiée (Tableau 4, Annexe 6) et pas fortement déclassée. Pourtant, les recherches étudiées utilisant une méthode qualitative et les personnes rencontrées qui travaillent avec les réfugiés en France nous parlent d'eux comme de migrants moyennement qualifiés et fortement impliqués par le phénomène du déclassement.

M. Redois, responsable de l'insertion professionnelle des réfugiés au Cph de Tours nous témoigne la « *présence d'un grand déclassement* » et la nécessité de faire « *un grand travail de reclassement qui prend énormément de temps, cela prend 7 ou 8 ans en moyenne de parcours pour retrouver sa place* ». Il nous dit que « *aujourd'hui on voit des réfugiés de toute catégorie sociale et de toute nationalité. Le déclassement aussi est de tout bord. Néanmoins ce sont surtout les hautement qualifiés à avoir des difficultés à se reclasser parce qu'ils ont plus à perdre. Par contre ceux qui partent de zéro, les faiblement qualifiés, ont moins à perdre, à laisser tomber, ils ont moins de ressources et donc ils apprennent plus vite en expérimentant souvent des parcours de reclassement en élévation.* ».

Aussi Mme Laboureau, responsable du Cph de Massy, définit le déclassement des réfugiés comme un « *phénomène classique* ». Dans son centre « *la plupart de réfugiés ont au moins un niveau d'études équivalent au BAC* » et elle s'étonne quand nous lui exposons les résultats de notre analyse statistique. « *Je ne sais pas comment a été développée l'enquête, mais ces données me semblent très bizarres* ».

Au renfort des témoignages des travailleurs sociaux rencontrés, plusieurs articles scientifiques sur le sujet confirment la réalité de parcours de déclassement professionnel parmi les réfugiés.

Dans un dossier développé pour le C.E.R.F.¹¹ de « France Terre d'Asile » analysant l'insertion professionnelle des réfugiés et les principales difficultés qu'ils rencontrent

¹¹ Conseil Emploi Réfugiés Formation

dans l'accès au marché du travail français, Fathia Mlathi affirme que « *la défense du droit d'asile n'est pas concevable sans un contenu social et économique* » (Mlathi, Chtaibat, 2001 :15). Toutefois, elle soutient qu'en France l'obtention du statut de réfugié ne conduit pas à un accès direct aux droits sociaux.

Fathia Mlathi indique l'impossibilité d'utiliser directement ses propres compétences sur le marché du travail français comme une caractéristique commune à tout réfugié, qualifié ou non.

Dans son article « Les réfugiés, une main-d'œuvre à part ? » sur les politiques d'accès au marché du travail, Alexis Spire confronte celles concernant les réfugiés et celles concernant les autres étrangers durant la période de 1945 à 1975, en nous donnant ainsi un regard historique sur le phénomène étudié. Spire explique que dans les années 1950 la France mit en place les Bureaux d'Orientation et de Placement des Réfugiés, dont le rôle était de placer sur le marché du travail les réfugiés arrivés « spontanément » dans le pays. Le système semblait fonctionner, mais il provoquait du déclassement parmi les réfugiés qui, à l'époque, étaient pour la plupart des intellectuels.

Néanmoins, Alexis Spire souligne l'existence d'épisodes de déclassement bien avant cette période :

« *Le phénomène existait déjà dans l'entre-deux-guerres ; la trajectoire de Norbert Elias, professeur à l'Université d'Heidelberg et réfugié à Paris en avril 1934, est éloquent : désespéré de ne pas pouvoir accéder à une profession intellectuelle, il décide d'ouvrir un atelier de jouets en bois.* » (Spire, 2003 :214).

Finalement, Spire affirme qu'avec la signature de la Convention de Genève en 1951, entrée en vigueur en France en 1954, le France « *renforce les garanties en matière de reconnaissance du statut de réfugié, mais laisse en suspens la question de l'admission au séjour et l'accès au marché du travail une fois ce statut reconnu* » (Spire, 2003 :216).

En effet, aucun texte législatif n'est adopté pour donner application à l'article 17 de la Convention qui affirme que « *les États contractants accorderont à tout réfugié résidant régulièrement sur leur territoire le traitement le plus favorable accordé, dans les mêmes circonstances, aux ressortissants d'un pays étranger en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée* » (Convention de Genève, 1951, art.17).

Une autre contribution de la littérature française sur le sujet du déclassement des réfugiés est celui de Domitille Blanco et Jaques Barou.

Les deux chercheurs analysent dans une étude de 2011 les conditions de vie et d'insertion des réfugiés statutaires dans l'agglomération lyonnaise.

Ils y abordent la question du travail en observant un haut degré de déclassement.

Finalement, il faut souligner les travaux de Albena Tcholakova sur les carrières professionnelles des réfugiés en France et en Bulgarie. Dans son article « Les réfugiés,

figures visibles et invisibles dans une Europe élargie. Regard comparatif entre la France et la Bulgarie. », elle décrit le marché du travail français comme « *fragmenté et segmenté* » (Tcholakova, 2008 :275), éléments qui, bien que déjà anciens, ont été rendus particulièrement visibles par les populations migrantes. Cette segmentation se concrétise, dit Albena Tcholakova, dans une division très nette du marché du travail avec « *d'une côté des modes légitimés, et légitimes, avec une main-d'œuvre plutôt qualifiée, bénéficiant d'une rémunération élevée et, d'autre part, des marchés de l'emploi moins légitimés (et peu légitimes) avec des salariés moins qualifiés et faiblement payés* » (Tcholakova, 2008 :275). Selon l'auteure, ce type de phénomène produit une situation répandue de « *disqualification sociale et professionnelle* » (Tcholakova, 2008 :276) auprès des personnes d'origine étrangère. En particulier, les réfugiés se retrouvent souvent poussés dans « *des secteurs très éloignés de leur formation initiale et des expériences professionnelles cumulées dans les pays d'origine* » en vivant, ainsi, une « *perte de statut, de compétences et de qualifications* » (Tcholakova, 2008 :276). Il s'agit d'un problème de reconnaissance des diplômes et des formations proposées qui « *correspondent plutôt aux « réalités » du marché du travail et aux secteurs demandeurs de main-d'œuvre qu'à la formation initiale des réfugiés* » (Tcholakova, 2008 :281). Finalement, Albena Tcholakova affirme que la situation décrite est vécue par plusieurs réfugiés « *comme une tentative d'imposition non seulement de normes mais également d'une nouvelle identité* » (Tcholakova, 2008 :282).

Cela renforce notre idée d'une différence importante entre la description normative et objective d'un phénomène et la façon dont il est perçu.

En plus, il faut considérer que les réfugiés enquêtés par l'Ined forment 11,22% de l'échantillon de l'enquête « Trajectoires et Origines », c'est-à-dire 2.310 réfugiés (en mélangeant statut de réfugié et protection subsidiaire), soit 1,7% du « *nombre total de personnes placées sous la protection de l'OFPPA au 31 décembre 2007, estimé à 130.926* » (PROGRAMME PLURIANNUEL 2008-2013, France, Fonds européen pour les réfugiés).

Concernant les réfugiés que nous avons pu rencontrer, seuls 4 d'entre eux ne présentent pas des parcours de déclassement (Annexe 7). Bien que l'échantillon ne puisse pas être considéré représentatif de la situation éducative et professionnelle de l'ensemble des réfugiés présents en France, le fait que 8 personnes sur 11 aient des parcours éducatifs et professionnels de haut niveau, qu'ils n'arrivent pas à faire valoir sur le marché du travail français, nous semble quand-même une donnée importante .

Nous pensons que les données exploitées de l'enquête ne peuvent pas rendre compte des trajectoires individuelles, indispensables pour appréhender réellement le phénomène étudié. C'est pour cela que nous avons choisi d'intégrer dans notre recherche une méthode qualitative dont nous allons analyser les résultats ci-après.

5.2. Causes du déclassement

5.2.1. Causes indépendantes : le racisme institutionnel et la spécificité du marché français

Au niveau mondial, plusieurs études ont été réalisées sur le déclassement des réfugiés, en particulier au Canada et en Australie où c'est souvent l'Etat qui demande aux chercheurs des comptes rendus de la situation d'insertion des réfugiés sur le territoire de leur compétence.

Par rapport aux autres migrants, la plupart des études observent un taux de chômage et de déclassement professionnel plus important.

En effet, les chercheurs s'accordent à identifier divers facteurs jouant un rôle important dans ce phénomène parmi les réfugiés.

Un des éléments les plus significatifs, souligné plusieurs fois dans la plupart des études, est la présence de « *institutional racism* » (Colic-Peisker and Tilbury, 2007 :78) ou de « *systemic discrimination*¹² » (Lamba, 2003 :47) :

« *Structural relations of subordination and oppression between social groups with unequal access to power* »¹³ (Colic-Peisker and Tilbury, 2007 :78).

Les éléments de cette discrimination peuvent par exemple être des systèmes de reconnaissances des diplômes étrangers très rigides et la requête d'expérience autochtone pour l'embauche.

Les théories néolibérales prétendent que le marché du travail ne tient pas en compte des difficultés liées aux races et aux ethnicités, et qu'il fonctionne simplement sur la base de la maximisation du profit: si l'on possède les compétences nécessaires, on sera forcément embauché. Ces théories tendent à simplifier une réalité beaucoup plus complexe dans laquelle les événements de discrimination sont bien documentés et ne jouent pas un rôle indifférent dans l'accès au marché du travail (Colic-Peisker and Tilbury, 2007).

Comme tous les marchés contemporains, le marché français présente aussi des obstacles structurels qui posent problèmes à certains groupes de personnes, spécifiquement les étrangers et, parmi eux, les réfugiés.

En suivant le raisonnement de Colic-Peisker, Tilbury et Lamba expliqué ci-dessous, nous allons essayer de décrire les éléments de discrimination systémique du marché du travail français.

¹² Traduction : discrimination systémique

¹³ Traduction : relations structurelles de subordination et oppression entre groupes sociaux avec un accès inégal au pouvoir

5.2.1.1. Le principe de l'opposabilité de la situation de l'emploi

L'employeur qui veut embaucher un migrant nouvellement arrivé ou pas encore en possession d'une autorisation de travail, doit déposer à la DDTEFP (Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) un dossier de demande d'autorisation à l'embauche.

La DDTEFP évalue le dossier selon 7 critères : respect du droit du travail et du droit de la protection sociale par l'employeur, validité du diplôme du candidat, conditions d'emploi et de rémunération, bénéfice; pour les étrangers introduits en France par les employeurs; d'un logement décent¹⁴, salaire mensuel brut et situation de l'emploi.

Le but du principe d'opposabilité de la situation de l'emploi est celui de donner priorité aux candidats demandeurs d'emploi déjà présents sur le territoire français.

Avant d'accorder l'autorisation au travail, la DDTEFP doit analyser statistiquement la situation de l'emploi concerné dans la zone géographique correspondante, et évaluer l'efficacité des recherches préalablement effectuées par l'employeur afin de trouver un candidat adéquat parmi les demandeurs d'emploi déjà présents en France (par exemple à travers le dépôt de l'offre d'emploi dans plusieurs organisations et agences, ou en prouvant que les autres candidats n'avaient pas les compétences nécessaires pour le poste proposé).

Le lien personnel entre employeur et candidat étranger, tout comme une connaissance personnelle ou une embauche antérieure, ne sont pas prises en compte dans la décision de la DDTEFP.

L'opposabilité n'est pas utilisable pour les « métiers en tension » (connaissant une difficulté de recrutement) dont il existe une liste d'environ 30 métiers pour chaque région (Gisti, 2013 :42)¹⁵.

Le principe d'opposabilité de la situation de l'emploi pose des problèmes surtout aux demandeurs d'asile. Les réfugiés statutaires ne sont pas concernés par ce principe car la carte de résident obtenue avec la reconnaissance du statut est déjà valable comme autorisation à travailler.

5.2.1.2. Les professions réglementées

En France, il existe une liste de métiers dont l'accès est subordonné à la possession d'une qualification professionnelle reconnue. On parle ainsi de métiers réglementés.

Pour pouvoir accéder à ces professions, les étrangers doivent donc faire valider leur diplôme auprès d'un organisme habilité. C'est le Centre Enaic-Naric qui est le

¹⁴ « Dans le cas où la personne étrangère n'est pas en France, l'employeur doit s'assurer qu'elle bénéficiera d'un logement décent sans être pour autant tenue d'assurer sa prise en charge » (Gisti, 2013 :11)

¹⁵Ou http://www.immigration-professionnelle.gouv.fr/sites/default/files/fckupload/arrete_du_18-01-2008_%20liste_30.pdf

responsable de la reconnaissance des diplômes étrangers. La procédure de reconnaissance veut que la personne intéressée fournisse les photocopies de ses diplômes en langue originale ainsi que la traduction officielle d'un traducteur assermenté. Une fois complété, le dossier est évalué par les fonctionnaires du centre qui en déterminent la compatibilité avec les diplômes français et donnent une réponse dans un délai maximum de 4 mois.

Pour les réfugiés, souvent incapables de fournir des documents, la possibilité de rédiger une attestation sur l'honneur est prévue. Néanmoins, elle sera probablement suivie d'une vérification des compétences professionnelles à travers la soumission à des épreuves.

En plus, les histoires des réfugiés rencontrés nous suggèrent que le droit à la rédaction d'une attestation sur l'honneur n'est pas souvent appliqué.

C'est le cas de Mme R. qui, quand nous lui demandons si elle a pu faire valoir ses diplômes de Madagascar en France, nous répond :

« Non non non, ça prend du temps, sauf le bac que j'ai pu emmener avec moi, ça j'ai pu le faire valoir, j'ai eu le niveau 4 mais sinon le reste, l'université j'ai pas eu la validation. (...) J'ai pas pu l'emmener parce on est partis précipitamment, ce que j'ai avec moi j'ai pu le valider mais sinon... »

5.2.1.3. Les professions fermées

En 2011 en France environ 5,3 millions d'emplois étaient fermés aux étrangers non européens, soit 21% de la totalité des emplois. (Observatoire des inégalités)

Pour la plupart, il s'agit de professions de la fonction publique (environ 4,5 millions). La fermeture de ce secteur est souvent justifiée par « une logique de souveraineté nationale : il serait normal que les autorités refusent de confier à un étranger des fonctions relevant de l'autorité étatique, telles que la police, l'armée, la justice, les impôts ou la douane ». (Math, Spire, 1999 :1)

Néanmoins, la majorité des emplois de la fonction publique fermés aux étrangers « ne relèvent d'aucune prérogative particulière ». (Math, Spire, 1999 :1) En plus, souvent les étrangers sont employés dans la fonction publique pour des postes de non titulaires. Ils exercent les mêmes tâches mais sans les avantages du statut et avec des rémunérations mineures.

Dans le secteur privé aussi on trouve des professions fermées. Certaines ne sont pas fermées pour une condition de nationalité, mais liées à l'absence d'un diplôme français (par exemple les chirurgiens-dentistes, les puéricultrices et les coiffeurs). La logique de la fermeture du secteur privé révèle simplement l'intention de protéger les emplois des nationaux de la concurrence étrangère.

Tableau 1. Les emplois fermés aux étrangers en France

Les emplois fermés aux étrangers en France	
	En milliers
Emplois du secteur privé	790
Fonctionnaires et statuts dérivés	4 553
Total des emplois fermés	5 343
Emploi total	26 006

Emplois publics fin 2008. Emplois privés 2009 ou 2010. Emploi total 2009.
 Source : calculs de l'Observatoire des inégalités à partir des organismes publics et privés

5.2.1.4. Le droit à la validation des acquis de l'expérience

On a déjà vu précédemment que les réfugiés ont le droit de faire reconnaître leurs diplômes, même s'ils ne peuvent pas fournir les pièces originales et malgré une procédure longue et difficile.

La loi de modernisation sociale de 2002 ajoute dans son article 133 le droit à la validation de l'expérience professionnelle :

« Toute personne engagée dans la vie active est en droit de faire valider les acquis de son expérience, notamment professionnelle, en vue de l'acquisition d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification figurant sur une liste établie par la commission paritaire nationale de l'emploi d'une branche professionnelle, enregistrés dans le répertoire national des certifications professionnelles »

Toutefois, ici encore la procédure est longue et lourde et elle pose des difficultés spécifiques aux réfugiés qui se trouvent souvent dans l'impossibilité de rassembler les documents qui attestent de leur expérience professionnelle dans le pays d'origine.

Comme on l'a vu, le marché du travail français présente plusieurs obstacles législatifs plus ou moins spécifiques aux réfugiés.

Néanmoins, dans le développement de notre recherche nous avons pu observer d'autres éléments plus spécifiques à la population étudiée, qui interviennent dans la création de situations de déclassement et que nous allons analyser ci-après.

5.2.2. Causes spécifiques aux réfugiés

Comme on l'a déjà vu, dans son dossier pour France Terre d'Asile, Fathia Mlathi indique l'impossibilité d'utiliser directement ses propres compétences sur le marché du travail français comme une caractéristique commune à tout réfugié, qualifié ou non. Cette impossibilité est le résultat d'une accumulation de « *difficultés périphériques* » (Mlathi, Chtaibat, 2001 :15) qui, en plus d'empêcher la mobilisation des compétences et des expériences personnelles, provoquent un phénomène répandu d'absentéisme et un abandon des programmes de formation et d'aide à l'emploi.

Certaines de ces « *difficultés périphériques* » ressortent soit dans les études scientifiques étudiées, soit des récits des réfugiés rencontrés, et nous les reconnaissons ainsi comme les causes principales de leur déclassement.

5.2.2.1. La maîtrise de la langue française

Plusieurs auteurs soulignent le manque de maîtrise de la langue française comme une des principales difficultés rencontrées par les réfugiés en France.

Dans le dossier pour France Terre d'asile dont nous avons déjà parlé, Nourredine Boubaker se concentre principalement sur le problème de la langue en le repérant comme le premier obstacle pour l'accès à l'emploi. Elle observe que la plupart des réfugiés sans maîtrise du français n'accèdent qu'à des emplois à bas niveau de qualification.

Elle pointe dans cet obstacle un grave problème social car « *ne pas parler la langue, ne pouvoir ni communiquer, ni comprendre, c'est être désarmé et ne pas pouvoir se défendre, c'est d'un point de vue strictement symbolique, ne pas exister* » (Mlathi, Chtaibat, 2001 :19).

De ce point de vue, le témoignage de Monsieur I., réfugié soudanais de 29 ans en France depuis 2012, montre bien comment l'absence de maîtrise de la langue peut rendre vulnérable dès tous premiers moments de la vie en France :

« Je me suis retrouvé à Paris, je suis resté là-bas, mais j'ai trouvé des difficultés parce que jamais parlé français, juste parlé l'arabe et l'anglais. Je suis resté dans le Metro presque 4 jour, c'était très dur, il y a des gens qui boivent et des gens méchants, ils m'ont demandé de payer, en même temps je ne comprenais pas ce qu'ils disaient. »

Le choix du pays d'installation

Nous avons pu observer que la maîtrise de la langue intervient fortement sur le choix du pays d'installation auprès de réfugiés, et elle le fait de deux façons différentes.

D'une part, les réfugiés qui ne parlaient pas français avant d'arriver auraient souvent choisi un autre pays s'ils en avaient eu la possibilité.

« Je suis sorti du Metro et après j'ai trouvé quelqu'un qui parlait l'arabe, d'origine tchadienne, je lui ai demandé de m'aider, je lui ai dit que je voulais aller en Angleterre parce que je suis prof d'anglais, je veux partir en Angleterre, il m'a dit « Angleterre et la France c'est la même chose », mais moi j'avais un peu peur parce que la langue française je la comprenais pas. »
(Monsieur I., Sudan)

Et encore :

Nous : « Et si la sœur de votre mari elle était pas là, vous auriez choisi la France ou un autre pays d'Europe ? »

Mme B. : « Je sais pas, j'ai jamais pensé à ça, peut-être Allemagne, j'ai étudié allemand à l'école, peut-être Allemagne donc »
(Mme B., Russie)

Ils semblent donc plutôt conscients du fait que la langue sera la première barrière à surpasser pour trouver sa place dans la société d'accueil.

D'autre part, les réfugiés francophones ou qui maîtrisaient un peu la langue avant d'arriver en France, nous disent d'avoir choisi volontairement ce pays à cause de cet élément d'avantage :

Nous : « Vous avez jamais pensé aller dans un autre pays d'Europe ? »

Mme R. : « Non non, on dirait qu'il y a vraiment une histoire qui lie la France et notre pays... c'est pas la maison mais quand même en Madagascar par exemple à la maison la langue de communication c'était le français, donc il y a toujours la France quelque part, comme si on était là-bas »
(Mme R., Madagascar)

« Je voulais aller en France parce que je parlais un peu la langue »
(M D Mauritanie)

Nous : « Et vous l'avez choisie, la France ? »

Mme A. : « Oui, quand-même, parce que chez nous on est à côté, on est plus proches de l'Espagne, il y a beaucoup de gens qui partent là-bas, mais après moi comme je me sentais plus proche à la France j'ai dit pourquoi pas »

Nous : « C'était pour la langue ? »

Mme A. « Oui surtout, exactement »
(Mme A., Mauritanie)

Ainsi, nous observons ici un écart dans la liberté de choisir le pays d'installation lié à la langue. En fait, les enquêtés francophones affirment d'avoir choisi la France comme

pays d'installation de façon volontaire, bien que les autres semblent ne pas avoir eu la possibilité de choisir leur nouveau pays.

Une période d'apprentissage très longue

Le parcours d'apprentissage de la langue française commence pendant la période d'attente des papiers dans le Cada ou auprès d'autres structures, mais elle continue même après cette période, comme le témoignent plusieurs enquêtés :

« J'ai commencé à apprendre le français quand j'étais demandeur d'asile, avec les associations et puis quand j'ai obtenu mon statut de réfugié j'ai demandé d'aller à l'université pour suivre langue française pour étrangers, j'ai fait le premier et le deuxième semestre ici à Tours. »

(Monsieur I., Sudan)

La longueur de ces parcours enlève temps et énergie à la construction de nouvelles trajectoires professionnelles en France et l'apprentissage linguistique devient le premier but des réfugiés non francophones au détriment des compétences et des buts préalables à la migration.

Monsieur I. veut devenir prof un jour, mais pour l'instant il doit se concentrer sur la langue française qu'il maîtrise assez bien mais pas assez pour accéder à l'emploi souhaité :

« Je veux être prof, mais je n'ai pas assez de langue française, je dois maîtriser le français et après ça ira »

(Monsieur I., Sudan)

Monsieur Diallo, réfugié mauritanien de 51 ans en France depuis 2012, rêve de pouvoir compléter ses études avec un doctorat en France. Il a un projet très précis, terminer sa recherche sur toutes les philosophies religieuses pour permettre aux jeunes de choisir celle qu'ils aiment le plus en toute liberté, mais son français élémentaire ne lui permet pas de concrétiser ce projet tout de suite :

« C'est ça que je veux, je veux étudier, mais il faut la langue, il faut que j'étude un peu de français et après je vais faire ma recherche en langue arabe et religions, c'est ça que je veux »

(Monsieur D., Mauritanie)

Mme B. raconte avoir travaillé seulement dans des secteurs où la maîtrise de la langue n'est pas nécessaire. Elle était juriste en Russie et cela nous démontre que la barrière de la langue est fortement impliquée dans le déclassement des réfugiés :

« Quand on est arrivés on a pas travaillé parce que je parlais pas du tout français et alors j'ai appris la langue.

Maintenant je cherche travail, malheureusement avec mon français c'est un peu dur. (...) J'ai travaillé dans la cueillette de pommes, pas besoin de langue, c'est un travail saisonnier. »

(Mme B., Russie)

Des formations linguistiques insatisfaisantes

Beaucoup des nos enquêtés étaient en France depuis au moins 2 ans au moment des entretiens, sans avoir acquis un niveau de langue assez complet pour pouvoir commencer à projeter des parcours professionnels de valeur. Nous nous sommes ainsi questionnés sur les motivations d'une réalité de ce type, vu que tout le monde raconte avoir suivi des cours de langue française, avant et après l'obtention du statut.

A ce propos, les récits évoquent une insatisfaction répandue par rapport aux formations linguistiques offertes par les Centres d'accueil pendant la période de demande d'asile. Les témoignages à ce sujet sont en effet plusieurs.

Mme J., réfugiée pakistanaise de 25 ans en France depuis 2013, est particulièrement combattive en parlant de cela. Notre entretien se déroule en anglais parce qu'elle ne se sent pas encore assez préparée pour répondre à nos questions en français :

« Just Cada gave us French classes on Monday for one hour, just this but the problem is they are not professional teachers and we don't understand much, it is so boring because we didn't understand because the teachers are not professional, they do other things, they have no idea of teaching »

(Mme J., Pakistan)

Beaucoup auraient voulu se former de façon plus intensive et professionnelle et ont choisi d'autres moyens de le faire.

C'est le cas de Monsieur I. qui a demandé, et obtenu, de pouvoir suivre un cours de français pour étrangers à l'université de Tours, ou de Monsieur C., artiste syrien, qui nous raconte avoir eu recours à internet pour mieux apprendre :

« Youtube helped me more than school for design and most of all for language »

(Monsieur C., Syrie)

Et encore, c'est le cas aussi de Monsieur G., réfugié biélorusse, autodidacte :

« J'ai travaillé beaucoup, tout le temps que j'avais je lisais et j'ai choisi la méthode d'apprentissage, différentes méthodes que j'ai choisi moi-même pas avec un prof. Tout d'abord il faut avoir des contacts avec la langue tous les jours, après on prend le vocabulaire et les mots qu'on utilise souvent il faut réécrire en enlevant le vocabulaire, ça c'est beaucoup de travail. »

(Monsieur G., Biélorussie)

D'autres n'ont pas été si créatifs, ou n'ont pas eu la possibilité de trouver des parcours d'apprentissage alternatifs, comme par exemple Monsieur S., professeur universitaire

syrien, qui nous raconte ne pas être satisfait de la formation suivie dans l'association désignée. Il voudrait suivre des cours à l'université, mais à Niort, où il habite, il n'y a pas d'université. Monsieur S. nous parle en arabe, ce sont ses deux fils de 8 et 12 ans qui traduisent dans un français presque parfait.

D'autres encore n'ont pas fait face seulement à des formations insatisfaisantes, mais aussi à des difficultés de communication avec les travailleurs des centres :

Monsieur C. : «It was difficult because at first the language. Where I was living in île de France there is no one who could speak English or arab among the people that work in Cada»

Nous : «So how did you do it? »

Monsieur C. : «God helped us »

Nous: «Yes, you tried, with hands...?»

*Monsieur C. : «Yes yes with hands»
(Monsieur C., Syrie)*

Laisser tomber les rêves

La plupart des enquêtés étaient encore en train de suivre des cours de français quand nous les avons rencontrés. Beaucoup suivent aussi une formation professionnelle en parallèle. Nous avons pu observer que ces formations résultent être plutôt éloignées des expériences professionnelles accumulées dans le pays d'origine, et que plusieurs enquêtés ne pensent pas pouvoir continuer en France ce qu'ils avaient commencé dans le pays d'origine à cause de la langue.

Nous : « Donc vous êtes venue ici et maintenant vous faites une formation comme aide-soignante, pourquoi ? Vous pouvez pas devenir infirmière ici ? »

Mme B. : « Pourquoi pas, mais après c'est dur, pour moi c'est dur »

Nous : « Pourquoi ? »

*Mme B. « A cause de la langue »
(Mme B., Russie)*

Mme B., réfugiée russe de 39 ans en France depuis 2010, a eu deux diplômes universitaires en Russie. Avant de se diplômer comme infirmière pour pouvoir soigner sa mère qui était tombée malade, elle a étudié le droit pendant 6 ans et elle est devenue juriste, emploi qu'elle n'a jamais quitté jusqu'à son départ. C'est ce travail qu'elle aime le plus, mais elle n'est pas confiante de pouvoir l'exercer en France à cause de son niveau de langue :

Nous : « vous avez jamais pensé essayer comme juriste ici ? »

Mme B. : « Non pas du tout, j'aime bien cette profession mais il faut parler parfaitement français. »
(Mme B., Russie)

Elle n'est pas la seule à nous raconter avoir laissé tomber son métier à cause de la langue.

Monsieur G., qui comme nous avons déjà vu était responsable dans des entreprises d'import-export et petit entrepreneur en Biélorussie, suit aujourd'hui une formation pour devenir cariste d'entrepôt :

« Pour cette formation il faut très bien écrire, je peux pas écrire très bien. D'abord je voulais faire une formation comme responsable de rayon, mais mon conseiller, on a parlé sur ça, au CADA, et il semblait difficile si je choisis de faire ça, presque pas possible parce qu'il faut très bien écrire, sinon comment je peux (...), très bien parler et écrire, pour l'instant c'est impossible.

(...)
Et je parle mais bon... c'est pourquoi j'ai choisi un autre métier ici.»
(Monsieur G., Biélorussie)

Et encore, Monsieur S., artiste et journaliste en Syrie, suit en France une formation pour utiliser le logiciel Autocad et devenir building designer. Il aimait son travail de journaliste, mais il ne voit pas de possibilité de l'exercer, tout du moins immédiatement :

Nous: « Will you try to be a journalist here? »

Monsieur S. : « I hope but I think it's difficult, maybe I will start after as a journalist in Arabic language, sur l'internet»
(Monsieur S., Syrie)

Même Mme J., qui avec ses 25 ans est la plus jeune de nos enquêtés, semble avoir compris qu'elle ne pourra pas continuer ses études en sciences politiques. Elle a étudié pendant 4 ans au Pakistan, sans l'approbation de sa famille, pour concrétiser son rêve de devenir avocate, mais ici elle est consciente qu'avec son niveau de langue cela serait trop compliqué et elle est disposée à laisser tomber :

Mme J. : « I want to study more, right now I don't think to become a lawyer anymore, whatever, but I want to study more»

Nous : « Whatever? »

J. : «Yes whatever it is easy to me, because there is the problem of the language, what is easy for me I do it»
(Mme J., Pakistan)

S'intégrer

Finalement, le désir d'apprendre la langue le plus vite possible semble provenir aussi de l'envie de s'intégrer dans la société française.

« *J'ai aussi envie de m'intégrer, mais il me manque la langue* » nous dit Monsieur I., soudanais. Il est jeune, cultivé et plein d'énergie, mais il n'arrive pas à trouver sa place en France parce qu'il ne peut pas communiquer comme il voudrait.

Ce n'est pas seulement une question de travail, mais aussi de relations sociales qui deviennent beaucoup plus compliquées avec un faible niveau de français.

Monsieur G. aussi évoque cet aspect en nous disant « *si je parlerai beaucoup mieux ça va, la langue c'est le plus important, si tu vis dans un pays il faut parler, si on parle pas c'est fini* »

Comme nous l'avons vu, la maîtrise de la langue française se révèle être un obstacle très fort pour l'insertion professionnelle des réfugiés. A cause de leur niveau linguistique, ils se voient forcés à réinventer des nouveaux parcours professionnels qui souvent ne correspondent pas à leurs expériences ou formations préalables.

Néanmoins, cela n'est pas le seul élément intervenant sur leur déclassement. D'autres obstacles, soit de nature administrative soit personnelle, influencent les parcours professionnels de la population étudiée en favorisant ce phénomène.

5.2.2.2. Le problème des diplômes et de l'expérience professionnelle à l'étranger

La possession d'un diplôme reconnu en France ressort dans les récits des enquêtés comme un élément très important pour leur insertion professionnelle.

Les diplômes obtenus à l'étranger ne sont pas facilement reconnus, et cela devient encore plus compliqué pour les réfugiés qui souvent ont laissé leurs documents au pays d'origine dans la hâte du départ.

Recommencer du début

La sensation répandue parmi les réfugiés les plus qualifiés est celle de devoir tout recommencer, comme si tout le parcours passé n'existait pas.

Monsieur I., soudanais, a étudié pendant 5 ans langue et littérature anglaise à l'université de Djouba, au Soudan. Après avoir terminé son Master 2, il a travaillé pendant quelque mois comme interprète dans une ONG anglaise pour l'accueil des réfugiés au Darfour et pendant 2 ans comme professeur d'anglais dans un lycée. Il attendait la réponse à sa candidature pour devenir professeur à l'université quand il a dû s'enfuir.

« *Je sens que c'est une nouvelle vie pour moi, ce que j'ai fait là-bas c'est pas considéré ici* », nous raconte-t-il à propos de son travail. Il n'a pas perdu l'espoir de pouvoir travailler dans un domaine au moins proche à celui qu'il avait choisi, en faisant par exemple des traductions de l'arabe à l'anglais ou comme professeur particulier, mais il sait que sans

un diplôme français il ne réussira pas à recommencer le travail qu'il aimait : *« ils étaient très bien (ses élèves), j'aimais beaucoup mon travail ».*

Mme R., malgache, a la même sensation :

*« Même si on a diplôme de votre pays, en arrivant en France il faut recommencer a zéro hein, c'est ça le problème aussi »
(Mme R., Madagascar)*

Son parcours, en plus, se révèle encore plus compliqué à faire valoir en France. Après le Bac, elle a commencé une filière scientifique à l'université. Pourtant, en même temps elle a suivi une formation professionnelle dans une radio nationale. Après 4 ans, la radio lui a proposé un emploi et Mme R. l'a accepté avec enthousiasme en quittant l'université à la fin du Master 1. Pendant les 17 ans suivants elle a occupé des postes de forte responsabilité jusqu'à être nommée chef des services d'information à la télévision.

Ici, elle suit une formation pour travailler dans le social. Si d'une part cela a été un choix de l'enquêtée, d'autre part elle n'avait pas beaucoup d'autres possibilités : elle n'a pas réussi à emmener avec elle le diplôme universitaire pour le faire valider et, concernant le travail comme journaliste, elle n'a pas de document qui atteste sa formation professionnelle.

Pour pouvoir travailler, elle était consciente de devoir obtenir un diplôme français :

*« Pour moi dans ma tête j'ai dit une fois quand j'ai des diplômes, j'ai quelque chose dans ma poche donc je vais arriver à trouver quelque chose, quelque chose va s'ouvrir quoi, je vais frapper à n'importe quelle porte, parce que si on a rien ici... (...) »
(Mme R., Madagascar)*

Être réalistes

La plupart des enquêtés semblent avoir la même conscience et ils ont souvent accepté la nouvelle situation avec humilité et un réalisme qui étonne des personnes qui, comme nous, n'ont pas vécu des expériences traumatiques et ont la possibilité de choisir leur avenir.

Quelqu'un le dit clairement :

*« Il faut avancer et on verra après. (...) Dans plusieurs années peut-être il changera, mais aujourd'hui j'essaye d'être réaliste. »
(Monsieur G., Biélorussie)*

*« Il faut regarder dans sa vie avec réalité »
(Mme B., Russie)*

D'autres l'évoquent seulement à travers leurs récits et les choix qu'ils prennent, mais en général nous avons perçu de façon très claire dans leurs discours un esprit répandu qui semble dire : « Je fais ce qu'il faut faire ».

« En Biélorussie, j'avais que le Bac, et j'ai travaillé dans l'import-export sans diplôme, là-bas c'est différent. (...) En France sans diplôme c'est pas possible, management dans import-export il faut au moins une formation de 2 ans. », nous raconte Monsieur G. Comme d'autres réfugiés, il ne peut pas se permettre d'étudier pendant si longtemps, il a besoin de travailler, et il a choisi ainsi de se former dans un domaine plus rapide et pratique comme celui du cariste d'entrepôt.

« Je viens de faire la formation, j'ai réussi, ça va j'ai déjà diplôme et maintenant je cherche du travail. (...) C'est difficile mais avec le diplôme c'est plus facile que sans rien »
(Monsieur G., Biélorussie)

Monsieur D. aurait voulu faire valider ses diplômes de Master pour commencer un doctorat en France. Malheureusement, il n'a pas pu emmener les documents originaux et le parcours est devenu beaucoup plus long du prévu. Dans l'attente, il a choisi de se former dans un autre domaine :

« Quand je suis venu ici, je voulais continuer mes études à l'université Sorbonne, j'étais là-bas pour me renseigner, j'avais seulement les photocopies des documents, c'est impossible. Je voulais faire recherche comme je vous ai expliqué, mais ça demande du temps donc pour le moment je voudrais faire un peu de formation pour travailler dans la sécurité. »
(Monsieur D., Mauritanie)

Et encore, Mme J. a 25 ans et elle aurait voulu être avocate. Maintenant, elle nous raconte vouloir étudier n'importe quoi juste pour avoir un diplôme et pouvoir travailler :

« I think I will do what is easy for me because now our position in changed and we need some good job and for a good job I need a diploma, so I want to study. (...) I want to take some diplomas for getting some good job because right now it is hard to survive. »
(Mme J., Pakistan)

Diplôme comme moteur d'ascension pour les moins qualifiés

Même les individus les moins formés, qui n'expérimentent pas des situations de déclassement, se rendent compte qu'ils ont besoin d'un diplôme français pour obtenir un emploi stable et sûr.

Néanmoins, pour ces individus il s'agit d'une opportunité de reclassement en ascension par rapport à leur situation dans le pays d'origine.

Mme V., réfugiée tchadienne de 29 ans qui a arrêté ses études après le collège, est en formation pour devenir assistante maternelle. Juste après avoir obtenu ses papiers elle a travaillé pendant 6 mois comme périscolaire, elle a aimé le métier et elle a choisi de se former pour avoir plus de garanties :

« C'était bien parce que en fait travailler avec des enfants c'est ce que j'aime, c'est mon domaine quoi, j'aime vraiment, c'est pour cela que je veux approfondir, avoir un diplôme.

(...)

J'ai interrompu le contrat pour entrer en formation parce que c'est plus important, parce que je vais sortir avec un certificat professionnel, donc c'est mieux d'avoir un diplôme. »

(Mme V., Tchad)

La même chose est arrivée à Mme A., mauritanienne avec un niveau d'études secondaire inférieur, qui, après avoir travaillé pendant 18 mois dans une école comme agente polyvalente, a choisi de se former en s'engageant dans un CAP enfance. En fait, comme agente polyvalente elle ne travaillait pas directement avec les enfants, bien qu'elle aurait voulu :

« J'ai trouvé travail, j'ai fait 18 mois là-bas dans la même crèche et c'est à cause de ça que j'ai aimé le travail, parce que j'avais jamais travaillé avec des enfants, et avec ça j'ai voulu faire le CAP enfance.

Parce que moi je faisais la cuisine dans la crèche, mais on participait à aider les enfants à manger, à chanter avec eux, on s'occupait un peu d'eux.

Je voulais vraiment le faire (le CAP) pour avoir un diplôme. »

(Mme A., Mauritanie)

La difficulté à accepter un système construit sur la possession du diplôme

Monsieur A., arménien, n'a pas été autant prévoyant. En Arménie il cultivait la terre avec sa mère et il travaillait dans le secteur du bâtiment avec son père. Ses parents lui ont appris tout de ces deux métiers et il a continué à les exercer après leur décès. Mais Monsieur A. n'a jamais étudié et il n'a pas d'attestation professionnelle, ainsi le système français ne reconnaît pas son passé.

Une fois obtenu le statut de réfugié, Pôle-emploi lui a proposé une formation, mais il n'a pas accepté :

« Avant quand j'arrive en France je ne comprenais pas comme ça marche en France, parce que je n'ai pas de diplôme, j'ai rien, mais je connaissais le métier, mon père il était déjà dans le bâtiment, maçon, je connaissais beaucoup.

En France je comprends pas, je dis je n'ai pas de diplôme mais je connais tout, Pôle-emploi il m'a dit « Tu viens et tu fais une formation », j'ai dit : « Non non arrêtez vous, quelle formation ?? Je connais bien ». Ils m'ont dit : « C'est pour toi pas pour nous, tu connais bien mais tu as pas de diplôme, jamais tu pourras trouver du travail stable, cdi et tout ça ». J'ai dit « Non non arrêtez vous, je ne suis pas un petit garçon de 20 ans, quelle formation ?? Non non, arrêtez- vous... »

(Monsieur A., Arménie)

Depuis, il a toujours trouvé du travail en interim avec des contrats provisoires qui le poussent à être au chômage pour une durée de 6 mois tous les 18 mois.

« Je travaille pas pour l'instant, mais en France c'est comme ça, si tu travailles avec Interim obligé de travailler 18 mois, après 18 mois tu es obligé si t'as signé un contrat tu fais chômage, maintenant je fais mon chômage, je fais mes 6 mois et je retourne au boulot. »
(Monsieur A., Arménie)

Il ne se plaint pas, la France le soutient avec les aides au chômage et il dit être tranquille de sa situation financière, mais s'il avait la possibilité de changer quelque chose, aujourd'hui il aurait accepté cette formation :

« Maintenant je dis «Oooh, pourquoi je n'ai pas fait ça ? »
(Monsieur A., Arménie)

Comme nous avons pu observer, la question du diplôme influe beaucoup sur l'insertion professionnelle des réfugiés.

En particulier pour les plus formés, il s'agit souvent de devoir se réinventer en laissant tomber les choix formatifs et les expériences professionnelles passées, au moins pendant les premières années.

Ces résultats sont confirmés par plusieurs auteurs et par les travailleurs sociaux rencontrés. Tous s'accordent sur le fait qu'avoir un diplôme est indispensable dans le marché du travail français et que souvent les réfugiés rencontrent de grandes difficultés à faire reconnaître ceux qu'ils possèdent.

Cela fait partie de ces « *difficulté périphériques* » (Mlathi, Chtaihat, 2001 :15) dont nous avons déjà parlé et dont l'accumulation rend l'insertion professionnelle des réfugiés un parcours très dur.

« *Le système français demande beaucoup* », nous dit M. Redois, du Cph de Tours, en s'accordant avec le témoignage de Mme Laboureau, du Cph de Massy, qui reconnaît dans la non-reconnaissance des diplômes et des expériences à l'étranger des obstacles structurels à l'insertion professionnelle des réfugiés.

En fait, l'expérience professionnelle accumulée dans le pays de départ est très rarement prise en considération et le manque d'expérience professionnelle du pays d'accueil intervient aussi dans le déclassement des réfugiés. (Colic-Peisker and Tilbury, 2007).

5.2.2.3. L'immobilité forcée et la difficulté à se projeter

D'autres éléments de nature plus psychologique jouent un rôle important dans la possibilité des réfugiés de s'insérer professionnellement dans la société française en accord avec leur vie avant la migration.

Il s'agit en particulier de l'influence de la période d'attente des papiers sur leur esprit.

La période de demande d'asile est caractérisée par « *une immobilité et une passivité forcées qui produisent une perte de compétences et de confiance même dans les plus formés* », nous raconte M. Redois, du Cph de Tours.

Selon Said Hanchane et Eric Verdier, chercheurs depuis des années et auteurs de l'article « Déclassement et valorisation des ressources éducatives », il est important de souligner la possibilité d'une détérioration des compétences professionnelles et du capital humain s'ils restent trop longuement sous-utilisés (Hanchane, Verdier, 2002).

En fait, pendant plusieurs mois, jusqu'à des années, les demandeurs d'asile attendent une réponse sans rien pouvoir faire.

Bien qu'il existe la possibilité de demander une autorisation au travail pendant cette période, en pratique ce droit ne se concrétise que rarement, comme le témoigne Monsieur G. :

*« Cette loi existe mais c'est très difficile, la majorité des fois les préfets donnent pas autorisations »
(Monsieur G., Biélorussie)*

La difficulté à se projeter

La première chose qui ressort des récits recueillis est une difficulté à se projeter dans la nouvelle société à cause d'éléments différents.

D'une part, plusieurs enquêtés témoignent une forte difficulté à trouver leur place dans la nouvelle société due à une désorientation provoquée par le nouveau pays :

*« (...) La première période c'est vraiment très difficile pour nous adapter, un peu orienter, comment, on est où, comment tout va se passer (...) »
(Monsieur G., Biélorussie)*

*« C'est difficile quand on entre en France on connaît pas les routes, la langue... »
(Monsieur A., Arménie)*

*« There is a new regime for us, we had to learn everything here »
(Monsieur C., Syrie)*

D'autre part, soit la distance de la famille, soit le trauma de la migration, soit les interdictions administratives posées par la France jettent les réfugiés dans un état d'immobilité et d'incertitude tel qu'il rend extrêmement compliqué l'essai d'imaginer et de concevoir une stratégie pour l'avenir.

La distance de la famille se répète dans plusieurs récits :

« ça reste beaucoup difficile, parce que j'ai pas des contacts, ma mère et les enfants ils sont là-bas... »
(Monsieur D., Mauritanie)

« C'était un peu difficile parce que j'avais laissé là-bas mon fils, mon père il avait décédé en 2006, il était là avec ma mère et ma sœur »
(Mme A., Mauritanie)

Le témoignage de Mme R. à ce propos se révèle particulièrement clair quand elle nous dit :

« Qu'est ce que je dois faire, je dois me projeter dans quelque chose ? il y a mon mari qui est là-bas... (...)»
(Mme R., Madagascar)

La famille est souvent très lointaine, il est impossible de la rejoindre. Accepter définitivement la nouvelle situation en projetant des parcours formatifs ou professionnels signifierait rendre encore plus réelle cette distance. Pour les réfugiés, il faut donc du temps pour travailler intérieurement ces sentiments, en ralentissant ainsi le parcours d'intégration dans la nouvelle société.

A ce propos, il nous semble que la situation des réfugiés se différencie par rapport à celle des autres migrants qui, bien qu'ils expérimentent aussi des parcours douloureux marqués par la distance de la famille, partent souvent avec un projet déjà construit et avec le but de soutenir et garantir une vie meilleure à ceux qui sont restés au pays d'origine. Cette distance, tout en demeurant pénible, se révèle ainsi être le moteur qui les pousse à agir. Les réfugiés, par contre, se trouvent catapultés dans un nouveau monde, sans pouvoir rentrer et sans l'avoir choisi. C'est pourquoi ce même élément les jette, au moins pendant la première période, dans un état d'aliénation qui ne leur permet pas de réagir positivement.

Vivre entre parenthèses

Ce n'est pas seulement la distance de la famille à rendre compliquée la conception d'un avenir en France.

En fait, pendant la période de demande de la protection *« on est mis entre parenthèses, la personne n'acquiert pas les compétences pour vivre »* et s'insérer dans la société française, nous raconte Mme Laboureau, responsable du Cph de Massy.

Les discours des réfugiés enquêtés confirment son point de vue :

« Quand on vient on a pas des papiers, on sait pas si on va avoir les papiers ou pas, on est dans le doute, c'est dur, c'est lourd, il y a beaucoup de choses qu'on peut pas avoir, c'est comme si on est rien du tout.
C'est un parcours de combattants »
(Mme A., Mauritanie)

« Ah c'est très très ennuyant, parce que ça vous tourmente tout le temps, ça vous perturbe, même la nuit vous arrivez pas à dormir, c'est tout à fait normal, parce que c'est trop dur à vivre, vous vous questionnez toujours, vous faites toujours référence à votre pays. (...) »

On peut rien faire, on regarde tout ce qui est formation, qu'est ce que je pourrais faire si j'aurais les papiers, dans le reste du jour on est toujours dans le questionnement, toujours point d'interrogation (...) »

(Mme R., Madagascar)

« It was hard because we have nothing to do and just wait and wait and always at home, it was very difficult. »
(Mme J., Pakistan)

En plus, selon les travailleurs sociaux rencontrés, une fois les papiers obtenus, les réfugiés vivent une « période de décompensation » qui allonge les temps d'insertion professionnelle. Le seul but est l'obtention des papiers, ils pensent qu'une fois les avoir obtenus le processus se termine. Ils se rendent compte tout d'un coup que « ce n'est que le début », d'un jour à l'autre « tout le reste remonte » et les personnes ont besoin d'une « période de repositionnement » pour l'accepter et recommencer à bouger¹⁶.

Rompre l'immobilité

L'immobilité dont nous venons de parler dure souvent plusieurs années et elle ne commence pas toujours en France.

Monsieur S., par exemple, après avoir quitté la Syrie, a vécu 2 ans en Jordanie avant d'arriver en France. Là-bas il n'a pas eu l'occasion de travailler parce qu'il dit que les réfugiés n'en ont pas le droit. Pendant 2 ans il a vécu grâce à des amis qui lui empruntaient de l'argent pour survivre. Il nous parle de cela comme d'une période très difficile.

Cette immobilité forcée et prolongée vécue par des individus très actifs professionnellement dans leur pays d'origine est l'une des causes du déclassement des réfugiés.

En effet, après avoir été forcés à la passivité, une fois qu'ils ont à nouveau la possibilité de travailler, les enquêtés nous révèlent être prêts à accepter n'importe quel type d'emploi afin de rompre finalement cette immobilité.

« Il me manque le travail, je veux travailler maintenant, n'importe quoi, je ne suis pas habitué à ne pas travailler », dit Monsieur S., qui est inactif depuis son départ de la Syrie en 2011.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé, d'autres enquêtés ont manifesté le même désir :

Nous : « Ce qui arrivait vous prenait ? »

¹⁶ D'après une conversation avec la responsable du CPH de Massy le 28/01/2015 et avec le responsable pour l'insertion professionnelles des réfugiés du CPH de Tours le 20/04/2015.

Monsieur A. : « Oui parce qu' on fait quoi ?, ça faisait 3 ans qu'on travaillait pas, pour nous c'est pas bon. » (Monsieur A., Arménie)

*« Je veux le travail, pour moi c'est très difficile rester sans travail, je peux pas, pendant 23 ans j'ai toujours travaillé et maintenant c'est difficile rester sans. »
(Monsieur G., Biélorussie)*

5.2.2.4. Réseaux déclassés ou isolement

La plupart de la littérature sur le sujet reconnaît entre les causes du déclassement professionnel des réfugiés le recours à des réseaux communautaires souvent déclassés eux-mêmes.

En effet, selon plusieurs auteurs ils s'adressent à leur réseau familial ou ethnique pour trouver de l'aide dans la recherche d'un emploi. Cette pratique, si elle permet de commencer à travailler plus rapidement, favorise cependant le déclassement, car la plupart du temps, les réseaux mobilisés sont eux-mêmes « *dévalorisés socialement* » (Blanco, Barou, 2011 :62).

Cette dynamique résulte particulièrement vraie pour les femmes : elles entrent souvent dans un processus de prise en charge de responsabilités dans le soin des enfants ou des personnes âgées de la communauté d'appartenance, en sacrifiant ainsi du temps et des énergies qui pourraient être canalisées dans la recherche d'un emploi adéquat (Lamba, 2003).

Colic-Peisker and Tilbury ajoutent que le fait d'engager des relations uniquement à l'intérieur du groupe d'appartenance laisse les réfugiés hors du système du bouche à oreille, à cause d'un manque de contacts favorables dans des ambiances professionnelles (Colic-Peisker and Tilbury,2007). Sortir du réseau familial ou ethnique aiderait en fait à connaître des autochtones qui pourraient ouvrir des possibilités d'emplois alternatives et plus qualifiantes.

Pourtant, l'analyse des entretiens menés dans le cadre de notre recherche révèle un scénario complètement différent.

En fait, presque la totalité des enquêtés a affirmé ne pas fréquenter des associations communautaires ni aucun groupe ethnique. Au contraire, dans la plupart des cas, ils essayent d'éviter le contact avec la communauté d'origine.

Nous identifions la cause de ce refus dans la nécessité de prendre de la distance de ce qui a causé leur persécution et qui les a obligés à s'enfuir.

La communauté ethnique présente en France est vécue comme le symbole des violences et des traumatismes subis et refuser d'en faire partie semble un moyen pour se protéger.

« I don't want to have anything in common with Pakistan, it hurts too much », nous dit Mme J. qui a seulement 25 ans et qui est arrivée en France avec sa sœur, plus jeune qu'elle de 2 ans.

Au Pakistan, sa famille l'a obligée à se marier avec un cousin qui s'est révélé être un homme autoritaire et violent. Lors d'une dernière volée de coups à son égard, Mme J. a décidé de s'échapper. Ici, elle n'a personne à part sa sœur avec laquelle elle vit. Cependant elle reste très ferme dans le choix de ne pas entretenir de contacts avec sa communauté d'origine.

Cette position de fermeture est partagée par beaucoup d'autres parmi nos enquêtés et la raison semble être toujours la même :

« Je sais il y a des mauritaniens mais j'ai peur des mauritaniens parce qu'on est pas même chose, avant tout je suis pas musulman, et tous les mauritaniens le sont, donc je fais attention, et tous mes problèmes sont toujours venus des mauritaniens »
(Monsieur D., Mauritanie)

Monsieur G. : « On a pas des contacts par des associations, je pense c'est dangereux un peu »

Nous : « Pourquoi ? »

Monsieur G. : « Parce que dans les associations toujours existe quelqu'un qui est un peu... » (il fait un geste comme pour dire fou)

(Monsieur G., Biélorussie)

Nous : « Est-ce que vous fréquentez des associations de Russie ici ? »

Mme B. : « Non »

Nous : « Parce qu'il y en a pas ? »

Mme B. : « Si, il y a mais pourquoi je suis arrivée en France... mon mari il est tchétchène et moi russe, c'est dur pour nous, et c'est pourquoi nous sommes en France, et c'est dur avec ce groupe. »

(Mme B., Russie)

Si pour plusieurs il s'agit d'une question de protection, d'autres s'éloignent de la communauté d'origine avec des raisons qui semblent moins fortes et définitives, mais qui produisent le même isolement.

C'est par exemple le cas de Monsieur A., qui explique sa distance de la communauté arménienne avec une nécessité d'intégration :

Monsieur A. : « J'aime pas ça parce que... je sais pas beaucoup, trop d'arméniens, je viens en France et alors j'ai des collègues algériens, français. »

Nous : « Vous avez pas envie d'être dans un groupe d'arméniens ? »

Monsieur A. : « Voilà, non, je veux être tranquille avec mes voisins et mes collègues. »
(Monsieur A., Arménie)

Mme R., par contre, après une vie faites d'horaires fous et de voyages à l'étranger, nous raconte ne pas avoir envie d'être parmi les gens, et préférer rester avec sa famille à la maison :

Mme R. : « Apparemment il y a beaucoup de malgaches à Tours... »

C'est que moi personnellement j'ai pas trop envie d'aller voir les gens. »

Nous : « Vous avez pas envie de vous engager dans une association ? »

Mme R. : « Non pas du tout »

(Mme R., Madagascar)

Les raisons de Monsieur C. sont encore différentes. En fait, la communauté syrienne est particulière par rapport aux autres parce qu'elle est très engagée politiquement. Il y a des associations syriennes dans plusieurs grandes villes de France et souvent il s'agit d'une activité culturelle contre le régime dictatorial en Syrie.

Monsieur C. a commencé à payer pour ses opinions politiques à l'âge de 17 ans quand il a été emprisonné et condamné à 6 ans de réclusion. Après, il est devenu artiste et journaliste dans le secteur de l'art, mais il n'a pas arrêté d'exprimer librement ce qu'il pensait, soit à travers ses écrits, soit à travers ses œuvres.

En 2012 il a laissé son pays et il a vécu 8 mois au Liban où il se sentait quand-même en danger :

« The same danger, the same groups, there are a lot of guns, there is no law in Lebanon »

(Monsieur C., Syrie)

En 2013 il est finalement arrivé en France. La persécution politique a marqué sa vie et maintenant il est fatigué, il n'a plus la force de s'engager. C'est pour cela qu'il ne veut pas entretenir des contacts avec les associations syriennes en France :

Nous : « And do you have some groups or associations? »

Monsieur C. : « No, there are many Syrians especially in Paris, you can see them in France 24 and Aljazeera »

Nous : « Ok but you are not interested? »

Monsieur C. : « About myself, the politics became hard in my spirit. »

(Monsieur C., Syrie)

La prise de distance de la communauté d'origine rend les réfugiés enquêtés des individus plutôt isolés. En effet, pour la plupart ils sont arrivés seuls ou seulement avec leur conjoint et les enfants et ils n'avaient pas de contacts en France avant d'arriver. Ce manque de réseaux influe négativement sur leur insertion professionnelle.

Mme Laboureau du Cph de Massy confirme notre point de vue en observant un manque de réseaux professionnels.

Elle nous dit : « *C'est ça qu'ils demandent le plus* ». Elle affirme que, pour ce qu'elle a pu constater pendant son expérience comme responsable d'un Cph, les réfugiés, sauf pour ceux asiatiques, ne peuvent pas compter sur des réseaux familiaux ou communautaires structurés et efficaces, on voit seulement la présence de réseaux d'entraide basiques qui n'ont pas d'influence sur l'insertion professionnelle.

En restant conscients du fait que notre enquête ne peut pas être considérée représentative, il nous semble quand-même intéressant de noter la différence de

résultats que nous avons obtenus par rapport à la littérature sur le sujet. Nous ne nous expliquons pas les raisons de cette différence, et nous considérons que cela laisse la porte ouverte à de nouveaux questionnements concernant notre objet d'étude.

En tout cas, qu'il s'agisse de réseaux déclassés ou de manque de réseaux, les deux perspectives mettent en relief l'influence négative de ces éléments sur l'insertion professionnelle des réfugiés et elles les reconnaissent comme des facteurs importants dans la création de situations de déclassement professionnel.

6. ÉVALUATION SUBJECTIVE DU DÉCLASSEMENT et RAPPORT AU TRAVAIL

Études scientifiques et données de terrain

Le but de notre recherche n'étant pas simplement celui de saisir les causes du déclassement professionnel des réfugiés, mais aussi de comprendre les significats qu'ils lui donnent et leurs sentiments par rapport à ce phénomène, nous avons ainsi essayé à travers nos entretiens de distinguer les différents éléments par lesquels les réfugiés s'identifient et les aspects du travail qu'il mettent en avance.

Dans ce sens, les résultats obtenus semblent confirmer notre deuxième hypothèse selon laquelle les réfugiés sont capables de vivre positivement des situations de déclassement grâce à la mise en valeur d'autres éléments.

Ces éléments se sont révélés être différents et ils ne sont pas toujours en lien avec ceux que nous avions supposé.

Ci-après, nous allons les analyser approfondissement.

6.1. Mise en valeur de l'aspect économique du travail

Selon Domitille Blanco et Jacques Barou, pour les réfugiés, le travail « *se recentre sur son aspect économique* » (Blanco, Barou, 2011, p.51). En effet, ils affirment que, face au besoin immédiat de trouver des ressources économiques une fois obtenu le statut, le travail devient plus une nécessité qu'un moyen de satisfaction personnelle et d'expression de soi-même comme on se le représente aujourd'hui.

Certes, continuent les auteurs, ils ne le choisissent pas : c'est l'ensemble de facteurs sociaux, institutionnels et personnels qui interviennent sur leur insertion professionnelle et qui les détachent de leurs aspirations et de leurs capacités

En fait, une fois obtenu le statut, les réfugiés commencent immédiatement à devoir prendre en charge toutes les obligations économiques au sein de la nouvelle société : scolarisation des enfants, loyer, vie quotidienne ... Ils sont ainsi poussés à accepter rapidement n'importe quel emploi pour pouvoir subvenir à leurs propres besoins (Blanco, Barou, 2011).

Cependant, notre travail de terrain nous a permis de constater qu'ils semblent accepter positivement cette situation, sans se plaindre beaucoup.

Nous observons à nouveau un esprit très réaliste au sein de beaucoup de nos enquêtés. Comme nous l'avons déjà vu précédemment, au moment des entretiens ils étaient inactifs depuis longtemps et ils commençaient à avoir la nécessité de travailler pour avoir des revenus propres, pour se sentir finalement vivant et partie de quelque chose, et aussi pour acquérir un peu d'indépendance vis-à-vis du système français :

« *I hope I can sell something (il se réfère à ses tableaux) because it's not easy to go on, I haven't work and I need every time to ask for "comme rsa", it's not easy* »
(Monsieur C., Syrie)

Comme Monsieur C., plusieurs autres enquêtés survivent avec les aides de l'Etat. Cela les fait sentir dépendants et peu utiles, sentiments qui influent fortement sur le phénomène de déclassement. En effet, pour rompre cette dynamique de dépendance, beaucoup d'entre eux accepteraient tout type d'emplois, qu'il soit ou pas en accord avec leurs ambitions et leurs expériences passées :

« *En France tu peux jamais perdre, si tu travailles pas l'État t'aide, CAF et tout ça, mais j'aime pas ça, j'aime pas ne pas travailler.* »
(Monsieur A., Arménie)

A part pour l'acquisition de leur indépendance, c'est l'esprit de survie qui pousse les réfugiés vers des emplois de plus bas niveaux par rapport à ceux exercés dans leur pays d'origine en tant que plus rapidement accessibles.

Mme J. : « (...) *The problem is we are two girls and we have nothing, now we are starting French classes and we want to do work because the caf give us 600 Euros per month and 600 for this house, electricity, gas, taxes, insurance, bank... it's not enough, we want to do work because we are young and it is too much difficult to survive like that* »

Nous : « *What would you like to do?* »

Mme J. : « *Any kind, we need work, any kind of, ménage, helping old people, hospitals, any kind of, no matter, just working* »
(Madame J., Syrie)

« *Je cherche je cherche, pour survivre...*

Si je trouvais quelque chose en relation avec ma chose bien, sinon ça sera quelque chose d'autre »
(Monsieur I., Soudan)

Mme A. est tombée enceinte pendant son CAP enfance. Une fois terminée la formation elle aurait bien voulu travailler, mais sa grossesse était à risque. « *Là j'aurais pas choisi (le type d'emploi), je prends tout quoi, je vais tout prendre, mais si ce n'est pas possible je choisis mon enfant, et après j'étais fatiguée, j'étais malade, un début de grossesse difficile, et j'ai laissé de chercher du travail* » elle nous raconte.

Quand sa fille avait 4 mois, elle a obtenu une place à la crèche, et Mme A. a finalement pu commencer à travailler. Malheureusement, elle n'a pas trouvé ce qu'elle cherchait, mais elle a quand-même accepté l'emploi :

Nous : « *Vous avez trouvé dans une crèche ?* »

Mme A. : « *Oui mais pas pour travailler avec les enfants parce que c'était agente polyvalente ce qu'ils cherchaient, et comme moi je voulais rentrer parce que j'étais restée sans travailler par surprise à cause de ma grossesse, là je voulais rentrer...*

*Parfois c'est un peu difficile, mais ça va aussi, parce qu'après si on a pas d'autre chose à côté,
c'est comme ça...*

*Vous savez quand on commence dans une place on veut pas, on sait pas si on va avoir pire,
même s'il y a des choses qui manquent... il faut travailler et chercher de l'argent »*

Au début de son parcours en France, elle avait pensé essayer d'obtenir le Bac pour s'ouvrir de meilleures possibilités, mais cette propension au réalisme que nous avons perçu dans les discours de plusieurs de nos enquêtés est intervenue dans son choix :

*« Quand je suis venue ici je voulais continuer, mais après je me suis dit c'est trop tard là (...)
Avec la force des choses on se rend compte qu'on a perdu beaucoup de temps, que là ce n'est plus
le moment (...) »
(Mme A., Mauritanie)*

Pour répondre à cette nécessité économique, il y en a qui envisagent volontairement des stratégies de recherche d'emploi qui conduisent à des expériences de déclassement.

C'est le cas par exemple de Monsieur D. qui en Lybie a obtenu un diplôme de Master 2. Pendant ses études, il a exercé plusieurs petits emplois afin de subvenir à ses besoins. *« Quand j'étais en Lybie j'ai fait un an d'électricité et aussi dans le restaurant universitaire comme ménagère et aussi dans les champs à piquer les fruits et avec les vaches »*. Il nous raconte avoir aussi passé en contrebande de l'alcool et travaillé dans l'échange illégal de devise : *« Il est interdit mais quand même il faut essayer de vivre »*.

Ici, il a décidé de profiter de son expérience libyenne comme électricien pour essayer de trouver un travail le plus vite possible, bien qu'il s'agisse d'emplois bien inférieurs à son niveau d'études.

Mme B. a pris une décision similaire. Doublement diplômée en droit et comme infirmière spécialisée, en Russie elle a accumulé des années d'expérience professionnelle dans les deux domaines.

En France, elle a choisi de suivre une formation pour devenir aide soignante, emplois qui la pousserait dans une situation de déclassement. Cependant, elle nous raconte avoir bien réfléchi à son choix et avoir agi de manière pragmatique pour assurer à elle-même et à ses deux enfants un avenir stable :

*« Je voudrais bien travailler ici, j'espère que je trouverai un travail et après ça va.
Si je passe le concours, c'est facile trouver le travail dans ce secteur, c'est pourquoi je l'ai choisi,
parce qu'il y a beaucoup de travail. »
(Mme B., Russie)*

Au-delà du seuil de survie, les raisons pour accepter tout type d'emploi, en obtenant ainsi des revenus, sont plusieurs et différentes selon les histoires personnelles.

Par exemple, pour Monsieur D. il s'agit d'une question de famille. De ses trois enfants, un est resté avec sa mère en Mauritanie, les deux plus âgés sont au Sénégal avec ses frères. Il n'arrive pas à communiquer quotidiennement avec eux parce que les oncles, musulmans plutôt intégristes, essayent d'empêcher la communication avec ce frère qui a renié l'islam.

« *Ils sont mes enfants, je vais les prendre* », il nous dit fermement en nous montrant des photos, « *s'il y a du travail je travaille, n'importe quoi, je ne peux pas emmener mes enfants ici si je n'ai pas de travail.* »

Par contre, pour Monsieur A., qui a vécu dans la pauvreté jusqu'à son départ, l'emploi en France est intimement lié à la possession de biens matériels et à la démonstration d'un statut à l'intérieur de son circuit de relations. « *Si on travaille pas, pas de voiture, on mange pas, il y a beaucoup d'amis qu'on invite chez nous.* », il nous explique, « *beaucoup à payer, mais en tant qu'on travaille c'est bon, il n'y a pas de problèmes, ça c'est vie. (...) Ici maintenant tout tranquille, tous les 4 on a passé le permis, chaque personne sa voiture* ». Ses yeux brillent d'orgueil pendant qu'il nous montre les 4 voitures garées devant la porte d'entrée.

Comme nous avons pu l'observer, l'absence prolongée de revenus pousse les réfugiés à donner plus d'importance à l'aspect économique du travail qu'à sa cohérence par rapport à l'expérience préalable à la migration. Néanmoins, nous avons constaté que les raisons de cette dynamique se révèlent être nombreuses.

En tout cas, nous reconnaissons dans cela un des éléments qui permettent aux réfugiés d'évaluer de façon positive des situations de déclassement professionnel.

6.2. Le changement de peau

Un autre élément important qui est ressorti plusieurs fois pendant les entretiens concerne un désir répandu de changement de peau des enquêtés par rapport à tout ce qui représente le passé.

Cela nous renvoi au refus de la communauté d'origine que nous avons analysé préalablement. En effet, bien que nous l'ayons identifié comme la cause de l'isolement des réfugiés, caractéristique qui influe sur la création de situations de déclassement, d'autre part ce refus répond à un sentiment évident de forte rupture avec l'expérience de persécution passée.

Dans ce sens, nous avons fait face à un scénario très différent par rapport à celui que décrit Pierre Billion dans un article de 2001 publié par la revue *Hommes & Migrations*, où l'auteur concentre son attention sur les trajectoires professionnelles des réfugiés du Sud-est Asiatique.

En effet, Billon observe que la plupart d'entre eux se situent à un niveau très bas de qualification d'emploi et de statut social. Ils occupent surtout des postes d'ouvriers, d'employés du commerce et de personnel de service.

Cette réalité rompt, dit Pierre Billon, avec l'idée commune des asiatiques en ascension sociale et démontre la présence du déclassement et de situations professionnelles précaires.

À propos du déclassement de ces réfugiés qui occupent souvent des postes de subalternes dans des petites et moyennes entreprises, Billon constate qu'il est contrebalancé par des compromis culturels et par une très forte et puissante activité associative, qui essaye d'impliquer les élus des collectivités locales, les travailleurs sociaux, les administrations locales et les enseignants dans la construction de partenariats et réseaux.

La discrétion et l'« invisibilité » au travail, l'acceptation d'un emploi moyen qui « *ne laisse aucun espoir de mobilité sociale* » (Billon, 2001 :47), le fait de ne « pas déranger » et de ne pas mobiliser des sentiments de concurrence auprès de la « majorité », sont récompensés par une reconnaissance culturelle.

Parmi eux, ce n'est pas l'identité de classe qui prévaut, mais celle ethnique. Ainsi, le déclassement est contrebalancé par un sentiment très fort d'appartenance ethnique (Billon, 2001).

Par contre, les réfugiés que nous avons rencontré ne s'appuient pas du tout sur leur identité ethnique pour supporter des situations professionnelles de faible qualification. Au contraire, c'est précisément cette volonté de rupture avec le passé qui semble les aider à évaluer différemment leurs opportunités d'emplois en France. Ils se disent disposés à accepter, et même à choisir, le déclassement tant qu'ils ne doivent pas rappeler leur trauma.

Les mots de Mme R. à ce propos nous semblent décrire parfaitement ce que nous venons d'expliquer :

Nous : « Et ici vous écrivez un peu ? » (Mme R. était journaliste)

Mme R. : « Non non non (...) »

Nous : « Vous écrivez même pas des blogs ? »

Mme R. : « Non non ici non »

Nous : « C'est fini ? »

Mme R. : « Oui oui je dirais qu'avec le journalisme je m'arrête là, je vais plutôt... je pense encore étudier après mais dans le social »

Nous : « Et pourquoi vous voulez pas essayer de continuer ça en France ? »

*Mme R. : «Parce que **c'est trop dur** pour moi, le départ..., donc **c'est par ce métier-là que j'ai eu des problèmes donc je dis non**, je ne dis pas jamais, dans la vie on dit jamais jamais, mais maintenant non, je pense pas »*

Nous : « C'était trop dur ? »

Mme R. : «Oui et je ne veux pas que ma famille va subir les conséquences après quoi»

Nous : « Vous avez peur d'avoir encore des problèmes ? »

*Mme R. : « Non c'est pas ça du tout mais **reprendre encore ce mot là...journaliste...pour moi ça m'a laissé des séquelles donc c'est pour cela**»*

(Mme R., Madagascar)

Comme nous pouvons l'observer, Mme R. refuse catégoriquement tout type de lien avec le métier passé, qui est la cause de sa migration forcée et source de son trauma. Tant que le nouveau métier ne lui rappelle pas une telle expérience, elle l'accepterait sans se préoccuper du déclassement.

Il nous semble donc que soit le refus d'un métier, soit celui de la communauté d'origine soient symptôme du désir plus ou moins conscient de changer de peau pour laisser derrière les violences, la peur, le danger.

Ce sentiment de rupture semble ainsi être plus fort qu'une possible déception à l'égard d'un emploi éloigné des expériences formatives et professionnelle précédentes. En fait, ces expériences font elles-mêmes partie d'un passé auquel les réfugiés semblent vouloir mettre fin.

« I don't think to that life anymore, I don't think about the dreams of that life »

(Mme J., Pakistan)

6.3. La dette envers la France

Les réfugiés rencontrés ont développé envers la France un sentiment de respect et de dévotion tel qu'ils sont capables d'accepter des conditions défavorables à leur égard grâce à un esprit de loyauté et de légalité.

Nous avons eu l'impression qu'ils ne se sentent pas autorisés à faire des requêtes à la France, qu'ils acceptent ce qui arrive ou ce qui leur est imposé sans aucune pointe de critique puisqu'ils expérimentent un sentiment de dette envers ce pays qui leur a donné la liberté :

« Le pays de la liberté c'est la France. (...)

La France nous a donné beaucoup. (...) Je n'ose pas dire du mal à la France. »

(Mme R., Madagascar)

En parlant avec Monsieur G. par rapport à la période de la demande d'asile et à l'immobilité forcée que nous avons décrit précédemment, nous nous sommes rendus

compte que, tout en admettant la difficulté de rester inactif sans rien pouvoir faire, il avait accepté l'interdiction de travailler pour les demandeurs d'asile avec un esprit collaboratif :

*« Rester sans travail c'est difficile mais c'est la loi, on était obligé de rester comme ça pour respecter la loi »
(Monsieur G., Biélorussie)*

L'inégalité de droit subie n'est pas perçue avec amertume, mais comme le comportement acceptable d'un pays qui, en expérimentant une période de crise, doit, tout en respectant le droit d'asile, protéger sa population :

*« Beaucoup de chômage aussi ici en France, si les demandeurs d'asile travaillaient, ça serait difficile »
(Monsieur G., Biélorussie)*

Le même sentiment ressort des mots de Monsieur I. par rapport au travail noir comme possible moyen de subsistance :

*Nous : « Vous avez même pas travaillé en noir ? »
Monsieur I. : « Ah non, ici c'est pas évident, c'est une infraction.
Et ici je dois respecter la loi, c'est pas évident, c'est dur, mais je dois la respecter »
(Monsieur I., Soudan)*

« France gave us everything, this house and help and money, France gave me everything », nous dit Madame J.

Témoignages de ce type nous semblent raconter un sentiment d'inadéquation que les enquêtés expérimentent à l'égard de la France.

Avec cette phrase Mme J. semble nous dire : « En comparaison avec ce que la France m'a donné (EVERYTHING), je ne ferai jamais assez. ». Face à un sentiment de ce type, les réfugiés sont ainsi disposés à s'engager dans ce qui leur est demandé pour démontrer leur gratitude.

Ainsi, souvent il ne s'agit pas simplement d'un sentiment de respect et d'acceptation pour ce que la France décide pour eux et leur propose. Au contraire, le travail peut devenir un moyen pour payer la dette qu'ils sentent d'avoir.

*« Je dois travailler et payer les impôts comme tous, parce que c'est le pays qui m'a donné la protection, moi je dois payer aussi quelque chose à la France »
(Monsieur I., Sudan)*

« Je trouve qu'avec le social aussi on peut apporter beaucoup de choses vers les gens et quand on passe dans des situations exceptionnelles comme ça, des difficultés comme ça, qui n'est pas du tout notre choix, on dirait qu'on a envie toujours d'aider les autres, d'aller vers les autres parce que moi aussi personnellement il y a des moments où les gens ici sont venus envers moi donc, je pense à tout ça aussi... on a reçu beaucoup, on reçoit beaucoup, donc c'est à moi aussi de transmettre après »

(Mme R., Madagascar)

Cela influe fortement sur le rapport que les réfugiés ont avec leur travail et sur l'évaluation de leur déclassement.

En fait, si l'emploi est vécu comme un moyen pour restituer à la France ce qu'elle a dépensé en les accueillant, en termes économiques et d'investissement social, son niveau de qualification cesse d'être un élément important dans l'évaluation de sa propre situation.

Nous pensons donc qu'il ne faudrait pas sous-évaluer cet aspect dans l'étude du déclassement subjectif des réfugiés.

6.4. Mise en valeur de l'identité de réfugié

Comme nous l'avons déjà vu, le but principal de notre enquête est celui de comprendre quelle valeur a le travail pour les réfugiés et quels sont leurs ressentis par rapport à des situations de déclassement professionnel. En partant de la conviction que les cadres d'identification possibles de chacun sont nombreux, nous avons donc essayé de saisir ceux mis en avant par les réfugiés dans l'évaluation de leurs trajectoires.

Un des éléments qui est ressorti fréquemment pendant les entretiens avec nos enquêtés a été un objectif partagé de calme, sécurité et stabilité.

« Je pense la France c'est le pays de la démocratie, moi je bouge, je marche dans la rue, tranquillement. (...) »

Moi la première chose c'est la protection, moi j'ai trouvé, je dis à la France merci beaucoup. »
(Monsieur I., Soudan)

« Je suis très très content parce que jamais pas de problèmes, je suis tranquille, ma famille est tranquille, jamais de problèmes, il y a des problèmes parce qu' on connaît pas bien les choses, les papiers administratifs, mais ce n'est pas difficile d'habiter, on est tranquille, on travaille, on vient le soir chez nous, tout est bien, tout est bien, pas de peur, jamais personne qui vient taper sur la porte, c'est ça qui a changé le plus, maintenant c'est bon pour nous. »
(Monsieur A., Arménie)

L'expérience de la migration forcée change le regard des réfugiés sur leur vie.

Si dans le passé ils avaient essayé de concrétiser leurs rêves et de donner du suivi à leurs aspirations personnelles, une fois avoir réussi à échapper la persécution et être passés à travers la peur et l'incertitude, ce sont la paix et la liberté les éléments les plus importants d'identification.

« Réfugié » cesse donc d'être seulement un rôle administratif donné par les institutions françaises et devient le cadre d'identification principal des enquêtés.

Ils n'ont pas choisi d'être ici, et la seule chose qu'ils cherchent vraiment est la protection. Tout le reste, y compris le travail en tant qu'élément d'identification et de satisfaction personnelle, est relégué à l'arrière-plan.

Monsieur I. : « Je suis pas là pour faire travail, pour devenir riche, mon objectif ici c'est la protection. »

Nous : « qu'est ce que vous voulez pour votre vie en France ? »

*Nous : « Rien, je suis ici, c'est suffit »
(Monsieur I., Soudan)*

*« J'ai pas du travail, mais c'est un pays très gentil, je préfère comme ça bien réglé avec la loi logique, le gouvernement essaye de faire des bons lois, ça c'est bon, 100 pour cent c'est pas possible nulle part, mais ici 80 pour 100 c'est bien »
(Monsieur G., Biélorussie)*

Nous : « En Russie vous gagniez beaucoup et maintenant vous arrivez pas à trouver un travail, comment vous sentez avec ça ? »

Mme B. : « Ça va ça va, parce que ici je suis plus tranquille qu'en Russie, je suis tranquille pour mes enfants, même si j'ai moins d'argent et je vis mieux. »

La seule requête est la fin de la peur, l'ordre, la normalité. Trouver un travail quel qu'il soit signifierait redonner du rythme régulier et de la stabilité à sa vie : aller au travail le matin, rentrer le soir et parler avec sa famille, organiser des barbecues le weekend, voyager un peu pendant l'été... :

« (En Biélorussie) je faisais du sport, je me rencontrais avec mes amis, on faisait des barbecues, sport, travail et après travail à 18h à la maison, et après le lendemain encore travail, le weekend on allait quelque part, on allait en Arménie chez sa (de sa femme) mère, comme ça, une vie normale, on menait une vie normale (...)

*« Maintenant, on peut dire déjà une vie normale, il reste juste de travailler systématiquement »
(Monsieur G., Biélorussie)*

« J'aimerais bien me stabiliser, maintenant j'ai un CDD, ça va terminer dans un an et après je ne sais pas. (...)

Je voudrais ne plus penser, franchement je voudrais être zen quoi, ça fait beaucoup d'années que je combats. »

(Mme A., Mauritanie)

Ces sentiments s'élargissent aux enfants sur lesquels il est reversé « *un investissement énorme* »¹⁷. Ce n'est pas seulement pour eux-mêmes que nos enquêtés recherchent la tranquillité, mais aussi, et surtout, pour leurs petits.

*« I am so happy because he (son fils) feels in peace here, and that is the most important for me »
(Monsieur C., Syrie)*

En plus, s'ils ont accepté, désormais, que pour eux c'est trop tard, ils confient que la réalité du nouveau pays, donne un avenir resplendissant à leurs enfants :

*« Mes fils veulent devenir médecin, ingénieur et avocat. Je suis très orgueilleux d'eux et je souhaite qu'ils finissent l'école et qu'ils trouvent un bon travail. (...)
Je suis sorti de Syrie pour mes enfants. »
(Monsieur S., Syrie)*

A propos de ce sujet, une anecdote des premiers jours de notre terrain, quand nous étions encore dans la phase de localisation des enquêtés, nous semble particulièrement intéressante.

Notre conversation avec le secrétaire de l'association des guinéens du Poitou a dévoilé un aspect important concernant la question des rôles et des identités par rapport au concept de réfugié :

Nous : « Est-ce que vous connaissez des réfugiés auxquels je pourrais proposer un entretien ? »

Lui : « Vous en avez un devant vous »

Nous : « Ah, vous avez le statut de réfugié ? »

Lui : « Non non, je ne l'ai pas obtenu, mais je suis réfugié. »

Cela nous a en partie démontré que, pour les individus concernés, être réfugiés ne signifie pas simplement obtenir un statut, il est vécu surtout comme une identité qui fait abstraction des catégories dont on fait partie.

Nous distinguons dans ce type de vécu un « *processus d'identifications actif* » (Kaufmann, 1994 :315) qui permet aux réfugiés de se raconter en prenant en compte la totalité de leurs trajectoires et non pas les différents rôles individuels qu'ils occupent dans la société française. Une situation de déclassement professionnel peut alors être vécue sans déception et amertume dans le moment où elle est évaluée à la lumière d'une entière histoire de vie.

¹⁷ D'après une conversation avec M. Redois, responsable de l'insertion professionnelle au Cph de Tours.

Néanmoins, les réfugiés rencontrés restent très conscients des droits que l'obtention du statut ouvre dans la société française et, pour cela, ils ont été disposés à se soumettre à une sélection qui, en France, est très longue et dure.

6.5. Le maintien d'une partie de l'identité précédente

A propos des cadres d'identification possibles, Kaufmann affirme que « *l'identité passée est recomposée par l'interaction et le cadre de socialisation du moment, particulièrement dans des contextes de rupture forte* » (J.C. Kaufmann, 1994 : 305) : des traits de l'identité passée continuent à faire partie de l'individu, mais en s'adaptant au nouveau contexte.

En fait, certains de nos enquêtés nous ont révélé, en racontant leur vie actuelle, avoir maintenu des comportements et des activités propres de leur quotidien précédent à la migration. Dans ce sens, ils ont agi pour sauvegarder une partie de ce qu'ils étaient avant d'avoir été poussés à partir, tout en s'adaptant aux requêtes de la société française.

Monsieur A. et nous, étions en train de parler de son chômage et de la difficulté de rester inactif quand il nous a emmenés dans son jardin pour nous montrer une grande serre qu'il a construit et où il cultive plusieurs légumes et herbes, certains provenant d'Arménie :

Monsieur A. : « Venez venez je vous montre... »

(Nous nous déplaçons dans le jardin et nous découvrons la serre)

Nous : « Vous travaillez la terre, comme vous le faisiez en Arménie, vous aimez bien non ? »

*Monsieur A. : « Oui **c'est mon métier ça**, chez nous pommes de terre, raisin, on faisait le vin, on le faisait avec les pieds, et la vodka aussi, avec le raisin et le blé (...).*

Il était un petit village mais on avait beaucoup d'hectares, on avait 40/50 vaches et chèvres, et on vivait de ça, on avait besoin de rien, on faisait du beurre, du fromage... »

Nous : « ça a changé tout ici alors, par exemple vous étiez pas habitué à aller au supermarché non ? »

Monsieur A. : « Oui, on a jamais acheté la nourriture, c'était très bizarre, mais c'est quoi ça ??

Les magasins de nourriture, ouh la la c'est quoi ? mais bon on est obligé, nous nous sommes habitués »

Nous : « Mais bon, vous avez toujours votre petite serre... »

Monsieur A. : « Oui ça c'est bon, c'est bien. »

(Monsieur A., Arménie)

Monsieur A. n'est pas le seul à avoir dévoilé cet aspect intéressant des différentes possibilités d'utilisation des plusieurs éléments d'identifications qui font partie de chaque individu.

En Syrie, Monsieur S. a étudié la littérature arabe à l'université pendant 13 ans, il a eu son doctorat et il a travaillé comme professeur universitaire pendant 14 dans différents endroits : Syrie, Dubaï, Abu-Dhabi, Turquie. En 2011, il a été obligé de rentrer en Syrie. C'était un mois avant la révolution.

Il dit avoir toujours rêvé d'être professeur parce que quand il était petit il aimait écrire des poèmes et des histoires, « *Je rêvais d'être professeur, donc j'ai réussi* ».

Il est très orgueilleux de son parcours universitaire et professionnel.

Il nous montre sa thèse de doctorat et beaucoup d'autres textes qu'il a écrits, des poèmes et des histoires. « *Comme je n'ai pas de travail, j'ai beaucoup de temps et alors je me dédie à ça* », il nous raconte sereinement.

Ces deux histoires évoquent, à notre avis, la capacité des réfugiés à se réapproprier certaines parties de leur identité, qui pouvaient être considérés perdus, et à « *trouver là-dedans des ressources, des compensations pour faire face au déclassement* »¹⁸.

6.6. Le regard tourné en arrière

Finalement, le dernier élément qui est ressorti des entretiens effectués par rapport aux cadres d'identifications des réfugiés et à leur perception du déclassement professionnel, démontre une tendance à rester, de quelque façon, ancré à ses propres origines et à l'espoir d'un retour, même si lointain.

Nous : « Avez-vous tout ce qu'il vous faut maintenant ou vous sentez qu'il vous manque quelque chose ? »

Mme R. : « Oui, il me manque beaucoup de choses, les gens là-bas... oui on fréquente des gens, mais ils me manquent, il me manque chez moi »

Nous : « Vous voudriez rentrer un jour ? »

Mme R. « Oui j'aimerais bien »

Nous : « Vous voulez pas rester en France ? »

*Mme R. : « Non je pense pas, si ça va se calmer par rapport à la situation (...) »
(Mme R., Madagascar)*

« Le très important si la guerre c'est finie, j'aimerais aussi voir mon père et ma mère.

Je demande au pays France, c'est le grand pays, comme les EEUU, comme l'Angleterre, pour appuyer le Soudan, pour donner les pays aux soudanais, parce que ça fait longtemps maintenant, presque 11 ans, et comme ça on a réfugiés partout, les gens s'enfuient. »

(Monsieur I., Sudan)

¹⁸ D'après une conversation avec M. Redois, responsable de l'insertion professionnelle au Cph de Tours.

« Le passé c'est nous, ici le pays est français et même si on m'a donné toutes les libertés, je voudrais seulement qu'en Mauritanie me donne liberté et démocratie pour vivre bien, j'ai de tristesse dans la tête, c'est très triste parce que même si je suis là et j'ai tout, là-bas (en Mauritanie) il n'y a pas, mais si les choses changent je veux rentrer là-bas. »
(Monsieur D., Mauritanie)

L'espoir de pouvoir mettre à nouveau les pieds sur sa propre terre, la nostalgie de la famille, la volonté de paix pour son pays sont des éléments qui tiennent le regard des réfugiés tourné vers l'arrière, en déplaçant leur attention de la situation actuelle dans la société française.

Un détail intéressant que nous avons observé est que ce type de vécu se révèle surtout dans les récits des réfugiés « politiques », qui ont vécu donc un engagement politique dans leur pays et qui ont été persécutés pour cela.

Pour Monsieur D., tout son parcours est voué au changement de son pays, la Mauritanie :

« Je vais essayer quand le régime sera parti, peut-être on va faire notre droit et on va changer un peu les choses, je ne suis pas musulman mais peut-être un jour on peut faire que je respecte les musulmans et ils me respectent aussi en tant que mon athéisme, mon objectif c'est de faire qu'en Mauritanie on puisse vivre ensemble.(...)

Ce que je veux c'est de rentrer en Mauritanie et de pouvoir vivre en paix et de travailler ensemble pour le développement du pays.(...)

Je veux faire des études supérieures pour expliquer qu'est que c'est la religion musulmane et celle chrétienne etcetera, leur différences, et les philosophies comme le bouddhisme, c'est ça mon objectif.

Comme ça les gens, les générations qui viennent vont savoir ça bien, ils vont connaître, parce que si tu n'as pas expliqué les choses bien, c'est difficile, si j'écris ça ils vont pouvoir choisir. (...)

Je veux que les gens soient libres de choisir, pas avec la force. »
(Monsieur D., Mauritanie)

Un projet d'avenir complètement conçu pour et dans un autre pays que la France, nous semble permettre à Monsieur D. de supporter avec positivité une situation de déclassement : après avoir terminé sa formation, il travaillera probablement dans les services de sécurité en occupant ainsi un poste de qualification énormément inférieure à son niveau d'études.

Cependant, cet emploi ne sera pour lui que le moyen de financer son projet final et, pour cela, Monsieur D. pourra donc mettre en valeur son noble idéal plutôt que sa situation professionnelle.

D'autres enquêtés, comme Monsieur S., ont déplacé leur engagement politique en France, en continuant à lutter pour ce qu'ils considèrent important.

Monsieur S. voyage beaucoup pour travailler avec d'autres syriens contre le régime syrien, pour témoigner de ce qui se passe en Syrie. Une fois par mois il voyage à Paris pour des manifestations et des conférences et il a voyagé pour cela aussi en Allemagne, Italie, Turquie. Comme il nous montre par des vidéos, il est apparu dans des canaux de télévisions très connues comme Al-jazeera, témoignage de l'énorme force de son engagement.

Encore une fois, une lutte de ce type, vouée à la stabilisation et à la démocratisation du pays d'origine, peut aider à vivre sereinement des situations de chômage, dans le cas de Monsieur S., ou de déclassement professionnel, en déplaçant la concentration sur des sujets d'importance prioritaire pour les réfugiés.

Ce n'est pas toujours l'engagement politique à maintenir le lien indestructible avec sa propre maison :

« I like this town a lot because Tours... I feel like it's like Damascus, not the architecture but I can smell something like Damascus, because it's a very beautiful feeling when I walk », nous raconte Monsieur C. avec les larmes aux yeux. Des petits détails de sa nouvelle lui rappellent son pays, qui lui manque profondément.

Que ce soit la famille, un projet intellectuel, une lutte politique ou une nostalgie irrationnelle des lieux et des nuances de la maison lointaine, nous avons pu constater que beaucoup de nos enquêtés vivent en France mais avec un pied encore au pays d'origine.

Si l'espoir du retour persiste, la vie en France a une date d'expiration. En conséquence, l'importance de la construction d'un parcours professionnel de valeur et adéquat est réduite et la perception du déclassement relativisée par rapport au reste.

7. CONCLUSIONS

Dans le développement de cette recherche, nous nous sommes confrontés à des éléments très différents entre eux.

Pour commencer, notre hypothèse sur l'ampleur du phénomène de déclassement professionnel parmi les réfugiés n'a pas pu avoir une réponse claire et univoque.

En fait, si d'une part nous avons des données statistiques qui en indiquent une portée négligeable, d'autre part l'exploitation de notre enquête qualitative évoque le contraire.

Il faut néanmoins ne pas oublier que les résultats des entretiens avec les réfugiés et des conversations avec les travailleurs sociaux ne peuvent pas, à cause de leur nombre limité, constituer des éléments représentatifs du phénomène.

Pourtant, nous croyons qu'ils ouvrent un regard nouveau et intéressant sur le sujet.

En effet, à travers les récits écoutés, nous avons pu observer que les facteurs établis pour étudier un phénomène du point de vue statistique restent très rigides et ancrés aux principes et aux représentations sociales en vigueur dans la société où ils ont été créés.

Ainsi, comme nous l'avons constaté, les variables utilisées pour étudier le déclassement professionnel avec une approche normative excluent totalement de leur analyse des spécificités personnelles et géographiques des histoires des individus qui, à notre avis, ne peuvent pas ne pas être prise en compte.

C'est probablement pour cette raison que les résultats de deux méthodes opposés sur le même sujet décrivent des scénarios si différents.

Nous trouvons donc que l'utilisation des deux méthodes à la fois a été pertinente pour avoir un regard plus complet sur le phénomène étudié.

En plus, même en acceptant le scénario décrit par les résultats statistiques qui nous parle d'une majorité de réfugiés très peu qualifiés, nous avons quand-même pu observer que, pour ceux qui sont qualifiés, la possibilité d'une insertion professionnelle qui valorise la formation et les expériences passées est très rare.

Cela a des causes très précises, dont certaines que nous n'avions pas supposées au début de notre enquête.

Par exemple, l'élément d'isolement découvert pendant les entretiens nous est apparu particulièrement intéressant.

En effet, au contraire de ce que nous avons envisagé, les enquêtés ont démontré un refus catégorique des communautés d'origine, lesquelles pourraient de quelque façon être un appui pour l'insertion professionnelle.

Par contre, d'autres causes de déclassement répondent à nos hypothèses. Il s'agit par exemple de la maîtrise de la langue, de la possession d'un diplôme ou de l'influence de la période d'immobilité pendant l'attente des papiers.

Nous pouvons observer ainsi, à travers nos résultats, que le déclassement professionnel, tout en restant un phénomène expérimenté par la plupart des immigrants, semble être plus probable pour les réfugiés à cause d'éléments qui leur sont propres : des facteurs comme l'impossibilité de démontrer des formations préalables, la perte de compétences par l'interdiction au travail pendant la demande d'asile ou le refus de la communauté d'origine à cause du souvenir de la persécution, ont démontré avoir une influence importante sur leur insertion professionnelle.

Concernant notre deuxième hypothèse sur la perception subjective du phénomène, l'idée d'une capacité des réfugiés de mettre en valeur des éléments différents de la qualification du travail exercé, nous semble avoir été vérifiée.

En effet, les enquêtés ont démontré prendre en compte la totalité de leur trajectoire dans l'évaluation de leur situation actuelle.

L'expérience de la persécution semble avoir fait basculer leurs priorités et être devenu l'événement à partir duquel, et par lequel, ils se définissent et se racontent.

Ainsi, c'est leur identité de réfugié à être mise en avant : il ne se préoccupent pas de l'emploi actuel, parce qu'il ont survécu ; ils ne préoccupent pas de l'emploi actuel, parce qu'il est un moyen pour payer leur dette envers la France ; ils ne se préoccupent pas de l'emploi actuel, parce que leur seule pensée pour l'avenir est la paix dans leur pays ; ils ne se préoccupent pas de l'emploi actuel, parce que tout ce qu'ils cherchent est la liberté ; ils ne se préoccupent pas de l'emploi actuel, parce qu'ils veulent rompre tous les liens avec la situation précédente qui les a si profondément blessés.

Il nous semble intéressant de souligner une contradiction entre le fort refus du passé à travers l'éloignement de la communauté origine et, d'autre part, le regard tourné vers le pays d'origine et l'espoir de pouvoir un jour y retourner.

Même si nous n'arrivons pas à expliquer les causes d'une telle contradiction, ces deux facteurs ont démontré être des éléments qui permettent aux réfugiés de supporter positivement une situation de déclassement.

Une fois nos hypothèses vérifiées, au moins en partie, nous tenons quand-même à éclaircir notre position par rapport au sujet.

Nous pensons que le fait que les réfugiés arrivent à avoir une perception subjective de leur situation en France grâce à des spécificités de leur parcours, soit un facteur positif. En ayant écouté leurs histoires et en ayant partagé leurs souvenirs émus, nous ne pouvons qu'être heureux d'avoir rencontré des personnes en définitive sereines et équilibrées.

Pourtant, nous sommes convaincus que l'État français, et de manière plus générale tous les pays concernés, doivent repenser les structures et les règles d'accueil de ces migrants qui devraient avoir le droit d'exploiter au maximum leur compétences et d'essayer de concrétiser leurs rêves.

Trop peu de places dans les structures d'hébergement, des formations linguistiques réduites et données par de non-professionnels, des parcours formatifs qui répondent simplement aux besoins du marché, ne permettent pas une complète et égalitaire intégration des réfugiés dans la nouvelle société en les rendant une population fragile.

C'est pourquoi, abstraction faite de l'étonnante capacité des réfugiés d'appréhender de manière positive des situations qui se révèlent faibles et précaires, nous nous engageons pour les prochaines recherches à décrire le dysfonctionnement des systèmes d'accueil afin de pouvoir trouver les moyens pour les améliorer.

7.1. Pistes de recherche

Cette enquête a ouvert quelque nouveau questionnement qui pourrait servir de début pour des nouvelles recherches.

Par rapport au sujet du déclassement des réfugiés et, en particulier, à la perception subjective de ce dernier, il serait intéressant de répéter la même enquête auprès d'un public qui est présent en France depuis plusieurs années. En effet, la presque totalité de nos enquêtés au moment des entretiens avait obtenu le statut depuis un an au maximum, ils étaient donc des « réfugiés récents ».

Comment la perception de sa propre situation change-t-elle après s'être bien installé dans la nouvelle société ? Est-ce que l'identité de réfugié mise en avant si fortement par nos « jeunes » enquêtés réduit son importance avec la longueur du séjour ?

Ensuite, certaines affirmations des personnes rencontrées et la découverte d'histoires très différentes entre elles, nous ont conduit à nous demander : qui sont les réfugiés aujourd'hui ?

Quand le responsable de l'association des guinéens de Poitou s'est défini comme réfugié tout en nous disant de ne pas avoir le statut, un raisonnement sur les éléments qui définissent un réfugié dans la Convention de Genève s'est forcément déclenché.

Ainsi, en suivant le raisonnement de Karen Akoka sur le stéréotype du réfugié, nous croyons qu'il serait intéressant de développer une recherche qui vise à découvrir les profils des réfugiés d'aujourd'hui, afin de pouvoir commencer un débat constructif sur l'adéquation des catégories créées par la Convention de 1951.

Enfin, comme nous l'avons déjà évoqué dans nos conclusions, nous pensons qu'il est indispensable d'envisager des enquêtes sur les forces et les faiblesses des systèmes d'accueil des réfugiés, dans le but d'aider les institutions à légiférer de manière opportune, en se réappropriant en partie le principe de droit universel qui devrait diriger nos sociétés.

8. BIBLIOGRAPHIE

- OUVRAGES ET ARTICLES :

- AKOKA K. « LA FABRIQUE DU RÉFUGIÉ À L'OFPPRA »_ Thèse de doctorat en sociologie_2012_pp.15-51
- AKOKA K. _ « L'ARCHÉTYPE RÊVÉ DU RÉFUGIÉ » _en Plein Droit 2011/3, n°90_pp.13-16_2011
- ATTIAS-DONFUT C., WOLFF F.C. « LA DIMENSION SUBJECTIVE DE LA MOBILITÉ SOCIALE » _en « Population », n°56/6_ 2001_pp.919-958
- BAUDELLOT C., GOLLAC M. _ « TRAVAILLER POUR ÊTRE HEUREUX ? LE BONHEUR ET LE TRAVAIL EN FRANCE » _2003_pp.17-39 ; 85-99
- BERSET A., WEIGOLD S., CREVOISIERS O., HAINARD F. « QUALIFICATION-DÉQUALIFICATION PROFESSIONNELLES DES IMMIGRANTS. APPROCHE THÉORIQUE » _ Revue REMI_ Vol.15_ n°3_1999_pp.87-100
- BILLION P. _ « OÙ SONT PASSÉS LE TRAVAILLEURS RÉFUGIÉS ? TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES DES POPULATIONS D SUD-EST ASIATIQUE » _Hommes&Migrations_ n°1234_2001
- BLANCO D., BAROU J. _ « PARCOURS DE RÉFUGIÉS : LE STATUT, ET APRÈS ? »_Réseau Samdarra_2011
- BREEM Y., ROBIN J. « L'ACCÈS AUX EMPLOIS TRÈS QUALIFIÉS »_Info Migrations_ n°46_2013
- CHANGEMAKERS REFUGEE FORUM_ « REFUGEE-BACKGROUND EXPERIENCES OF EMPLOYMENT IN WELLINGTON_2012
- COLIK-PEISKER V., TILBURY F. « INTEGRATION INTO THE AUSTRALIAN LABOUR MARKET : THE EXPERIENCE OF THREE « VISIBLY DIFFERENT » GROUS OF RECENTLY ARRIVED REFUGEE »_ International Migration Vol. 45_2007
- DUBAR C. _ «TRAJECTOIRES SOCIALES ET FORMES IDENTITAIRES : CLARIFICATIONS CONCEPTUELLES ET METHODOLOGIQUES »_en « Sociétés Contemporaines » _n°29_1998_pp.73-85
- DUMONT J.C., MONSO O., I _ « ADÉQUATION ENTRE FORMATION ET EMPLOI : UN DÉFI POUR LES IMMIGRÉS ET LES PAYS D'ACCUEIL»_Sopemi_ Perspectives des migrations internationales_ Édition 2002 © OCDE _2007
- DURU-BELLAT M. _ « LA QUESTION DU DÉCLASSEMENT (MESURE, FAITS, INTERPRÉTATION) » _ HAL, archives ouvertes_2014
- DURU-BELLAT M., KIEFFER A. _ « LES DEUX FACES-OBJECTIVE/SUBJECTIVE-DE LA MOBILITÉ SOCIALE » _ en « Sociologie du travail »,n°48/2006_pp.455-473

- ÉQUIPE TeO_ « TRAJECTOIRES ET ORIGINES » _Enquête sur la diversité des populations en France_Documents de travail168_Ined, Insee_2010
- ERBÈS-SEGUIN S._ « LA SOCIOLOGIE DU TRAVAIL » _E. La Découverte_2004_pp.3-10
- ESCOFFIER C., TAINURIER P., HALASA A., BABA N., SIDHOM C. _ « DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS DANS LA RÉGION EUROMED. ÉTUDE DE CAS : FRANCE, JORDANIE ET MAROC. » _2008_pp. 40-51
- ETHNIC COMMUNITIES' COUNCIL OF VICTORIA_ « REAL JOBS : EMPLOYMENT FOR MIGRANTS AND REFUGEES IN AUSTRALIA »_ECCV Policy Discussion Paper_ n°3_2008
- FRANCE, TERRE D'ASILE_ « LA RECONNAISSANCE PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMES » _ 2007
- FRANCE, TERRE D'ASILE_ « LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE » _2007
- FRANCE, TERRE D'ASILE_ « LE DROIT DE TRAVAILER » _2007
- GISTI,LES NOTES PRATIQUES_ « AUTORISATION DE TRAVAIL SALARIÉ » _ 2013
- HANCHANE S., VERDIER E._ « DÉCLASSEMENTS ET VALORISATION DES RESSOURCES ÉDUCATIVES »_Lest-Idep_2002
- JOLLY C., LAINÉ F., BREEM Y._ « L'EMPLOI ET LE MÉTIERS DES IMMIGRÉS »_ Document de travail n° 2012-01_Centre d'analyse stratégique_Février 2012
- KAUFMANN J.C. _ « RÔLES ET IDENTITÉ : L'EXEMPLE DE L'ENTRÉE EN COUPLE » _en « Cahiers Internationaux de Sociologie », n°97/1994_pp.301-328
- LAMBA N., « THE EMPLOYMENT EXPERIENCES OF CANADIAN REFUGEES: MEASURING THE IMPACT OF HUMAN AND SOCIAL CAPITAL ON QUALITY OF EMPLOYMENT »_University of Alberta_2003
- MATH A., SPIRE A. _ « SEPT MILLIONS D'EMPLOIS INTERDITS » _Plein Droit_ n°41-42_1999
- MLATI F., CHTAIBAT A. _ « RÉFUGIÉ : INSERTION PROFESSIONNELLE. DIFFICULTÉS ET ENJEUX. » _France, Terre d'Asile
- MONSO O. , GLEIZES F._ « LANGUES,DIPLÔMES : DES ENJEUX POUR L'ACCÈS DES IMMIGRÉS AU MARCHÉ DU TRAVAIL »_Insee Première_2009
- MOREND L._ « APPRÉHENDER LE RAPPORT AU MARCHÉ DU TRAVAIL DU MIGRANT.E.S. EN SUISSE. ENTRE MÉSURES OBJECTIVES ET VÉCUS SUBJECTIFS : L'EXEMPLE DE LA DÉQUALIFICATION PROFESSIONNELLE » _Institut de sciences sociales de Lausanne_2012
- NAUZE-FICHET E., TOMASINI M._ « DIPLÔME ET INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL : APPROCHE SOCIOPROFESSIONNELLE ET SALARIALE DU DÉCLASSEMENT » Économie et Statistique_n° 354_2002

- NOTES de l'ORIV_ « Demandeurs d'asile, réfugiés, en France et en Alsace » _2012
 - OFPRA_ « RAPPORT D'ACTIVITÉ » _2013
 - ROBIN J._ « LES POPULATIONS DÉCLASSÉES »_Info Migrations_ n°42_2012
 - ROBIN J._ « MESURE ET FACTEURS EXPLICATIFS DU DÉCLASSEMENT »_Rapport du Département des statistiques, des études et de la documentation_Secrétariat Général à l'immigration et à l'intégration_Ministère de l'intérieur_2012
 - SPIRE A. _ « LES RÉFUGIÉS : UNE MAIN-D'ŒUVRE À PART ? CONDITION DE SÉJOUR ET ACCÈS AU MARCHÉ D TRAVAIL DES RÉFUGIÉS EN FRANCE DE 1945 À 1975 » _en « L'asile politique entre deux chaises » _ pp.209-228_2003
 - TCHOLAKOVA A. _ « LES RÉFUGIÉS, FIGURES VISIBLES ET INVISIBLES DANS UNE EUROPE ÉLARGIE. REGARD COMPARATIF ENTRE LA France ET LA BULGARIE. » _en Espace, population et sociétés, 2008/2_pp.271-285_2008
- TEXTES LÉGISLATIFS :
- CONVENTION DE GENÈVE_1951_Chapitre 1et 3
 - PROTOCOL DE NEW YORK_1967_Chapitre 1
- SITES WEB :
- www.france-terre-asile.org
 - www.forumrefugies.org
 - www.legifrance.gouv.fr
 - www.gisti.org
 - www.ofpra.gouv.fr
 - www.unhcr.fr
 - www.unhcr.org
 - www.social-sante.gouv.fr
 - www.migrinter.hypotheses.org
 - www.ciep.fr/enic-naric-france

9. ANNEXES

- Annexe 1_ Analyse détaillée des facteurs de persécution nécessaires à l'obtention du statut de réfugié en France_ cité dans le texte à la page 11
- Annexe 2_ Tableaux de statistiques de l'OFPRA_ cité dans le texte à la page 15
- Annexe 3_ Tableaux ISCO et ISCED_Dumont et Monso, 2007_ cité dans le texte à la page 21 et 30
- Annexe 4_ Grille d'entretien avec les réfugiés_ cité dans le texte à la page 26 et 27
- Annexe 5_ Tableaux statistiques sur le déclassement dans les pays de l'OCDE_ Dumont et Monso, 2007_ cité dans le texte à la page 29
- Annexe 6_ Tableaux d'exploitation des données de l'enquête de l'INED _cité dans le texte à page 29, 30 et 33
- Annexe 7_ Tableaux des trajectoires formatives/professionnelles des enquêtés_ cité dans le texte à page 35
- Annexe 8_ Transcription de l'entretien avec Monsieur G.
- Annexe 9_ Transcription de l'entretien avec Mme R.
- Annexe 10_ Transcription de l'entretien avec Mme J.

Annexe 1

- « HORS DU PAYS DONT LA PERSONNE A LA NATIONALITÉ OU LA RESIDENCE HABITUELLE » : ce facteur n'implique pas que le départ soit fait « *craignant avec raison d'être persécuté* » (Convention de Genève, 1951) ; le risque de persécution peut se développer aussi quand la personne est déjà hors du pays.
- « CRAINDRE AVEC RAISON » : la peur est considérée fondée s'il y a une possibilité raisonnable que la personne puisse être confrontée à des épisodes de violence et de danger.
Pour vérifier cela, on tient compte de la condition personnelle de la personne (histoire personnelle, expérience, personnalité, histoire familiale, ...) combinée avec la situation objective du pays d'origine (conditions politiques et sociales, situation des droits de l'homme, législation, ...). Si le promoteur du danger n'est pas l'État, il faut considérer l'habileté et la volonté de ce dernier de protéger la personne menacée.
- « PERSECUTION » : est considérée comme persécution toute menace à la vie ou à la liberté physique et toutes les violations graves des droits de l'homme affirmés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.
- « RACE » : la Convention interprète le concept de race comme toute caractéristique ethnique distinctive à cause de laquelle on est persécuté. (exemples de persécution à cause de la race : violence contre les mariages mixtes, négation de la citoyenneté)
- « RELIGION » : le concept inclue toutes les croyances, les convictions et les valeurs sur l'existence d'une réalité divine. (exemples de persécution à cause de la religion : restrictions de l'exercice de la liberté religieuse, grave discrimination à cause des pratiques religieuses, conversion forcée)
- « NATIONALITÉ » : le concept ne se réfère pas seulement à la citoyenneté, il inclut tous les groupes définis collectivement par leur identité ethnique, religieuse, culturelle ou linguistique, qu'elle soit réelle ou seulement perçue et que l'État lui donne une reconnaissance légale ou pas.
- « GROUPE SOCIAL PARTICULIER » : Est considéré comme facteur de possible persécution l'appartenance à un groupe de personnes qui partagent une caractéristique commune, outre le risque d'être persécuté. Cette caractéristique peut être naturelle (sexe, race, caste, parenté, langue, orientation sexuelle), immuable (exemple : histoire passée individuelle comme être un ancien propriétaire terrien) ou fondamentale pour l'identité, la conscience ou l'exercice des droits de l'homme.
Le groupe doit se distinguer de quelque manière des autres, mais il n'est pas obligatoire que les membres du groupe se connaissent entre eux, ni que le groupe

soit petit. (exemple : il y a des situations où on peut reconnaître le groupe « femmes » comme groupe social particulier)

- « OPINION POLITIQUE » : le concept se réfère à toute opinion sur des sujets qui intéressent le gouvernement ou la société en général. Il ne se restreint pas à la participation dans un parti politique spécifique, il peut inclure par exemple des opinions sur le rôle des femmes dans la société.

L'élément le plus délicat de ce facteur est de définir quand la personne a des opinions « simplement » peu tolérées et quand, en revanche, elles impliquent un danger réel de persécution.

Annexe 2

ESTIMATION DU NOMBRE DE PERSONNES PLACÉES SOUS LA PROTECTION DE L'OFBRA AU 31 DÉCEMBRE 2013 (HORS MINEURS ACCOMPAGNANTS)

CONTINENT	RÉFUGIÉS STATUTAIRES		SOUS PROTECTION SUBSIDIAIRE		TOTAL PERSONNES SOUS PROTECTION	
	TOTAL	DONT % FEMMES	TOTAL	DONT % FEMMES	TOTAL	DONT % FEMMES
Afrique	49 166	39%	7 171	71%	56 337	43%
Amériques	4 160	42%	742	52%	4 902	43%
Asie	66 605	39%	3 680	28%	70 285	39%
Europe	50 059	44%	3 404	56%	53 463	45%
Apatrides & indéterminés	1 247	33%			1 247	33%
TOTAL	171 237	41%	14 997	56%	186 234	42%

Les enfants mineurs des réfugiés, devenus majeurs, sont intégrés dans l'estimation du nombre des personnes placées sous la protection de l'Office.

Figure 1. Source : www.ofpra.gouv.fr/

DEMANDES DE PROTECTION INTERNATIONALE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ - ANNÉE 2013

CONTINENT	TOTAL DEMANDES OFBRA					TOTAL DÉCISIONS OFBRA (HORS MINEURS A)						ANNULATIONS CNDA			
	1 ^{ère} DDES	RÉEX	TOTAL DDES HORS MIN A	DDES MIN A	TOTAL GÉNÉRAL	TOTAL ADMIS	DONT CR	DONT PS	% ADMIS	REJETS	TOTAL	TOTAL ANN	DONT CR	DONT PS	TOTAL ADMIS OFBRA + CNDA
Afrique	17 133	1 291	18 424	4 437	22 861	2 190	1 998	192	13,9%	13 558	15 748	2 072	1 615	457	4 262
Amériques	1 784	197	1 981	134	2 115	75	45	30	3,6%	2 010	2 085	65	40	25	140
Asie	10 953	2 475	13 428	1 772	15 200	2 488	1 801	687	19,0%	10 586	13 074	1 628	1 339	289	4 116
Europe	15 828	1 827	17 655	8 193	25 848	1 180	983	197	7,6%	14 444	15 624	1 628	1 223	405	2 808
Apatrides	227		227		227	45	45		29,4%	106	153				45
TOTAL	45 925	5 790	51 715	14 536	66 251	5 978	4 872	1 106	12,8%	40 706	46 684	5 393	4 217	1 176	11 371

Figure 2. Source : www.ofpra.gouv.fr/

Annexe 3

Tableau II.1. Niveau d'instruction des personnes nées à l'étranger et des autochtones, âgées de 25 à 64 ans, dans quelques pays de l'OCDE, 2003-2004
Pourcentages

	Personnes nées à l'étranger			Autochtones		
	Inférieur au secondaire supérieur (ISCED 0/1/2)	Secondaire supérieur et post secondaire non supérieur (ISCED 3/4)	Supérieur (ISCED 5/6)	Inférieur au secondaire supérieur (ISCED 0/1/2)	Secondaire supérieur et post secondaire non supérieur (ISCED 3/4)	Supérieur (ISCED 5/6)
Allemagne	37.4	43.7	18.9	12.3	62.2	25.5
Australie	24.1	40.1	35.7	32.3	41.5	26.2
Autriche	36.7	44.7	18.5	18.3	63.7	18.0
Belgique	47.5	27.1	25.4	35.9	34.6	29.6
Canada	22.1	31.8	46.1	22.9	38.3	38.8
Danemark	23.8	38.3	37.9	17.0	51.3	31.7
Espagne	40.9	29.3	29.8	57.1	17.5	25.4
États-Unis	30.1	34.9	35.0	8.5	51.6	39.9
Finlande	24.3	47.9	27.8	23.4	43.0	33.6
France	51.1	27.8	21.1	32.8	43.6	23.7
Grèce	38.3	42.3	19.4	43.1	37.3	19.6
Hongrie	16.4	56.0	27.6	25.6	58.7	15.7
Irlande	23.9	30.7	45.4	39.2	35.3	25.5
Italie	48.7	40.0	11.3	52.2	36.7	11.1
Luxembourg	36.7	40.5	22.8	18.3	65.7	16.0
Norvège	16.9	46.7	36.4	12.8	56.0	31.2
Nouvelle-Zélande	15.9	46.5	37.6	28.2	39.5	32.2
Pays-Bas	43.5	32.3	24.2	30.6	44.4	25.0
Pologne	27.1	50.4	22.5	16.5	68.3	15.3
Portugal	52.0	25.8	22.2	78.0	11.2	10.8
République slovaque	21.0	61.7	17.3	13.3	74.6	12.1
République tchèque	29.0	55.4	15.6	10.8	77.2	12.0
Royaume-Uni	22.1	43.6	34.3	15.9	54.8	29.4
Suède	21.7	48.7	29.5	16.8	55.9	27.3
Suisse	29.6	42.8	27.6	7.2	65.2	27.6

Figure 3 : Comparaison entre le niveau d'instruction des autochtones et les étrangers dans l'OCDE.

Source : Dumont et Monso, 2007

Tableau II.2. Taux de déclassement des autochtones et des personnes nées à l'étranger dans quelques pays de l'OCDE

Pourcentages

Sources	Données d'enquêtes Population 15-64 2003-2004				Recensements et Registres de population Population 15+ circa 2000			
	Total	Autochtones (A)	Nés à l'étranger (B)	B/A	Total	Autochtones (A)	Nés à l'étranger (B)	B/A
Allemagne	12.3	11.4	20.3	1.8				
Australie	20.4	19.0	24.6	1.3	14.5	12.9	18.9	1.5
Autriche	11.5	10.3	21.1	2.0	10.9	9.9	20.0	2.0
Belgique	16.2	15.6	21.6	1.4	..	..	..	..
Canada	..	..	..	..	22.1	21.3	25.2	1.2
Danemark	10.9	10.4	18.6	1.8	11.9	11.2	24.5	2.2
Espagne	25.5	24.2	42.9	1.8	8.1	7.3	19.8	2.7
États-Unis (2002)	14.0	13.4	18.1	1.4	14.4	14.0	17.3	1.2
Finlande	14.4	14.3	19.2	1.3	16.2	16.1	21.6	1.3
France	11.6	11.2	15.5	1.4	11.0	10.8	13.7	1.3
Grèce	11.3	9.0	39.3	4.4	13.1	10.1	32.4	3.2
Hongrie	6.4	6.3	9.7	1.5	5.1	5.0	7.4	1.5
Irlande	16.6	15.7	23.8	1.5	17.5	16.9	21.0	1.2
Italie	7.0	6.4	23.5	3.6	7.3	6.9	15.4	2.2
Luxembourg	5.5	3.4	9.1	2.7	7.6	5.4	11.7	2.2
Norvège	9.2	8.4	20.3	2.4	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	18.6	18.9	17.2	0.9
Pays-Bas	10.1	9.3	16.8	1.8	..	..	..	..
Portugal	9.0	7.9	16.8	2.1	9.0	8.3	13.6	1.6
Pologne	..	..	..	..	7.8	7.8	9.0	1.2
Royaume-Uni	15.5	15.3	17.8	1.2	14.4	14.0	18.4	1.3
République tchèque	5.2	5.2	10.0	1.9	5.8	5.6	9.6	1.7
République slovaque	..	..	..	..	26.9	26.9	24.5	0.9
Suisse	10.5	10.0	12.5	1.3	7.8	7.2	10.6	1.5
Suède	7.6	6.5	16.1	2.5	8.7	7.6	18.6	2.4

Figure 4 : Comparaison entre le taux de déclassement des autochtones et des étrangers dans l'OCDE.

Source : Dumont et Monso, 2007

Tableau II.A2.1. Passage de ISCO-88 en 9 catégories à 3 catégories

ISCO-88 ↓	Reposage de l'emploi →	Faiblement qualifié	Intermédiaire	Très qualifié
<i>(0 : forces armées)</i>				
1 : Membres de l'exécutif et des corps législatifs, fonctionnaires				X
2 : Professions intellectuelles et scientifiques				X
3 : Techniciens et professionnels associés				X
4 : Employés de type administratif			X	
5 : Personnel des services et vendeurs de magasins et de marchés			X	
6 : Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche			X	
7 : Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal			X	
8 : Conducteurs d'installation/machines, ouvriers de l'assemblage			X	
9 : Ouvriers et employés non qualifiés		X		


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/047356310255>

Figure 5 : Tableaux ISCO
Source : Dumont et Monso, 2007

Tableau II.A2.2. **Passage de ISCED en 7 catégories à 3 catégories**

Niveau d'études ↓	Recodage du niveau d'études →	Faiblement qualifié	Intermédiaire	Qualifié ou très qualifié
Enseignement pré-primaire ou pré-scolaire (à partir de 2 ou 3 ans)		X		
Enseignement primaire (à partir de 5, 6 ou 7 ans pour une durée de 4 à 6 ans)		X		
Enseignement secondaire inférieur : (pour une durée de 2 à 6 ans avec une moyenne de 3)		X		
Enseignement secondaire supérieur (2 à 5 ans de scolarité)			X	
Enseignement non universitaire de troisième niveau (anciennement de type long, <i>i.e.</i> plus de deux ans)			X	
Enseignement universitaire (troisième niveau) de premier cycle pour élèves ayant réussi le niveau secondaire supérieur				X
Enseignement universitaire (troisième niveau) de second cycle pour élèves ayant réussi les études universitaires de premier cycle				X

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/047356310255>

Figure 5 : Tableaux ISCED
Source : Dumont et Monso, 2007

Tableau II.A2.3. **Correspondances entre le niveau d'études ISCED et le niveau de l'emploi ISCO**

		Niveau d'emploi ISCO		
		Faiblement qualifié	Intermédiaire	Qualifié ou très qualifié
Niveau d'études ISCED	Faiblement qualifié		Sur classement	Sur classement
	Intermédiaire	Déclassement		Sur classement
	Qualifié ou très qualifié	Déclassement	Déclassement	

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/047356310255>

Figure 6 : Croisement des tableaux ISCO et ISCED
Source : Dumont et Monso, 2007

Annexe 4

GRILLE D'ENTRETIEN AVEC RÉFUGIÉS

Bonjour,

Je suis un étudiante en Master 1 à l'Université de Poitiers. Mes études se concentrent sur les migrations internationales en générale, sur les parcours et les motivations, les systèmes d'accueil dans les pays d'installation et sur ce que les personnes qui migrent pensent et vivent. En particulier, moi je m'intéresse aux personnes que, comme vous, ont obtenu la protection internationale. J'espère avec mes recherches de pouvoir contribuer à que vos droits soient respectés et que vous puissiez avoir une vie sure et satisfaisante. Je vous ai demandé une rencontre parce-que pour mon projet de recherche de fin d'études, je m'intéresse aux changements qui se sont produits dans la vie quotidienne par rapport à ce que vous viviez dans votre pays d'origine. Il serait intéressant pour moi vous écouter par rapport à ce que vous faisiez quotidiennement avant de migrer et à ce que vous faites maintenant, à votre travail, vos passions, vos inquiétudes et vos espoirs telles comme elles étaient avant et comment vous les vivez aujourd'hui.

Je sais que vous avez déjà dû raconter votre vie plusieurs fois et je ne vous forcerez pas à me dire ce que vous ne voulez pas partager avec moi. J'ai préparé quelques questions, mais vous pouvez m'interrompre quand vous voulez si vous sentez que vous n'êtes pas à l'aise à répondre.

Ce que vous me direz sera utilisé rigoureusement en forme anonyme et exclusivement à des fins universitaires.

Si vous êtes d'accord, vous pouvez commencer en vous présentant...

Cadre biographique

Nom :

Origine :

Age :

Année d'installation en France :

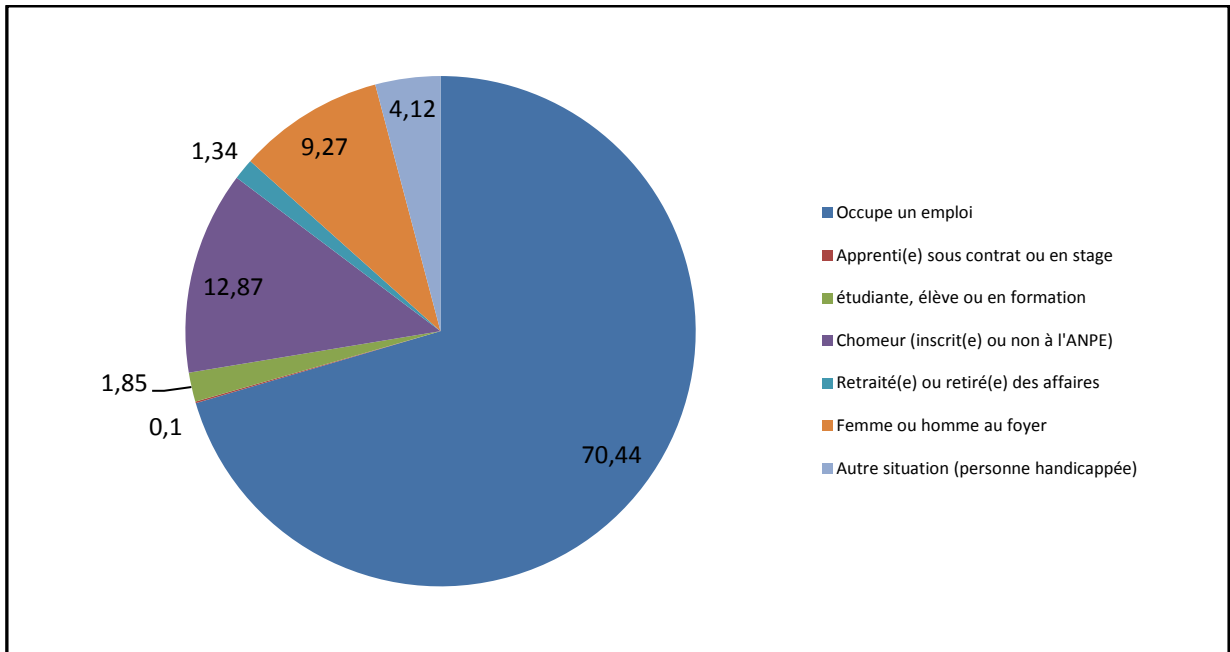
Thèmes	Questions-guide	Objectifs
La période des études dans le pays d'origine	<ul style="list-style-type: none">- Est-ce vous avez suivi une formation de quelque type dans votre pays d'origine ?- Comment vous avez choisi ce type de formation ?- Comment vous vous imaginiez quand vous étiez petits ?- Est-ce que votre famille est intervenue de quelque façon dans le choix de votre formation ?- D'autres personnes ont eu une influence dans le choix de la branche d'études ?- Est-ce que vous avez aimez votre formation ?- Vous êtes satisfaits des compétences acquises ?	Objectifs : appréhender les choix, les investissements sur l'avenir et les aspirations de l'enquêté avant l'expérience de la migration forcée. Analyser les éléments qui constituent l'imaginaire idéale : le travail en fait-il partie ?
	<ul style="list-style-type: none">- Avez-vous jamais travaillé dans votre pays ? En quoi ?- Vous avez choisi votre emploi ?	Objectifs : connaître les expériences professionnelles avant la migration, la

Expériences professionnelles dans le pays d'origine	<ul style="list-style-type: none"> - Combien est-ce que vous travailliez ? - Vous aimiez ce que vous faisiez ? Cela correspondait à ce que vous aviez imaginé pour votre avenir ? - En dehors du travail, qu'est que vous faisiez ? Aviez vous du temps pour des hobbies, des passions à coté ? Lesquelles ? 	présence du déclassement ou pas par rapport aux études, la satisfaction par rapport aux emplois exercés, l'importance donnée au travail à travers la place qui lui est donnée dans le récit. Analyser les éléments qui constituent l'imaginaire idéale : le travail en fait-il partie ?
Relations sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-ce que vous faisiez quand vous n'étudiez et/ou ne travailliez pas ? Vous sortiez où et avec qui ? - Formiez vous partie d'une association ou d'un groupe de quelque type ? Qu'est-ce que vous faisiez ? - Pouvez vous me raconter une journée-type avant d'avoir dû partir ? - Vous passiez beaucoup de temps avec votre famille ? Qu'est-ce que vous faisiez ensemble ? 	Objectifs : Saisir d'autres éléments importants dans la vie de l'enquêté, en dehors du travail. Comprendre les priorités de l'enquêté et les éléments quotidiens à partir desquels il se représentait.
Le départ et le voyage	<ul style="list-style-type: none"> - Quand est-ce que vous êtes partis ? - Vous aviez jamais pensé de partir avant d'avoir été poussés à le faire ? Pourquoi ? - Vous avez vécu dans d'autre pays avant d'arriver en France ? Où ? Comment vous viviez là-bas ? Pourquoi vous avez bougé ultérieurement ? - Le fait de vous installer en France a été obligé ou vous l'avez choisi ? Pourquoi ? - Comment vous vous imaginiez votre vie ici ? 	Objectifs : Découvrir les étapes du voyage vers la France et d' autres éventuelles expériences professionnelles. Comprendre s'il y aviez des attentes et/ou des projets malgré la contrainte du départ et de quel types.
L'arrivé en France	<ul style="list-style-type: none"> - Quand est-ce que vous êtes arrivés en France ? - Comment s'est-il passé la première période ici ? Comment vous avez été accueillis ? - Vous vous êtes installé tout de suite à Poitiers ? Pourquoi ? - Est-ce que vous avez travaillé dans l'attente d'une réponse à votre demande d'asile ? <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, qu'est-ce que vous faisiez ? Comment vous avez trouvez cet emploi ? • Si non, pourquoi ? - Est-ce que vous connaissiez quelqu'un ici ? Qui ? Comment ? - Combien est durée l'attente pour les papiers ? - Comment vous vous sentiez pendant l'attente ? 	Objectifs : analyser la première période en France : difficultés, réseaux, ressentis. Saisir la présence d'une première expérience professionnelle en France : par quelle voie, type d'emplois, ressentis individuels
La vie en France	<ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-ce que vous faites maintenant ? Vous travaillez ? <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, qu'est-ce que vous faites ? Vous l'avez choisi ? Comment ça se passe avec les collègues et les patrons ? Vous êtes content de ce que vous faites ? ça vous permet de vivre assez bien ? - Vous vivez seul ou avec quelqu'un ? Qui ? - Pouvez vous me raconter une votre journée-type ? - Fréquentez vous des associations ou des groupes d'autre type ? Lesquels ? Pourquoi vous les fréquentez ? Qu'est-ce que vous faites ensemble ? 	Objectifs : Connaitre l'emploi exercé, comment il l'a trouvé, quelle importance il lui donne, quels éléments du travail il met en avance. Saisir d'autres lieux et moments de relation et leur importance dans la vie de l'enquêté.
Ressentis généraux sur la France et attentes pour	<ul style="list-style-type: none"> - Comment vous vous sentez ici ? - Avez-vous tout ce qu'il vous faut ou vous sentez qu'il vous manque quelque chose ? Quoi ? Pourquoi ? - Qu'est-ce que vous pensez de la France ? Et de 	Objectifs : comprendre les ressentis par rapport à la situation vécu en France, appréhender éventuelles déceptions et par rapport à quoi, analyser les éléments qui

l'avenir	Poitiers ? - Comment vous aviez imaginé votre vie ici ? - Votre avenir vous l'imaginez où et comment ? Pourquoi ?	constituent l'imaginaire idéale : le travail en fait-il partie ?
----------	--	--

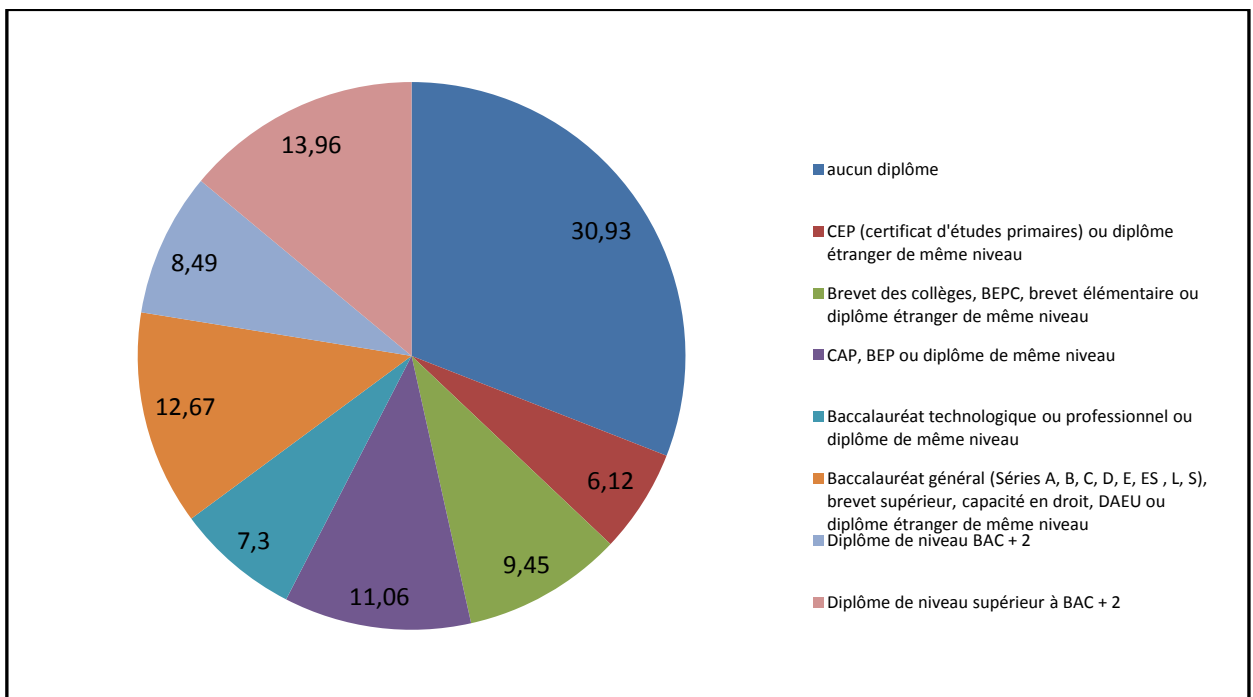
Annexe 6

Tableau 1. Situation professionnelle des réfugiés en France en 2008



Source : Enquête Trajectoires et origines, Ined et Insee, 2010

Tableau 2. Diplôme le plus élevé obtenu par les réfugiés présents en France en 2008



Source : Enquête Trajectoires et origines, Ined et Insee, 2010

Tableau 3. Niveau de qualification des réfugiés selon les variables du déclassement par année d'arrivée

	1970-1975	1976-1981	1982-1987	1988-1993	1994-1999	2000-2006
Faiblement qualifié	45,90%	47,43%	53,22%	42%	44,59%	42,07%
Intermédiaire	35,71%	37,13%	36,56%	41,97%	43,24%	43,90%
Qualifié ou Hautement qualifié	18,03%	15,44%	10,21%	16%	12,16%	14,02%

Source : Enquête Trajectoires et origines, Ined et Insee, 2010

Tableau 4. Type d'emploi exercé avant la migration, après la migration antérieurement, après la migration actuellement

EMPLOI	AVANT LA MIGRATION	ANTÉRIEURE APRÈS MIGRATION	ACTUELLE APRÈS MIGRATION
Inconnue	0.46	0.44	0.29
Agriculteurs	5,05	0.88	0.15
Artisans	4.13	1.32	4.64
Commerçants et assimilés	12.84	3.52	5.66
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	0.23		0.15
Professions libérales	0.23	0.44	0.73
Techniciens	2.29	1,32	4,79
Professeurs, professions scientifiques	2.98		0.87
Professions de l'information, des arts et des spectacles	1.38		0.15
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	0.92	0.88	3.19
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	0.92	0.44	3.92
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	5.28	2.20	0.15
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	3.67	0.44	2.47
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	1.15	1.76	0.44
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2.75		5.37
Contremaîtres, agents de maîtrise	0.23	1.32	1.60
Cadres de la fonction publique	1.38	0,44	0,44
Employés civils et agents de service de la fonction publique	2.98	5.73	3.77
Policiers et militaires	2.52	1.32	1.74
Employés administratifs d'entreprise	6.19	4.41	3.63
Employés de commerce	4.82	4.41	2.90
Personnels des services directs aux particuliers	4.13	10.57	12.05
Ouvriers qualifiés de type industriel et artisanal	16,28	16,74	17,56
Chauffeurs	1.83	1.76	3.92
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	1.83	3.52	3.34
Ouvriers non qualifiés de type industriel et artisanal	11,01	32,59	14,95

Source : Enquête Trajectoires et origines, Ined et Insee, 2010

Annexe 7

	Niveau de formation initiale	Profession au pays d'origine	Occupation actuelle	Trajectoire
Monsieur A.	Pas de scolarisation	Agriculteur	Ouvrier pas qualifié dans le bâtiment	Stagnante
Madame I.	Enseignement secondaire inférieur (collège)		En formation Assistante maternelle	Ascendante
Monsieur D.	Enseignement universitaire de seconde cycle (M2)		En formation dans le secteur de la sécurité	Descendante
Madame A.	Enseignement secondaire inférieur (collège)	Secrétaire	En formation Assistante maternelle	Ascendante
Monsieur S.	Enseignement universitaire de seconde cycle (Doctorat)	Professeur de littérature arabe à l'université	En formation linguistique	Descendante
Monsieur G.	Enseignement secondaire supérieur (Bac)	Responsable import-export, chef d'entreprise	En formation cariste d'entrepôt	Stagnante
Monsieur I.	Enseignement universitaire de seconde cycle (M2)	Professeur de langue et littérature anglaise dans les lycées	En formation linguistique	Descendante
Madame B.	Enseignement universitaire de seconde cycle (M2)	Juriste et infirmière	En formation Aide soignante	Descendante
Monsieur H.	Enseignement universitaire de seconde cycle (M2)	Artiste et journaliste	En formation Design de bâtiment	Descendante
Madame R.	Enseignement universitaire de seconde cycle (M2)	Journaliste	En formation travailleuse sociale	Descendante
Madame J.	Enseignement universitaire de seconde cycle (M2)		Au chômage	Descendante

Annexe 8

Entretien avec Monsieur G., Biélorussie

Mercredi 13/05/2015 – 17h30 – Son domicile à Niort

C. Alors je commence par vous demander de vous présenter

G. Oui je m'appelle ..., depuis 3 ans et demie je suis en France avec mes enfants, ma femme et 3 enfants, un garçon et deux filles. Le 23 avril 2014 nous avons obtenu notre statut de réfugié

C. Ok depuis un an

G. Oui un peu plus

C. Et vous êtes d'où ?

G. Nous venons de Biélorussie

C. Et vous êtes partis quand de Biélorussie ?

G. Nous sommes partis le 2 Janvier 2012

C. Vous êtes arrivés directement en France ?

G. Non nous sommes passés par la Russie et après Helsinki en Finlande, et d' Helsinki ici en France

C. Et en Russie et à Helsinki vous avez vécu un peu ?

G. Non juste de passage

C. Vous l'avez choisie la France ?

G. Bon, ma mère est née en France donc j'avais eu beaucoup d'info sur la France depuis mon enfance et c'est pourquoi j'ai choisi la France quand j'ai été obligé de quitter mon pays, j'ai réfléchi bien sûr où et autres pays j'imaginai pas, que France, c'est pourquoi on est là

C. Vous n'avez pas eu des problèmes par le fait que vous êtes passés par la Finlande ?

G. De Biélorussie, on ne pouvait pas quitter directement donc c'est pourquoi on a fait Russie et Finlande

C. Mmmm, donc ça a été un voyage long ?

G. Non 3 jours, Le 5 janvier 2012 à 13h10, je me souviens bien, on est allé à Paris, après on est allé à la Préfecture directement, je savais où il fallait aller, et après tout le processus a commencé

C. Et comment vous êtes arrivés à Niort ?

G. A Niort... nous voulions aller à Bordeaux, après avoir le statut on a droit à choisir l'endroit partout en France, et nous avons choisi, parce que bien sûr pendant un an j'ai beaucoup réfléchi, et on voulait aller à Bordeaux mais c'était difficile, c'est pourquoi on est là, mais notre projet pour l'avenir c'est Bordeaux

C. Et pourquoi c'était difficile Bordeaux ?

G. Pour trouver un appartement, et ça coûte cher, maintenant je viens de faire une formation, avant je travaillais dans le domaine de l'import-export depuis 13 ans et 5 ans j'ai travaillé dans une agence immobilière, mais ici c'est difficile il faut très bien parler très bien écrire, et je parle mais bon... c'est pourquoi j'ai choisi un autre métier ici, c'est Technique professionnelle cariste

d'entrepôt, et je viens de faire la formation, j'ai réussi, ça va j'ai déjà diplôme et maintenant je cherche du travail

C. C'est quoi exactement ce métier ?

G. C'est un peu inconnu, c'est cariste, charriot-élévateur... c'est quoi ça : dans l'entrepôt tout ranger et après écrire les papiers qui suivent les marchandises soit le contraire je reçois le camion, je vérifie que tout est bien... et après je fais bon de réception, bon d'entrée tout ça sur l'ordinateur et ranger tout dans les pelletiers

C. Et vous avez choisi ce métier parce que vous pensez qu'il y a des possibilités de trouver du travail ?

G. Oui, je veux le travail, pour moi c'est très difficile rester sans travail, je peux pas, pendant 23 ans j'ai toujours travaillé et maintenant c'est difficile rester sans

C. Et avant d'être obligé de laisser la Biélorussie, vous aviez jamais pensé de partir ?

G. Non, je travaillais bien, je gagnais bien, non non

C. Ok, et comment vous vous imaginiez votre vie en France ?

G. Très bien, comme pour tout le monde, j'aurais eu des problèmes mais ce sont des problèmes pas seulement pour moi, pour tout le monde, toutes les autres questions ça va, c'est bon pour nous, ça va très bien

C. Donc vous aviez une idée positive de la France quand vous êtes partis ?

G. Oui

C. Ok, et donc vous êtes arrivés en 2012 et la première période comment ça c'est passé ?

G. C'était bien-sûr difficile parce que première période c'est vraiment très difficile pour nous adapter, un peu orienter, comment, on est où, comment tout va se passer, mais ici on est attentifs, j'ai fait une entrée attentive, j'essayais de comprendre toutes les choses, et dans quelques mois pour moi était pas trop difficile, j'ai compris toutes les conditions...

C. Vous vous êtes sentis accueillis ?

G. Oui Oui ça va... bon tout d'abord non, parce qu'on était en Dublin, vous savez ?

C. Parce que vous êtes passés par la Finlande ?

G. Oui, pour Dublin nous étions obligés de quitter la France, mais j'ai refusé de partir j'ai dit non c'est possible de rester, et bien sûr c'était très drôle parce que une femme celle qui nous a dit « M. ce n'est pas possible rester en France », c'est la même femme qui me dit « M. vous pouvez rester en France », 5 mois après

C. Ahahah, vous lui avez dit : « je vous l'avez dit Mme » ?

G. Oui oui c'est ça, 5 mois après c'est possible (il rit)

C. Donc ça a pris 2 ans pour avoir le statut ?

G. Alors à voir, 5 mois comme Dublin et après depuis Juin 2012, donc un an et 8 mois, mais en totale 2 ans et 3 mois, dès Janvier 2012 à Avril 2014

C. Et vous êtes restés dans un Cda pendant l'attente ?

G. Oui on était d'abord au Cda de Chaumont, à peu près à 600 km d'ici, région Champagne-Ardenne, 2 ans on est resté là-bas et après quand nous avons le statut de réfugiés on a dit au

directeur « nous voulons avoir une maison a Bordeaux », il a dit c'est difficile et il l'a trouvé ici à Niort, et ça fait presque un an qu'on est là

C. Ok, et pendant que vous étiez dans le Cada vous avez pas travaillé ?

G. Non nous avions pas le droit

C. Parce que je sais que si on demande une autorisation...

G. Oui cette loi existe mais c'est très difficile, la majorité des fois les préfets donnent pas autorisations, mais après avoir les papiers oui, parce que beaucoup de chômage aussi ici en France, si les demandeurs d'asile travaillaient, ça serait difficile

C. Oui c'est vrai mais pour vous rester des années sans travailler doit être difficile non ?

G. Oui, rester sans travail c'est difficile mais c'est la loi, on était obligé de rester comme ça pour respecter la loi

C. Et maintenant vous avez fait une formation vous m'avez dit..

G. Oui

C. Vous travaillez pas encore ?

G. Non il y a une semaine j'ai fini la formation, et pendant la formation on a travaillé comme apprentis, ils nous payaient, pas beaucoup mais payé, mais maintenant je cherche un vrai travail, j'ai demandé plusieurs personnes et l'agence d'emploi à intérim, c'est temporaire avec eux, et j'ai demandé aussi des amis s'ils m'aident à trouver, en tout cas je cherche

C. Vous êtes confiant de trouver ?

G. Oui, c'est difficile mais avec le diplôme c'est plus facile que sans rien

C. Mais vous aviez déjà un diplôme de Biélorussie ?

G. En Biélorussie j'avais que le Bac, et j'ai travaillé dans l'import-export sans diplôme, là-bas c'est différent, je connaissais déjà ce métier et alors j'ai travaillé sans diplôme

C. Comment vous le saviez déjà ?

G. Parce que j'ai fait d'abord comme une formation mais sans diplôme, c'était dans l'entreprise et j'ai travaillé comme expéditeur, après le patron observait que je comprend très bien, très vite et il m'a dit « tu peut travailler dans le secteur commercial, secteur achat-vente », et après j'étais responsable de ça

C. Donc vous avez travaillé comme responsable pendant beaucoup ?

G. Oui, 7 ans

C. Et quand vous étiez petits comment vous vous imaginiez ?

G. Ah je voulais devenir un juriste, soit un diplomate, mais la vie autrement, elle s'est développé autrement, j'ai pas eu l'occasion, mais je voulais

C. Et c'était votre famille qui voulait pas ou...

G. Non c'était seulement pas possible, parce que je suis né en Arménie et après service militaire, et après je suis parti en Biélorussie pour travailler depuis 1998

C. D'accord, et l'école c'était en Arménie ?

G. En Arménie jusqu'à 18 ans

C. Le Bac c'est arménien alors ?

G. Oui, c'était près des soviétiques, après service militaire et après Biélorussie

C. 2 ans de militaire donc ?

G. Oui

C. C'était obligé ?

G. Oui

C. Et si vous auriez pu choisir ?

G. Je l'aurais fait, je voulais faire parce que ça te rend fort, c'était très intéressant

C. Et donc vous êtes arrivés en France avec toute la famille ?

G. Oui, 3 enfants et ma femme

C. Et les enfants ils sont à l'école ici ?

G. Oui, le garçon bientôt termine le collège, les filles 2ème et 6ème

C. Ils aiment bien ?

G. Oui oui ça va, tout le monde est content

C. Et ici en France vous fréquentez des associations d'arméniens ou des gens de Biélorussie ou je sais pas...

G. On a pas des contacts par des associations, je pense c'est dangereux un peu

C. Pourquoi ?

G. Parce que dans les associations toujours existe quelqu'un qui est un peu (il fait un geste comme pour dire fou), mais si non oui j'ai des contacts, des amis

C. Qu'est-ce que vous faites pendant votre journée ?

G. Maintenant je peux lire, je regarde télé avec les enfants, il y beaucoup des choses à faire, toujours il faut faire quelque chose

C. Et donc vous aimiez votre travail en Biélorussie ?

G. Oui oui, d'abord pendant 5 ans j'ai travaillé dans une agence immobilière, j'ai acheté et vendu appartements, maisons, après c'était fini et j'ai commencé avec le commercial, j'ai travaillé 13 ans comme responsable dans différentes entreprises jusqu'à 2007 quand j'ai fait mon entreprise à moi, je fabriquais les vêtements pour les ouvriers, jusqu'à 2011

C. Vous étiez un entrepreneur ?

G. Oui, j'avais 25 personnes, une moyenne entreprise

C. Ça marchait bien ?

G. Oui, ça me permettait de vivre bien, à part les autres questions politiques oui

C. Et ici donc vous vivez avec quoi ?

G. Maintenant avec RSA

C. Votre femme elle travaille ?

G. Elle étudie la langue française, 2/3 fois par jour elle va à l'école, parce que sans savoir langue... elle est cuisinière, là-bas elle travaillait comme cuisinière dans une école primaire,

elle aime bien cuisiner, elle a l'idée de faire une formation aussi, pour les enfants ça sera plus facile

C. Qu'est-ce qu'ils veulent faire ?

G. Le garçon informaticien, les filles une avocat et l'autre elle sait pas encore, elle encore petite

C. et en dehors de travail qu'est -e que vous faisiez en Biélorussie

G. je faisais du sport, je me rencontrais avec mes amis, on faisait des barbecues, sport, travail et après travail à 18h a la maison, et après le lendemain encore travail, le week end on allait quelque part, on allait en Arménie chez sa mère, comme ça, une vie normale, on menait une vie normale

C. Et ici, c'est une vie normale maintenant ?

G. Bon j'ai pas du travail, mais c'est un pays très gentils, je préfère comme ça bien réglé avec la loi logique, le gouvernement essaye de faire des bons lois, ça c'est bon, 100 pour cent c'est pas possible nulle part, mais ici 80 pour 100 c'est bien

C. Vous vous sentez pas plus faible que les autres ?

G. Oui mais si je parlerai beaucoup mieux ça va, la langue c'est le plus important, si tu vit dans un pays il faut parler, si on parle pas c'est fini

C. Vous parliez pas du tout quand vous êtes arrivés ?

G. Presque non, bonjour, ça va, d'accord, au revoir... des choses comme ça, en 1994 j'étais en France

C. Pour voyage ?

G. Oui en vacance, et l'oncle de ma mère il a vécu ici, ma mère y a vécu mais elle parlait pas elle avait 6 mois quand ses parents sont partis, mais mes deux oncles ils sont restés, ils ont travaillé à paris, ils ont acheté une maison chacun à Nice, et j'y étais en vacance, mais j'ai appris seulement quelque mot, j'avais pas le but, j'avais pas besoin d'apprendre

C. Vous parlez très bien de toute façon, vous avez appris vite

G. J'ai travaillé beaucoup, même maintenant si j'ai le temps je prend les livres et je lis, je regarde la télé, je parle avec la télévision (il rit), c'est déjà une habitude pour moi, si je le fais pas ça me manque, si je parle pas 2 3 jours français ça commence de me manquer, je dois parler

C. Et donc comment vous vous sentez en France ?

G. Bien

C. Vous êtes positif pour l'avenir ? qu'est-ce que vous vous imaginez pour les prochaines années ?

G. Oui je suis positif, oui en général oui, j' imagine que je dois travailler comme un cariste d'entrepôt et les enfants grandissent doucement doucement, et après qu'ils sont grandi pour eux ça sera plus facile, pour nous c'est comme ça, travailler et à la maison, en vacance quelque part

C. Vous essayez de revenir à votre vie normale...

G. Oui, mais on a déjà 60 pour 100 une vie normale, il y a deux ans bien sur c'était difficile, mais aujourd'hui on peut dire déjà une vie normale il reste juste de travailler systématiquement

C. Vous pensez pas un jour de pouvoir recommencer avec le travail que vous aviez en Biélorussie ?

G. Ça on verra, si j'avais 30 ans peut-être, mais j'ai déjà 48 ans, on verra, si dans 5 ans je me sentirai que je suis prêt de faire quelque chose extraordinaire oui, pas pour l'instant, doucement, il faut avancer et on verra après, mais en France sans diplôme c'est pas possible, management dans import export il faut au moins une formation de 2 ans, pour cette formation il faut très bien écrire, je peux pas écrire très bien, d'abord je voulais faire une formation comme responsable de rayon, mais mon conseiller, on a parlé sur ça, au CADA, et il semblait difficile si je choisis de faire ça, presque pas possible parce que il faut très bien écrire, sinon comment je peux, et il faut adapter toutes mes connaissances avec les règles françaises, et très bien parler et écrire, pour l'instant c'est impossible

C. Ils vous ont conseillé quelque chose de plus pratique ?

G. Oui, dans plusieurs années peut-être il changera, mais aujourd'hui j'essaie d'être réaliste

C. Et vous avez jamais pensé d'aller dans un autre pays d'Europe ?

G. Non

C. Pourquoi ?

G. J'aime ce pays, je peux voyager quelque part sans doute, mais je veux vivre en France, c'est plus proche pour moi parce que comme j'ai dit de mon enfance toujours j'ai écouté sur la France, mes grands parents on vécu pendant 17 ans en France après le génocide arménien, et j'ai toujours écouté et après j'ai commencé quand j'avais 14 ans beaucoup à m'intéresser sur la France, la culture, les artistes, c'est proche pour moi

G. Et avec les gens normalement ça va bien ?

C. Oui normalement oui, la majorité ils nous ont bien accueilli, mais bien-sûr il existe des personnes qui nous refusent, mais j'ai pas fait attention, ils existent partout

C. Mais ça vous a pas embêté ?

G. Non pas beaucoup, un peu mais pas beaucoup

C. Et vous voudriez pas un jour rentrer en Biélorussie ?

G. Non

C. Même si les choses se calment ?

G. Non, première chose c'est dangereux, aujourd'hui c'est pas possible, mais après avoir la nationalité française il sera possible d'y aller

C. Vous voulez la nationalité donc ?

G. Oui

C. Vous devez laisser celle biélorusse ?

G. Non c'est pas obligatoire, mais il faut parler bien, et travailler et respecter les règles françaises, les conditions, ça c'est le plus important, et après savoir l'histoire, mais je la sais déjà, de Gaulle et tout ça.

C. Et Niort c'est comment ?

G. Pas mal, mieux qu'avant où nous étions, il y a des choses, pas mal, c'est une ville moyenne

C. Pourquoi vous êtes pas restés à Paris ?

G. Paris ? je voulais pas, j'ai choisi une ville plus petite, paris c'est trop grande, beaucoup de bruits, de trafic, j'aime pas, c'est trop, c'est chère, j'ai jamais aimé, même quand j'étais en mission à Moscou, j'aimais pas, trop grande

C. C'est où que vous viviez en Biélorussie ?

G. Babruysk, pas loin de Minsk, 140 km

C. C'était petit ?

G. 300.000 habitants, plutôt grand

C. Et jusqu'au moment où vous avez eu des soucis vous aviez jamais pensé de partir vivre à l'étranger ?

G. Déjà à 18 ans je suis en Biélorussie de l'Arménie, pour travailler, je voulais m'en aller, après le service militaire un ami m'a dit d'aller en Biélorussie pour travailler, j'étais très jeune et beaucoup de travail, il y en avait beaucoup, c'était bien

C. Vous avez du travailler durement pour créer une entreprise sans avoir étudié ?

G. J'avais pas de diplôme mais en Biélorussie c'est possible, ici c'est plus difficile, il faut beaucoup de choses, en Biélorussie c'est pas difficile, mais les conditions de travail sont mieux ici, c'est plus stricte, en Biélorussie c'est pas très bien réglé, ici il faut strictement respecter des règles, là-bas non... ah j'ai pas le mot en français désolé

C. Ah mais non, vous parlez vraiment très bien M.

G. Oui bon j'ai travaillé beaucoup, tout le temps que j'avais je lisais et j'ai choisi la méthode d'apprentissage, différentes méthodes que j'ai choisi moi-même pas avec un prof

C. Lesquelles ? comme ça je les applique aussi..

G. (il rit) Tout d'abord il faut avoir des contacts avec la langue tout les jours, après on prend le vocabulaire et les mots qu'on utilise souvent il faut réécrire en enlevant le vocabulaire, ça c'est beaucoup de travail mais pas tout le monde accepte de faire ça, on enlève le vocabulaire et on écrit sur notre cahier, ils sont peut être 400 mots, les plus souvent utilisés, après les verbes même chose, dans un autre cahier, les conjugaisons ce sont très important, 150 verbes à peu près de verbes qu'on utilise souvent, ça commence ici, bien apprendre tout ça, avant au temps présent, parce qu'en français il en a beaucoup, petit à petit je rajoutais d'autres verbes, et d'autres mots, à la fin j'ai presque 1000 mots, et avec les verbes le présent c'est le plus important mais quand on le sais on fait le passé composé et le futur simple, avec ces trois on peut parler déjà, après imparfait, l'autre futur, le conditionnel, et les formules de politesse que c'est le plus difficile parce qu'il y a le subjonctif. Après les articles, les prépositions qui sont très difficiles, même maintenant je mélange un peu. Donc j'ai choisi pour moi d'adapter l'apprentissage, peut être quelqu'un d'autre ne peut pas avec ça, pour moi c'était très bien, ça a marché pas mal, mais par exemple pour ma femme non, pour elle c'était quelque chose d'impossible, elle n'a pas accepté, elle va à l'école, moi j'ai appris tout seul

C. C'est très bien, vous pourriez presque être professeur

(il rigole)

Annexe 9

Entretien avec Mme R., Madagascar

Mercredi 20/05/2015 – 15h30 – CPH de Tours

C. Ok, alors je commence par vous demander de vous présenter

R. Donc je m'appelle, j'ai 44 ans, je suis marié et j'ai 2 garçons de 16 et 14 ans

C. Et vous venez d'où?

R. D'une ville du sud de Madagascar, mais j'ai habité et vécu à Tananarive dans la capitale

C. Et vous êtes arrivée quand en France ?

R. Le 20 juin 2011

C. Ça fait 4 ans

R. Oui 4 ans

C. Ok et vous êtes venue directement en France ou vous êtes passées par d'autres pays ?

R. Oui parce que la spécificité malgache c'est une grande île donc on ne peut pas aller, faire des trajets, passer par d'autres pays, seulement la mer donc on est passé directement de Madagascar à la France

C. A Paris ?

R. Oui à Paris, 10 h de vol

C. Et vous l'avez choisie la France?

R. Pour nous le pays le plus proche, le pays de la liberté c'est la France, en plus on a été colonisé par la France donc

C. Oui, vous parliez déjà français?

R. Oui c'est ça c'était plus facile, En plus on avait l'habitude, c'est pas notre choix de venir aussi, nous avions déjà l'habitude de venir tous les deux ans en vacances

C. Ah vous étiez déjà venus?

R. Oui c'est ça

C. Donc vous la connaissiez déjà?

R. Oui oui

C. Ah ok, vous alliez où en vacances?

R. En Bretagne, ça dépend de la famille, donc en 2011... la dernière fois qu'on était venu c'était en 2009

C. Ok ; et avant d'être forcé de venir à vivre ici vous aviez jamais pensé de vous installer dans un autre pays?

R. Non pas du tout ça ne m'est jamais arrivé à l'esprit parce que moi j'ai voyagé beaucoup avant et j'ai jamais pensé de rester dans un autre pays que Madagascar

C. Ok, et donc vous êtes arrivé en 2011 et vous avez fait vos démarches d'asile là-bas ?

R. Oui à paris

C. Vous êtes restés là combien de temps ?

R. On était arrivé le 20 juin 2011 puis on a eu des rendez-vous le 5 juillet chez une association, attend attend le nom m'échappe

C. France terre d'asile?

R. Non, parce France terre d'asile c'est plutôt pour des gens qui n'ont pas des enfants, donc on a eu des rendez-vous on a fait la queue là-bas parce qu'il y a tellement du monde, donc on a eu un rendez-vous le 5 et c'est à ce moment là qu'on a été interviewé brièvement, comment je suis partie, pourquoi, avec mes deux garçon parce que je suis venue seule parce que mon mari il est resté parce qu'il pensait qu'il allait s'améliorer au pays

(elle pleure)

C. Vous voulez un verre d'eau ?

R. Non c'est bon, désolée

C. Vous inquiétez pas du tout

R. Donc après ça les responsables ont pris nos passeports, il nous a enregistré dans l'association, puis on a eu un hébergement dans un hôtel, c'était un peu loin de paris, dans le 77, dans une ville qui s'appelait Coulommiers, donc on est partis là avec les enfants c'était vers 19H

C. Ok et vous êtes restés beaucoup à l'hôtel

R. On est resté à l'hôtel jusqu'au mois... jusqu'au 13 janvier 2012

C. Ah un peu

R. Oui, donc le 13 janvier j'ai eu l'interrogation à l'Ofpra, vendredi 13 et en sortant de l'Ofpra j'ai eu un appel de l'association comme quoi notre demande au Cada était accepté, donc on a quitté cette ville qui est très reculé de la France parce que on a pris un train on a fait 2 heures d'aller retour, ça dur beaucoup

C. C'était loin

R. Oui donc on a déménagé la semaine après pour venir à paris 11 arrondissement

C. Dans un Cada à paris donc?

R. Oui, on est resté à Cada de janvier 2012 jusqu'au décembre 2012 par contre j'ai eu la réponse de l'Ofpra c'était le 23 août 2012

C. Et c'était positive ?

R. Oui oui accepté tout de suite

C. C'est bien, Et comment vous êtes arrivé à tours?

R. On est arrivé à tours parce que ça aussi il faut être sincères, parce que même les travailleurs sociaux ça j'ai remarqué aussi que quand ils accompagnent des gens qui ont des niveaux un peu élevés par rapport aux autres, ça leur gêne un peu de les accompagner

C. Les travailleurs sociaux?

R. Oui, ça j'ai remarqué parce que tout de suite quand on a eu le statut, il y avait mon mari qui était arrivé le 28 novembre, il est pressé, il n'a pas eu des diplômes en tout cas mais il a

beaucoup d'expérience, donc il est pressé de nous faire partir alors que nous avons fait une demande de logement

C. Là-bas a paris ?

R. Oui a paris et les enfants c'était en plein année scolaire, c'était dur pour, pour mes enfants parce que quitter Madagascar en arrivant à colonie, colonie change de collègue pour aller a paris, a paris on m'a dit qu'on va partir pour tours, il y a trop de changements, c'est trop trop, on dirait que les travailleurs sociaux regardent ce qu'il les arrange, mais pas ce que les gens veulent, on a pas le dernier mot, on a essayé de dire qu'on était en pleine année scolaire, c'est trop de changements, laissez nous un peu de temps, alors qu'il y a des gens qui veulent partir, et il ne les poussent pas, mais rien, donc finalement on est partis au mois de décembre, mais le mois d'avril après j'ai eu un courrier comme quoi on a eu un logement a paris alors qu'on était déjà sur tours...

C. Et vous avez choisi de rester là?

R. Donc on a choisi de rester là en tous cas, on avez rencontré l'association Coallia et on était mieux accompagné, donc ça va

C. Donc là-bas a paris vous ne vous êtes pas sentis bien accueillis?

R. Pas du tout pas du tout ; c'était nul, le départ c'était pas du tout préparé pour les enfants, pour moi même pas, j'ai remarqué bien quand mon mari il est arrivé, ils voulaient pas vraiment l'aider, peut être ils pensaient, la dame elle a déjà un niveau... accompagner aussi la monsieur c'est... peut être c'est un peu compliqué, c'est ça qui m'a étonné, Oui j'ai eu cette impression, même tout le monde me disait vous avez les papiers vous avez le temps de vous reposer un peu, mais les travailleurs étaient très pressé, ils voulaient pas nous écouter quoi

C. Donc vous êtes arrivés a tours et vous êtes venus vivre a coallia ?

R. Oui c'est l'association même qui a contacté coallia

C. Ok, et ici ça c'est passé un peu mieux?

R. Oui oui, et en tout cas on s'adapte aussi, mais ici c'est une petite ville donc c'est très difficile de trouver un emplois par rapport a paris, c'est plus pratique là-bas quand même, mais une fois qu'on est arrivé ici maintenant on pense plus a bouger, trop de déménagements c'est pas bien

C. Oui, bien sur, et vous avez pas pu travailler pendant que vous attendiez le papiers?

R. Non non

C. Et qu'est-ce que vous avez fait pendant l'attente?

R. Ah c'est très très ennuyant, parce que ça vous tourment tout le temps, ça vous perturbe, même la nuit vous arrivez pas a dormir, c'est tout à fait normale, parce que c'est trop dur a vivre, vous vous questionnez toujours, vous faites toujours référence a votre pays, heureusement pour moi j'ai eu de la chance j'ai des sœurs qui sont venues de temps en temps à nous voir, mais sinon il y a mon mari, mais c'est vraiment une vie...

(elle pleure)

C. Vous êtes mieux maintenant non ? c'est passé...

R. Oui bien sur, ça va ça va

C. Bon, donc ça a été une période un peu ennuyante

R. Oui on peut rien faire, on regarde tout ce qui est formation, qu'est ce que je pourrais faire si j'aurais les papiers, dans le reste du jours on est toujours dans le questionnement, toujours point d'interrogation, qu'est ce que je dois faire, je dois me projeter dans quelque chose ? il y a mon mari qui est là-bas, mes enfants sont ici et il faut les accompagner, parce que avoir des enfants c'est pas évident parce que pour moi en tant que mère moi je mets ma vie entre parenthèse mais j'aimerais bien qu'ils pensent vivre comme ils vivaient au Madagascar

C. Oui bien sur, mais ils ont commencé tout de suite à aller à l'école?

R. Oui, des qu'on est arrivés, même sans papiers, ils ont commencé tout de suite en plus ils sont très très bien à l'école, donc sur ce point j'ai pas de problèmes

C. Oui ? ils aiment bien?

R. Oui et ils fréquentaient des écoles française même là-bas donc en arrivant ici pas d'examens, même niveau même classe tout de suite

C. Ok, c'est bien ça

R. Oui mais en tout cas j'aimerais bien quand-même souligner que les deux ils m'ont beaucoup réconforté

C. Oui ?

R. Oui, ils étaient là pour moi, c'était bien (elle pleure)

C. Ils vont bien maintenant?

R. Oui

C. Ils sont encore à l'école?

R. Oui et ils travaillent bien

C. Oui ? et qu'est-ce qu'ils veulent faire dans le futur ? ils rêvent de quoi ?

R. Ah ça c'est à eux de répondre, ils changent tout le temps, l'ainé il est pas trop fixé mais sinon le seconde avant il avait dit qu'il allait faire des études pour le pilote d'avion mais finalement là il va s'orienter en ingénieur, je ne sais pas trop, mais ce sont des enfants très intelligents, toujours premiers à l'école, avec des félicitations des professeurs

C. Voilà c'est sur qu'ils vont avoir un avenir super

R. Oui, merci

C. Et maintenant qu'est-ce que vous faites?

R. Donc je suis en formation TISF dans le sociale, c'est une formation de 2 ans, j'ai passé le concours, ça va bientôt finir on aura les examens

C. Ça fait donc presque deux ans que vous êtes en formation?

R. Oui

C. Et c'est pour faire quoi?

R. Technicien d'intervention sociale, c'est... comment on dit ça... travailler dans les familles en difficulté, on peut travailler aussi dans une structure à la place des éducateurs

C. Même dans une structure comme ça?

R. Oui

C. Vous aimeriez travailler dans une structure pour les réfugiés ?

R. (elle rit) non, c'est que j'arrive pas trop à oublier ce passage, je suis trop dedans, peut être avec le temps, parce que là on ne travaille pas encore, on est pas sûres de nous-mêmes, mais avec le temps peut être

C. Vous préféreriez travailler dans des familles ?

R. Non, n'importe, dans les familles dans les structures, n'importe

C. Et c'est bien la formation, vous aimez bien ?

R. Oui on a appris beaucoup de choses, c'est très riche, ça nous a réconforté aussi, un plus on a aussi des structures où on est passé, on a des dispositifs qu'on connaît déjà, donc... ça nous aide beaucoup, il y a des questions sur les CADAs, les demandeurs d'asile, les démarches... donc on a l'avantage par rapport aux autres

C. Ah oui, alors vous êtes les premières de la classe

R. (elle rit) non non non, pas du tout, mais ça va

C. Oui, et ça prend beaucoup de temps?

R. Oui toute la journée, 35 h par semaine plus le travail personnel, on fait des rapports il y a beaucoup des écrits

C. Ah beaucoup ok, et comment vous avez choisi cette formation ?

R. Non en tout cas m'a plu quand même, j'étais journaliste au pays, mais je trouve que avec le sociale aussi on peut apporter beaucoup de choses vers les gens et quand on passe dans des situations exceptionnelles comme ça, des difficultés comme ça, qui n'est pas du tout notre choix, on dirait qu'on a envie toujours d'aider les autres, d'aller vers les autres parce que moi aussi personnellement il y a des moments où les gens sont venus envers moi donc, je pense à tout ça aussi on a reçu beaucoup, on reçoit beaucoup donc c'est à moi aussi de transmettre après

C. Mmmm ; et vous êtes confiante de trouver un travail bientôt, vous pensez que ça va être plus au moins facile de trouver un travail ?

R. Pour moi je me pose pas trop, je ne pense pas trop, je ne voit pas les choses comme ça facile ou difficile, pour moi dans ma tête j'ai dit une fois quand j'ai des diplômes, j'ai quelque chose dans ma poche donc je vais arriver à trouver quelque chose, quelque chose va s'ouvrir quoi, je vais frapper à n'importe quelle porte, parce que si on a rien ici, même si on a diplôme de votre pays, en arrivant en France il faut recommencer à zéro hein, c'est ça le problème aussi

C. Mmmm, vous avez pas réussi à faire valider vos diplômes de Madagascar?

R. Non non non ça prends du temps, sauf le bac que j'ai pu emmener avec moi, ça j'ai pu le faire valoir, j'ai eu le niveau 4 mais sinon le reste, l'université j'ai pas eu la validation

C. Et pourquoi pas?

R. Je ne sais pas, il vont valider mais j'ai pas pu l'emmener parce on est partis précipitamment, ce que j'ai avec moi j'ai pu valider mais sinon... parce que mon mari il a pu remettre jusqu'au maîtrise il a eu la validation niveau 2

C. Ok ok , et vous avez jamais travaillé en France ?

R. Pendant les vacances, à domicile, aide à domicile, avec des personnes âgés, mais seulement deux semaines

C. Vous l'avez trouvé par coallia?

R. Oui, par coallia, mais c'était juste pour voir un peu

C. Et vous avez fait des stages avec la formation ?

R. On fait des stages oui pour voir un peu les publics différents, à domicile avec la famille, en chrs, en cada, des lieux qui pourraient nous embaucher après

C. Ok, et qu'est-ce au vous pensez faire, c est quoi que vous avez aimé le plus?

R. Mmmm, moi je trouve que, c'est pas que j'aime plus mais peut être par rapport au temps que j'ai passé par rapport au niveau de temps, parce que il y a des stages de 2 semaines, des stages de 4 semaines, ce que j'aime plus c'est les stages avec le bénéficiaires de rsa, les gens qui n'ont pas d'emploi mais qui reçoivent d'aides de l'état donc pour les accompagner à trouver du travail, les démarches, mais il y a des gens qui sont vraiment loin de l'emplois parce qu'ils ont des problèmes de santé donc les travailleurs sociaux travaillent d'abord sur tout ce qui freine cette personne là à aller vers l'emplois, donc ça j'ai beaucoup aimé et puis le stage aussi avec les jeunes, ce sont des jeunes placés, loin de sa famille

C. Des mineurs ?

R. Oui, mineurs oui, il y avait aussi des mineurs isolés là dedans donc je me retrouve bien, j'ai beaucoup aimé, parce que j'ai des ados à la maison, c'était très dur le départ mais j'ai aimé

C. Et vous connaissez d'autres personnes de Madagascar ici?

R. Oui il y a des malgaches mais ça on le voit comme ça quand tu leur parle tu le voit par rapport a son air, son visage

C. Mais il y a pas d'associations?

R. Il y a il y a, apparemment il y a beaucoup de malgaches a tours et... c est moi-même personnellement j'ai pas trop envie d'aller voir les gens

C. Pourquoi ?

R. Non, je sais pas

C. Vous préférez rester a la maison?

R. Oui, avec ma famille ou des gens qui viennent à la maison de temps en temps mais pas trop, non

C. Vous avez pas envie de vous engager dans une association ?

R. Non pas du tout

C. Ok, bon on revient un peu au Madagascar ?

R. Oui il y a pas des souci, de toute façon j'ai des mouchoirs à coté de moi (elle rit)

C. Ok, alors vous m'avez dit que vous étiez journaliste...

R. Oui

C. Ok et vous avez étudié combien d'années là-bas ?

R. Non j'étais a l'université j'ai étudié après le bac, j'ai été a l'université pendant 4 ans mais ce que j'ai appris à l'université c'est des filières scientifiques, le journalisme c'est moi-même, j'avais un fort intérêt, je sentais que ce métier me plaisait beaucoup, donc j'ai dit « je vais me former sur le champ », donc à partir du première année d'université j'étais formée à la radio mais en même temps je continuais à aller a l'université pour l'autre filières, comme ça durant 4 ans, puis ils m'ont embauché à la radio et j'ai laissé l'université

C. Ok, et c'était quoi l'université de scientifique...je sais pas maths, ou médecine?

R. Sciences naturelles

C. Ok et pourquoi vous aviez choisi ça ?

R. Ça c'est j'ai eu un bac scientifique donc je ne voulais pas faire la médecine parce que ça dure 7 ans, et je vais pas étudier pendant 7 ans encore, c'est trop long, alors je vais commencer mais dans ma tête c'était déjà le journalisme, oui parce que à 10 ans mon père m'avait offert une petite radio, je l'avais dans le sang, j'ai dit non je vais faire ce travail la parce que ça me plait beaucoup

C. Donc votre rêve d'enfant c'était d'être journaliste ?

R. Oui, donc j'ai fait cette filière là mais à Madagascar il y a pas d'école de journalisme, les gens partent à l'étranger, et moi je me suis formé sur le champs, j'étudiais mais au même temps je faisais la formation à la radio avec les gens de la radio

C. Ok, pendant 4 ans ?

R. Oui pendant 4 ans et après je suis embauché, e j'ai continué à me former, j'ai voyagé beaucoup et après j'ai eu une promotion je suis devenue rédacteur chef de la radio et 6 mois avant mon départ j'étais nommé chef des services d'information à la télévision, donc c'est là qu'on a eu des problèmes et on est partis

C. Mmm c'était quel type de journalisme ?

R. C'était une radio nationale sur l'éducation

C. Vous avez travaillé pendant combien d'années a la radio ?

R. J'ai travaillé à la radio depuis 1994 jusqu'à mon départ

C. Ok, beaucoup d'années

R. Oui, c'était 20 ans l'année dernière si j'étais encore au pays

C. Et votre famille elle était contente de ce que vous faisiez ?

R. Bien sur, mes parents me donnaient des libertés, ce que j'allais faire, et ils étaient fières aussi

C. Quelqu'un de votre famille avait étudié déjà ?

R. Oui oui, mais en tout cas c'est moi que, on était 10 dans la famille et..

C. 10 ?

R. Oui on était une famille nombreuse, et quand vous allez voir ma mère elle est encore très jeune, c'est comme ça en Afrique

C. Mamma mia (elle rigole) Et donc ils étaient contents

R. Oui oui

C. Et vous étiez heureuse ?

R. Oui, mon mari me donnait de liberté aussi, c'était un travail que je me sent bien là dedans

C. Avec les collègues et tout c'est bien passé ?

R. Oui oui, j'avais une équipe et on travaillait sans horaires fixes, c'était très flexible mais on travaillait beaucoup quand même, on oublie un peu les enfants, ça c'est sur

C. Comment vous faisiez avec les enfants ?

R. Quand on est arrivés ici qu'ils m'ont parlé ouvertement comme quoi tu sais maman quand on était au Madagascar on voulait aller voir des spectacles mais toi tu n'étais pas à la maison, donc en arrivant ici j'ai essayé de poser ce point là, malgré nos problèmes de notre départ, d'être avec eux, de rattraper ce temps perdu, c'est ça qui m'a aidé un peu le morale, parce que moi je voyageais beaucoup beaucoup

C. Vous voyagiez en Madagascar ?

R. Non c'est à l'extérieure, j'ai visité presque une quarantaine de pays

C. Oui ?

R. Oui parce que moi quand je travail à la radio je n'étais pas du tout fonctionnaire, c'est pas payé par l'état donc j'ai travaillé avec un ong sur l'éducation, après je vais vous donner mon nom et prénom, vous allez taper tous ce que j'ai fait, on a écrit des livres même, on a donné pas mal de formations en Afrique

C. Ah vous donniez des formations ?

R. Oui, on a une petite équipe donc il y a le coordinateur, c'est un association qui est basé en Tunisie maintenant mais avant c'était au Benin, donc on a personnes de différentes nationalités, on a travaillé ensemble, ça n'a rien à voir avec la radio au Madagascar, mais plutôt par mes expériences aussi j'ai des contacts avec les gens donc on était 5 au début

C. Donc vous faisiez les deux choses ?

R. Oui la radio et les voyages en équipe

C. Et vous organisiez des formation sur quoi ?

R. Sur la radio, sur comment traiter l'éducation par la communication, communication en éducation, comment mieux communiquer si on veut faire la formation de l'éducation

C. Et tout ça vous l'avez appris avec le formation de 4 ans à la radio ?

R. C'était après, j'ai eu un certificat mais après j'ai suivi aussi avec la banque mondiale, ça me fait plaisir d'apprendre toujours, je n'arrête pas

C. C'était pas dur de faire deux formations en même temps ?

R. Non pas du tout, si on t'organise bien, mais j'ai eu de la chance parce que ma famille aussi me donne des libertés

C. Mmmm, et pendant l'université vous travailliez un peu ?

R. Non non

C. C'était votre famille qui vous aidait ?

R. Oui, c'était mon père parce que j'étais pas encore mariée donc c'était mon père

C. Ok ok, et votre mari il faisait quoi ?

R. Il était journaliste aussi, il a travaillé dans un organe de presse écrite mais après il a créé son propre entreprise avec un group d'amis, ils étaient 4, c'est la gazette... c'est le quotidien le plus lu au Madagascar et le plus cher aussi

C. Ah oui ?

R. Oui oui, mais je peux tout noter hein ?, et là maintenant en arrivant ici il fait des choses avec Afrique presse

C. Et ici vous écrivez un peu ?

R. Non non non je n'écrivais pas j'étais à la radio

C. Ah oui

R. Et c'était en notre langue, le malgache

C. Vous écrivez même pas des blogs ?

R. Non non ici non

C. C'est fini ?

R. Oui oui je dirais qu'avec le journalisme je m'arrête là, je vais plutôt je pense encore étudier après mais dans le sociale

C. Et pourquoi vous voulez pas essayer de continuer ça en France ?

R. Parce que c'est trop dur pour moi le départ, donc c'est par ce métier là que j'ai eu des problèmes donc je dit non, je ne dit pas jamais, dans la vie on dit jamais jamais, mais maintenant non je pense pas, je suis pas comme mon mari, il est tout le temps dans son truc de journalisme, il écrit mais moi non

C. C'était trop dur ?

R. Oui et je ne veux pas que ma famille va subir les conséquences après quoi

C. Mais ici en France c'est différent non ?

R. En France c'est différent mais...

C. Vous avez peur d'avoir encore des problèmes ?

R. Non c'est pas ça du tout mais reprendre encore ce mot là...journaliste...pour moi ça m'a laissé des séquelles donc c'est pour cela

C. Ok, je comprends, alors on a presque finie, maintenant comment vous vous sentez ici ? qu'est-ce que vous pensez de la France ?

R. (elle reste en silence un peu) Ça va, on est arrivés dans un contexte un peu spécial quand même c'est le moment de la crise, mais des fois pas trop bien accueillis, on entend des discours qui ne sont pas appropriés mais on fait avec, mais quand même la France nous a donné beaucoup donc je trouve que c'est un pays très accueillant quand même

C. Vous avez jamais pensé d'aller dans un autre pays d'Europe ?

R. Non non on dirait qu'il y a vraiment une histoire qui lie la France et notre pays... c'est pas la maison mais quand même en Madagascar par exemple à la maison la langue de communication c'était le français, donc il y a toujours la France quelque part, comme si on était là-bas

C. Mmm et vos enfants ils parlent malgache ou pas ?

R. Mmmmm, ça me fait honte, non, ils comprennent un petit peu, surtout le petit très peu, surtout quand je parle vite il est perdu

C. Mais c'est normale, il est plongé dans un ambiance française

R. Oui oui, l'ainé il est attentif il écoute il comprend, et je parle malgache quand même parce qu'ils sont malgaches, et ils me disent tu peut parler français maman s'il te plait ?

C. Peut être c'est plus facile pour eux pour se sentir vraiment à la maison ici

R. Oui je sais pas, de toute façon ils comprennent mais pour parler c'est difficile

C. A la maison vous parlez malgache avec votre mari ?

R. Non même avec mon mari on parle français, sauf quand je suis fâchée je parle malgache
(on rit)

C. Donc ils savent quand ils doivent courir vite

R. Oui c'est ça

C. Bon, avez-vous tout ce qu'il vous faut maintenant ou vous sentez qu'il vous manque quelque chose ?

R. Oui, il me manque beaucoup de choses, les gens là-bas, oui on fréquente des gens, mais ils me manquent, il me manque chez moi

C. Vous voudriez rentrer un jour ?

R. Oui j'aimerais bien

C. Vous voulez pas rester en France ?

R. Non je pense pas, si ça va se calmer par rapport à la situation, je pense mais je ne sais pas aussi après la formation et tout ça,... je n'ose pas dire du mal à la France, j'aime mon pays mais j'aime la France aussi

C. Bon mais vous pouvez aimer la France mais au même temps avoir envie de rentrer chez vous

R. Oui c'est ça ; parce qu'on peut pas penser tout ça à la fois aussi, peut être il sera plus comme ça quand on aura un boulot, les paramètres changent, la situation évolue...

C. Vous pensez que ça va se calmer au Madagascar ?

R. On va voir parce que jusqu'à maintenant...

C. Et qu'est-ce que vous voulez pour vos enfants ?

R. Qu'ils grandissent avec sagesse, et qu'ils apprennent l'autonomie aussi parce que les parents ne sont pas là tout le temps, transmettre aussi des valeurs

C. Et si un jour ils vous disent maman je voudrais être journaliste, qu'est-ce que vous diriez ?

R. Je l'encourage, je l'encourage

C. Vous seriez contente ?

R. Oui, mais on dirait qu'ils pensent pas à ça, nous sommes journalistes, mais aux enfants ça n'intéresse pas, ils nous arrivent de regarder de journaux et on leur dit venez venez, mais je comprends que c'est dans mon sens pas dans leur sens

C. Bon, dernière question, qu'est-ce que vous vous attendez de l'avenir, qu'est-ce que vous voyez dans votre avenir ?

R. Dans mon avenir...

C. Qu'est-ce que vous voudriez ?

R. Attends attends il y a une réponse, mais c'est loin dans mon cerveau, mon projet c'est, ce que j'aimerais bien, c'est faire quelque chose dans le sociale, pas forcément au Madagascar mais en Afrique, aider les gens à apporter quelque chose, on peut pas changer le monde mais si on arrive à faire déjà quelque chose, une goutte d'eau c'est déjà pas mal, instruire aussi, parce que

tout est basé sur l'éducation, si on apporte la partie qu'on peut on est soulagé après et on peut être fière, je me focalise pas sur le Madagascar, sur les pays africains en générale

C. Bon Mme, j'ai fini, merci beaucoup

Annexe 10

ENTRETIEN avec Mme J., Pakistan

Dimanche 24/05/2015 – 18h30 – Son domicile à Niort

C. So, I am gonna ask you to begin introducing yourself

J. I am, my age is 25 years old and I am coming from Pakistan since 1 year and a half, 20 June 2013 I came

C. And did you come directly in France?

J. Yes I came directly

C. Did you chose France?

J. No, it is not my choice it is because when I came here I had a lot of problems and troubles, it is not my choice it is my agent's choice, the agent choose France because he said it is easy to get a visa, that's why, I said it's ok

C. What is an agent?

J. An agent is someone who help to go away

C. So he told you that in France was easy?

J. Yes and he told me France is very good for security and there is help for women it a very good country for helping people

C. Ok, and who was this person, how did you know him?

J. It is my friend's brother that's why I know him

C. And he told you I am gonna help you to go away?

J. Yes

C. It's cool to know someone that can help

J. Yes

C. And did you imagine your life in France before coming, how could it be?

J. No, I don't imagine like that because I don't think life here in France was so easy, so smooth, I can't imagine it in Pakistan because Pakistani life is very difficult, if we do comparison between Pakistan and France it is very very very different, there is a big difference because in France women are independent and in Pakistan women have not independence

C. In all Pakistan?

J. Right now big cities have changed like Islamabad Karachi Lahore, big cities have changed, but in village areas like Punjab side, they have no changed, just big cities

C. And you lived in a village?

J. Yes

C. So you didn't have expectations about France, you just came?

J. No, I had no idea people live here like that because I didn't think when we will go to France it will be like that, I had no idea of all that

C. But if you could have chosen the country?

J. I couldn't have chosen because I don't know about world, if my destiny goes to Europe, Canada, England, it was ok for me, it was the same for me, the only important thing was to go away

C. How was your first period here, you came in June 2013 and you asked for asylum?

J. Yes

C. In Paris?

J. No in Poitiers

C. Really, why did you come to Poitiers?

J. It is my destiny, I came in Poitiers because when I arrived in Paris I lived 2 days and nights, it was very difficult, me and my sister lived in the gare and we had nothing, no clothes, no money, nothing to food and because in this period we were wearing Pakistan clothes and people look me and my sister like not good eyes, they think no good things about us that's why we were afraid too much afraid, so we caught the train and we arrived in Poitiers, the first station where the train stopped

C. Ok and how was in Poitiers, did you go to some associations?

J. Yes, we spent the night in the station outside and we were weeping because we had no idea of what to do and one lady asked us and I told her we need help so she said that ok I know one association so she took us there and we arrived at Toit du Monde...

C. Really? I work there

J. Really really and do you know...?

C. Yes, I don't really work, I am a volunteer

J. Wow, there we met Yves and Nicolas and they helped us too much too much, now we have like family relations

C. Ok, so it was very hard until that?

J. Yes

C. And then you asked for asylum to Ofpra?

J. First of all we lived with Emmaus a Chatelleraut for 15 days and after that Yves took an appointment to the prefecture and then la Croix Rouge gave us an apartment, we lived there 2 or 3 months and then CADA called us and we came here in Niort, so we lived 1 year in CADA, and I think it was June 2014, no no no I think may we had appointment to Ofpra and after 2 or 3 months we received yes it is ok

C. Ok, it is cool but it was a long period?

J. Yes it was hard because we have nothing to do and just wait and wait and always at home, it was very difficult

(her sister arrives)

C. So you didn't work while you were waiting for papers?

J. Yes, we wanted to do something but on the récépissé it is written that you don't have the right to work

C. Ok, so what did you do all the day long?

J. It's very difficult, we went to some psychologists because we had some problems because life and struggles, it was very difficult

C. And did you have French class?

J. Just CADA gave us French classes on Monday for one hour, just this but the problem is they are not professional teachers and we don't understand much, it is so boring because we didn't understand because the teachers are not professional, they do other things, they have no idea of teaching

C. Mmm, because there is no money so teachers are volunteers

J. Yes I think so

C. Ok so when did you have your papers ?

J. I get my papers in September 2014

C. Ok and then what happened?

J. In December I get this house and I transferred from CADA to here, CADA helped us, then Caf give a little bit money and we decorate the house but the problem is we are two girls and we have nothing, now we are starting French classes and we want to do work because the caf give us 600 euros per month and 600 for this house, electricity, gas, taxes, insurance, bank...it's not enough, we want to do work because we are young and it is too much difficult to survive like that, but the problem is...my sister applied at mission locale and I applied to pole employ but they told me we have no work, what we do

C. What is the biggest problem to find work?

J. We have many difficulties, not only language, because we can speak a little bit, if somebody give us work we can do it, because if we do work it is better to learn French because we can use it

C. What would you like to do?

J. Any kind, we need work, any kind of, ménage, helping old people, hospitals, any kind of, no matter, just working, but nobody give us work

C. Did you apply for some jobs and they said no?

J. Yes

C. It's difficult

J. Yes it is

C. And in Pakistan did you study?

J. Yes, I did my graduation it's a little bit like law studies, political sciences, it is a little like law studies but not for lawyers, I want to do something next to law

C. How long did you study in university?

J. 4 years

C. So you had your degrees?

J. Yes I gave them all to cada and my assistante sociale said that I have to transfer them to...I don't have the name of the association

C. Enic Naric

J. Yes it is that, and she said that if they say yes we can make them worth

C. You don't know yet?

J. No I am waiting

Sister. Yes but also if they say yes your money stop

J. Ah yes Because if they yes my RSA stops I don't know why

C. Really?

J. Yes I don't know why, she said RSA is not for students, it is to help who searches work and if you want to study your RSA will be stopped

C. But you are not studying yet

J. Yes but if I continue my studies...

C. You would like to...?

J. Yes I would like

C. Ok I tell you something, if you study but you work at the same time you can have rsa, because I am a student and I also work and I have it, so... but you have to work also, you need a contract

J. D'accord, I don't know really

C. Ask well ok ?

J. Ok

C. Ok why did you chose political sciences?

J. Because I wanted to become a lawyer

C. But you told me that is not really for become a lawyer

J. Yes but after my graduation I would have continued other three years

C. And was your family happy about your studies?

J. Not too much, my family is a rich one and they have a name and a dignity...

C. It was not seen well because you are a girl?

J. Yes and I had to go to university with Hijab

C. Ok, were you obliged?

J. Not by university, it was my family rules, it is very strict

C. Ok, and did you like your university?

J. Yes, I wish to continue here, I liked a lot, I want to study more, right now I don't think to become a lawyer anymore, whatever, but I want to study more

C. Whatever?

J. Yes whatever it is easy to me, because there is the problem of the language, what is easy for me I do it

C. Why do you want to study no matter what?

J. I think I will do what is easy for me because now our position in changed and we need some good job and for a good job I need a diploma, so I want to study

C. Ok, and did you ever work in Pakistan?

J. No

C. Nothing, not even small works?

J. Six months I teach reading to small children in the school of my village

C. Where did you go to university?

J. There was a city 30 min away of my village

C. So you still lived at your home and you went every day?

J. Yes, by car

C. Ok, and how did you imagine yourself when you were a little child?

J. When I was a little child I looked my mother always busy with housework and we had no liberty, we had our brothers and my uncle and his wives and always pressures, we lived very stressed

C. You weren't free to imagine your future?

J. Yes it's like that, we thought that we will be like my mother, we didn't have liberty, if we were playing in the ground outside someone tell us "why are you playing? you don't have to play you are girls", or if we were laughing ahahaha like that loudly, "why are you laughing? you are girls", so we have not permissions to go out our house, and to do what we want

C. So how did you go to university?

J. We were never alone, we were by car, because my family was very rich and a little bit politic relationships and it is necessary that girls know a little bit, so someone bring me and pick and drop and the college was just a girl college, there weren't boys

C. Ok ok , and so after university you decided to go away?

J. No, when I finished my university in 2011 my parents told now we have to do your marriage, I said I don't want but I had pressures because my cousin were my fiancé and they really want me to marry him so my parents and my uncle and all the family gave me stress and pressure and so finally I said ok and I did marriage, my marriage was in Faisalabad and Faisalabad is very far from my family's house

C. Is it where your cousin lived?

J. Yes, and after the marriage I know that my cousin is not a good person and that I can't live with him, he was always shouting at me and sometimes he beat me very badly and so that's why... one day it happened that my cousin saw me with a neigh borough and he thought that I had an affair with him and he started to shout and beat me and I said that no he came here just to ask for her sister but my husband said that "no it's not true and I call your parents and I will beat you today in front of every villager", so I was very afraid and I wept very much and I decided to go away and in night I picked all my jewels and my everything and I went away and very difficultly i reached my friend house and after that my friend helped me a lot because when I go to university she became very friend of me and she helped me very much and her brother were agent, I lived two months there and after that I came here

C. Very hard, and now how do you feel , what do you think about France?

J. It is a very nice life, I don't think to that life anymore, I don't think about the dreams of that life, because I always wish to do something independently, so here we have to do work and everything but we live our lives independently and freely because France is a very cool country, France gave us everything, this house and help and money, France gave me everything and when I compare that life and this life I think this is dream, I am very shocked

C. Even if you have to renounce to your dream to being a lawyer?

J. Yes, I think it is my destiny, but we faced also a lot of problems here and right now we don't have a lot of choice, maybe tomorrow we will change our conditions, and we will choose

C. And before being forced to live Pakistan, did you ever think about going away?

J. No because we had no idea about Europe, I told you Europe America Canada they were all the same, we had no idea

C. Ok, I have one last question, what do you expect from your future, what do you wish, what do you see?

J. In future...first of all we do attention for learning French and me and my sister...my sister's dream is to become a coiffeuse because she loves, and I want to take some diplomas and I want to get some good job because right now it is hard to survive

C. And you think that it will happen?

J. Yes I am confident, I am confident because human beings do everything they want, it happens when we wish something a lot, and I think it is possible in France

Sans enregistreur : la sœur plus petite veut être coiffeuse en France même si elle a étudié 3 ans à l'université en Pakistan de sciences bancaires : les personnes qui la suivent lui ont dit que ça va être difficile parce qu'elle est déjà grande pour la formation et les cours professionnels coutent beaucoup

Mme J dit «I don't want to have anything in common with Pakistan, it hurts too much »